SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

# HISTORIQUE DE LA COMPOSITION DES EXÉCUTIFS/GOUVERNEMENTS DE LA RÉGION WALLONNE

# 1968 - 2013

SPW | *Éditions*

IDENTITÉ

Documentation

**2e édition**

Pierre DE SPIEGELER, Philippe GÉMIS, Michel WEYSSOW

Mars 2013

Wallonie

Secrétariat général,
Département de la Communication,
Direction de la Documentation et des Archives régionales,
Service des Archives régionales en partenariat avec la direction de l'Identité et des Publications

## EDITORIAL

*Depuis la révision de la Constitution de 1980 instituant des exécutifs régionaux et communautaires, la Wallonie n'a cessé de se développer et d'acquérir de nouvelles compétences de sorte que ses institutions et services sont désormais présents dans la vie quotidienne des citoyens. Notons que dès 1970, la réforme de l'État prévoyait déjà la création de trois régions via le célèbre article 107 quater de la Constitution mais celui-ci, selon la formule consacrée, demeura « au frigo » durant dix ans.*

*Si l'existence de la Wallonie est le fruit de la volonté politique, coulée en textes législatifs, l'aventure régionale s'est nourrie, jour après jour, de l'action de femmes et d'hommes qui animèrent les instances officielles chargées d'initier et de mettre en œuvre les programmes gouvernementaux et de traduire dans les faits les réformes institutionnelles successives. Au premier rang de ces organes décisionnels, figurent à coup sûr le gouvernement wallon, les ministres et leurs cabinets.*

*Cette deuxième édition de l'* **Historique de la composition des Exécutifs/Gouvernements de la Région wallonne 1968-2013**, *16 ans après la publication initiale, nous offre l'opportunité de nous arrêter un instant et de regarder dans le rétroviseur pour constater combien le chemin parcouru fut dense et varié.*

*Je vous en souhaite bonne lecture.*

*Claude DELBEUCK*
*Secrétaire général*

## PRÉFACE

*Pour l'histoire*

*Initié par le service des Archives régionales de la direction de la Documentation et des Archives régionales, intégrée depuis peu au sein du département de la Communication du Secrétariat général du SPW, cet ouvrage se veut un outil de recherche, mis en page et publié par la direction de l'Identité et des Publications, imprimé par la direction de l'Edition de la DGT 2. Un exemple concret de la détermination qui anime les mandataires et les équipes administratives du SPW de travailler en étroite coordination et de manière transversale.*

*Cette nouvelle édition, considérablement enrichie, permettra aux chercheurs, en particulier aux historiens et aux observateurs du fait régional, de prendre la mesure de l'évolution politique de la Wallonie et des changements intervenus, y compris dans l'intitulé des compétences exercées mais aussi dans l'appellation des institutions régionales. L'Exécutif régional wallon s'est mué en Gouvernement wallon, le Conseil régional wallon en Parlement wallon, le MRW et le MET ont fusionné en 2008 pour donner naissance au SPW. Les partis politiques n'ont pas échappé à cette transformation sociétale : le PS a succédé au PSB, le MR au PRL, le CDH au PSC. ECOLO a accédé à son tour au pouvoir.*

*L'intérêt de la présente publication réside par ailleurs dans le fait qu'elle éclaire le destin des femmes et des hommes qui participèrent aux décisions qui marquèrent le développement de la Wallonie. À cet égard, la liste des chefs de cabinet et des chefs adjoints peut se révéler éloquente.*

*Force nous est de rendre hommage aux rédacteurs de cet historique, Pierre DE SPIEGELER, Philippe GÉMIS et Michel WEYSSOW, épaulés par Jean-Pol HIERNAUX, qui n'ont pas ménagé leur peine pour rassembler les éléments techniques et biographiques qui suivent. Les difficultés rencontrées plaident, une fois de plus, pour une prise de conscience accrue de la nécessité pour les cabinets ministériels de verser leurs archives au service régional des Archives à Beez. Sans celles-ci, les historiens de demain ne pourront offrir de l'histoire régionale qu'une version édulcorée, amputée d'une juste compréhension et d'une analyse solide et objective des enjeux, des défis et des politiques menées.*

*La direction de l'Identité et des Publications, à travers la « maison d'éditions » SPW/Éditions est heureuse de vous présenter cet historique.*

*Jacques MOISSE*
*Inspecteur général*
*SG/Département de la Communication*

*Jacques VANDENBROUCKE*
*Responsable de la direction de l'Identité et des Publications*
*SG/Département de la Communication*

# HISTORIQUE DE LA COMPOSITION DES EXÉCUTIFS/GOUVERNEMENTS DE LA RÉGION WALLONNE 1968-2013

## AVANT-PROPOS DE LA PREMIÈRE ÉDITION (Novembre 1997)

Jusqu'en 1970, la structure de l'État belge est caractérisée par une unité de législation et une forte centralisation des pouvoirs de décisions politiques.

Des tendances au sein de l'électorat et dans le monde socio-politique se sont fait jour, qui tendaient à une adaptation des structures de la Belgique à la réalité des régions et des communautés.

La volonté d'autonomie pour les communautés et les régions ira de pair avec une réforme de l'État profonde et générale. Cette réforme visera à la création de pouvoirs et d'entités autres que l'État central et les pouvoirs subordonnés traditionnels que sont les provinces et les communes.

La révision de la Constitution de 1970 marque le début d'un processus dont l'aboutissement n'est ni défini ni limité dans le temps.

Cette réforme de 1970 consacre le principe de l'autonomie culturelle.

Elle crée trois communautés culturelles : française, néerlandaise et allemande. Quatre régions linguistiques sont constitutionnellement reconnues : la région de langue française, la région de langue néerlandaise, la région bilingue de Bruxelles-Capitale et la région de langue allemande.

Les Conseils de la Communauté culturelle française et de la Communauté culturelle néerlandaise sont dotés de compétences propres.

L'article 107 quater de la Constitution prévoit la création de trois régions. Toutefois, la situation restera bloquée dix ans, faute d'accord sur la détermination des compétences de ces régions.



Depuis la loi Terwagne en 1970, on reconnaît trois régions économiques : la Wallonie, la Flandre et le Brabant. Cette loi prévoit l'instauration de trois Conseils Économiques Régionaux disposant d'une voix consultative, qui organiseront la concertation entre les forces politiques, économiques et sociales des régions, ainsi que la création entre autres de sociétés de développement régional (une pour la Wallonie dès 1973).

La loi PERIN-VANDEKERCKHOVE de 1974 prévoit la mise en place, à titre préparatoire, d'institutions régionales, par la création de trois Conseils régionaux pouvant donner des avis non contraignants dans des matières régionales et la création de Comités ministériels régionaux au sein du gouvernement. La loi du 19 juillet 1977 supprima les Conseils régionaux de 1974 mais maintint les Comités ministériels.

La révision de la Constitution de 1980 met sur pied de véritables exécutifs communautaires et régionaux.

La loi spéciale du 8 août 1980 et la loi ordinaire du 9 août 1980 exécutent les articles 59bis et 107quater de la Constitution. L'exécution est cependant partielle car la réforme ne concerne que la Flandre et la Wallonie.

Les lois de réformes institutionnelles des 8 et 9 août 1980 ont donné aux Communautés et aux Régions une assemblée parlementaire - le Conseil - et un gouvernement - l'Exécutif.

Provisoirement formés par des ministres du gouvernement national, les Exécutifs régionaux et communautaires devaient attendre les élections législatives du 8 novembre 1981 pour devenir indépendants.

Il a été prévu que les membres des Exécutifs, pendant une période transitoire de quatre ans, seraient choisis proportionnellement au nombre de représentants que les partis comptaient dans le Conseil après les élections du 8 novembre 1981.

La réforme de l'État de 1988 repose sur deux principes essentiels : une large autonomie des communautés et des régions et la garantie d'un fonctionnement optimal des institutions nationales. Cette réforme s'est donc traduite par un transfert de compétences aux communautés et aux régions, un renforcement du pouvoir de contrôle de l'autorité nationale dans les matières de ses compétences et la mise en place de mécanismes en vue de régler les conflits d'intérêts et de compétences.

La réforme constitutionnelle de 1993 stipule que la Belgique est un État fédéral constitué de communautés et de régions.

Les communautés flamande, française et germanophone, les régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale ont chacune leur parlement et leur propre gouvernement. Cette réforme instaure entre autres l'élection directe des Conseils, la possibilité de transfert de compétences de la Communauté française vers la Région wallonne et vers la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale. Elle adopte également le principe du transfert des compétences résiduelles de l'autorité fédérale vers les communautés et les régions.

Le présent guide reprend la composition des Comités ministériels des affaires wallonnes, ensuite de l'Exécutif régional wallon devenu le Gouvernement wallon.

Il présente également, dans la mesure du possible, la répartition des compétences entre ministres, ainsi que les dates de nominations et de démissions, suivant les arrêtés tels que publiés au Moniteur belge.



Compte tenu de l'évolution des réformes institutionnelles, cet outil de travail est subdivisé en cinq périodes :

1. les ministres et secrétaires d'État à vocation régionale au sein du Gouvernement national (1968-1974) ;
2. la composition du Comité ministériel des affaires wallonnes au sein du Gouvernement national (1974-1978) ;
3. la composition de l'Exécutif de la Région wallonne au sein du Gouvernement national (1979-1981) ;
4. la composition de l'Exécutif régional wallon, hors du Gouvernement national (élection à la proportionnelle) (1981-1985) ;
5. la composition de l'Exécutif régional wallon, hors du Gouvernement national (élection par le Conseil régional wallon) (depuis 1985).

Pour être complet, il a paru intéressant d'y faire figurer une liste exhaustive des déclarations de politique régionale de l'Exécutif de la Région wallonne, établie par M. Jean-Pol HIERNAUX, attaché-responsable de la direction de la Documentation et des Archives, ainsi que les références des arrêtés portant fonctionnement de l'Exécutif et de mentionner les dates des élections depuis 1968.

## AVANT-PROPOS DE LA DEUXIÈME ÉDITION

Depuis la fin de la rédaction de la première version de cet ouvrage, la Belgique a connu une cinquième réforme institutionnelle qui s'est concrétisée dans les lois spéciales du 13 juillet 2001[1] .

Par cette réforme, les régions ont obtenu un transfert de compétences d'importance diverse en agriculture, commerce extérieur, pouvoirs locaux, coopération au développement et réglementation en matière de dépenses électorales. Les Régions ont vu également les compétences fiscales sur les impôts régionaux étendues et obtenu l'octroi d'une certaine autonomie fiscale.

Cette réforme n'a pas eu de conséquence directe sur la composition des gouvernements wallons. Par contre, le décret spécial voté par le Parlement wallon, le 12 juillet 1999[2] , fera passer de sept à neuf le nombre des ministres du Gouvernement.

Quant à la loi spéciale du 12 août 2003, elle transférera aux régions la compétence générale en matière d'exportation, d'importation et de transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre[3] , mettant ainsi fin à une source de conflit communautaire.

Outre la composition des gouvernements des législatures 1999 à 2013 ainsi que quelques corrections et ajouts aux listes de la première édition, la principale nouveauté de cette édition consiste dans la liste des chefs de cabinet et chefs de cabinet adjoints ayant dirigé les cabinets des ministres de la Région wallonne.

Cette liste est malheureusement lacunaire. Pour la période où les ministres et secrétaires d'État à compétences régionales et communautaires font partie du Gouvernement national et pour les deux périodes qui suivent, soit de 1968 à 1981, les arrêtés de nomination et de démission n'ont pas été systématiquement communiqués au *Moniteur Belge*. Nous avons dès lors dû recourir à des sources indirectes comme l'*Annuaire administratif et judiciaire de Belgique* publié par les éditions E. BRUYLANT. Il manque, malgré tout, beaucoup de noms et de dates d'entrée et de sortie de fonction.



Pour la période 1981 à 1999, nous avons pu bénéficier des arrêtés de nomination et de démission conservés dans les notes et notifications des Exécutifs/Gouvernements de la Région wallonne[4] . À partir de 1999, les nominations et démissions des chefs de cabinet adjoints ne font plus l'objet de décisions du Gouvernement, ni de publication au *Moniteur belge*. Pour établir les listes des chefs de cabinet adjoints, nous avons dû faire appel aux documents conservés par les cabinets et le Service d'appui aux cabinets ministériels (SEPAC)[5] .

---

1 M.B. du 3 août 2001. Voir également, J.-P. NASSAUX, *La réforme de l'État de 2001*, Bruxelles, 2002 (Complément au Dossier du CRISP n° 40 : *La Belgique fédérale* par Jacques BRASSINNE, 1994).

2 M.B. du 13 juillet 1999.

3 M.B. du 20 août 2003 ; C. LORY, *La régionalisation des licences d'exportation d'armes : Docteur Jekyll et Mister Hyde ?*, p. 5 - 7 in http://celinelory.net/textesjuri/travaux_deschietere.

4 Ces documents sont conservés aux Archives de la Région wallonne (A.R.W.), Chancellerie, 199802 (1979-1985), 200103 (1985-1989), 200303 (1990-1995), 200501 (1995-2002) et 201003 (2003-2006).

5 Nous tenons à remercier les secrétaires de cabinet des ministres A. ANTOINE, Ph. COURARD, R. DEMOTTE, Ph. HENRY, J.-Cl. MARCOURT ainsi que le SEPAC pour les informations qu'ils ont bien voulu nous fournir.

## TABLE DES MATIÈRES


| | |
|---|---|
| Avant-propos | 4 à 6 |
| I. Les ministres et secrétaires d'État à compétences régionales et communautaires au sein du Gouvernement national (1968-1974) | 8 à 11 |
| II. Les ministres et secrétaires d'État, membres du Comité ministériel des Affaires wallonnes (1974-1978) | 12 à 19 |
| III. Les membres de l'Exécutif de la Région wallonne au sein du Gouvernement national (1979-1981) | 20 à 27 |
| IV. Les membres de l'Exécutif de la Région wallonne hors du Gouvernement national, élus à la proportionnelle (1981-1985) | 28 à 35 |
| V. Les membres de l'Exécutif Régional wallon, élus par le Conseil (depuis 1985) | 36 à 87 |
| VI. Déclarations de politique régionale de l'Exécutif de la Région wallonne | 88 à 90 |
| VII. Arrêtés réglant le fonctionnement de l'Exécutif | 91 à 93 |
| VIII. Dates des élections depuis 1968 | 94 à 95 |
| Index des noms cités | 96 à104 |

# I. LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT À COMPÉTENCES RÉGIONALES ET COMMUNAUTAIRES AU SEIN DU GOUVERNEMENT NATIONAL (1968-1974)

## GOUVERNEMENT GASTON EYSKENS IV (17 juin 1968 - 8 novembre 1971)[1]

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Albert PARISIS (P.S.C.)** | | **Ministre de la Culture française** | |
| | Cabinet | Georges-Henri DUMONT, chef de cabinet | |
| | | Amand DEBAILLE, chef de cabinet | 15 juillet 1969 - ? |
| | | Amand DEBAILLE, conseiller avec rang de chef de cabinet adjoint | ? - 14 juillet 1969 |
| **Abel DUBOIS (P.S.B.)** | | **Ministre de l'Éducation nationale (F)** | |
| | Cabinet | Fred DETHIER, chef de cabinet | 18 juin 1968 - 8 novembre 1971 (?) |
| | | Ernest CARLIER, chef de cabinet adjoint | 21 juin 1968 - 8 novembre 1971 (?) |
| **Freddy TERWAGNE (P.S.B.)[2]** | | **Ministre des Relations communautaires (F)** | jusqu'au 15 février 1971 |
| | Cabinet | René GODEFROID, chef de cabinet | |
| | | Frank Van ACKER, chef de cabinet adjoint | 18 juin 1968 - 31 janvier 1969 |
| | | Georges VRANCKEN, chef de cabinet adjoint | 1er février 1969 - 31 décembre 1970 |
| | | Jean-Maurice DEHOUSSE, chef de cabinet adjoint | 16 mars 1970 - 31 mai 1971 |
| **Fernand DEHOUSSE (P.S.B.)** | | **Ministre des Relations communautaires (F)** | à partir du 22 février 1971 |
| | Cabinet | René GODEFROID, chef de cabinet | ? - 31 mai 1971 |
| | | Jean-Maurice DEHOUSSE, chef de cabinet | 1er juin 1971 - 25 novembre 1971 |
| | | Robert GUBBELS, chef de cabinet adjoint | 1er juillet 1971 - 21 janvier 1972 |
| **Fernand DELMOTTE (P.S.B.)** | | **Ministre-Secrétaire d'État à l'Économie régionale (F)** | |
| | Cabinet | Robert URBAIN, chef de cabinet | 20 juin 1968 - 25 novembre 1971 |
| | | Werner Bernard KAHN, chef de cabinet adjoint | 18 juillet 1968 - 1er février 1972 |

## GOUVERNEMENT GASTON EYSKENS V (21 janvier 1972 - 22 novembre 1972)[3]

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Charles HANIN (P.S.C.)** | | **Ministre de la Culture française** | |
| | Cabinet | Georges-Henri DUMONT, chef de cabinet | ? - 31 janvier 1973 |
| | | Jean-Louis LUXEN, chef de cabinet adjoint | ? - 31 janvier 1973 |
| **Léon HUREZ (P.S.B.)** | | **Ministre de l'Éducation nationale (F)** | |
| | Cabinet | Fred DETHIER, chef de cabinet | |
| | | Roger CANTRAINE, chef de cabinet adjoint | |
| **Édouard CLOSE (P.S.B.)** | | **Secrétaire d'État à l'Économie régionale (W), adjoint au Ministre des Affaires économiques** | |
| | Cabinet | Maurice BARBASON, chef de secrétariat | 22 janvier 1972 - 31 janvier 1973 |
| **Alfred CALIFICE (P.S.C.)** | | **Secrétaire d'État au Logement et à l'Aménagement du territoire (W), adjoint au Ministre des Travaux publics** | |
| | Cabinet | Philippe DULIEU, chef de secrétariat | |

1 La démission présentée par le Premier ministre le 8 novembre 1971 n'est pas acceptée (A.R. du 21.1.1972 - M.B. du 22.1.1972).
2 Freddy TERWAGNE est décédé le 15 février 1971 et remplacé par Fernand DEHOUSSE.
3 La démission du gouvernement, présentée le 22 novembre 1972, est acceptée par A.R. du 26.1.1973 (M.B. du 30.1.1973).

## GOUVERNEMENT EDMOND LEBURTON I (26 janvier 1973 - 23 octobre 1973)

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Michel TOUSSAINT (P.L.P.)** | | **Ministre de l'Éducation nationale (F)** | |
| | Cabinet | Louis DEMBLON, chef de cabinet | 29 janvier 1973 - 26 janvier 1974 |
| | | G. MANIGART, chef de cabinet adjoint | 26 janvier 1973 - ? |
| **Pierre FALIZE (P.S.B.)** | | **Ministre de la Culture française** | |
| | Cabinet | René GODEFROID, chef de cabinet | 1er février 1973 - 26 janvier 1974 |
| | | Valmy FÉAUX, chef de cabinet adjoint | 1er février 1973 - 26 janvier 1974 |
| **Jean-Pierre GRAFÉ (P.S.C.)** | | **Ministre des Affaires wallonnes, adjoint à la Santé publique et à l'Environnement** | |
| | Cabinet | E. CEREXHE, chef de cabinet | |
| | | Arthur NOKERMAN, chef de cabinet adjoint | |
| **Abel DUBOIS (P.S.B.)[1]** | | **Secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire et au Logement (W), adjoint au ministre des Travaux publics** | jusqu'au 5 juin 1973 |
| **Robert URBAIN (P.S.B.)[2]** | | **Secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire et au Logement (W), adjoint au ministre des Travaux publics** | à partir du 5 juin 1973 |
| | Cabinet | Pierre BURTON, chef de cabinet | |
| **Jean DEFRAIGNE (P.L.P.)** | | **Secrétaire d'État à l'Économie régionale (W), adjoint au ministre des Affaires économiques** | |
| | Cabinet | Pierre FINCOEUR, chef de cabinet | 1er février 1973 - ? |
| **Guillaume SCHYNS (P.S.C.)** | | **Secrétaire d'État aux Cantons de l'Est et au Tourisme, adjoint au Premier ministre** | |
| | Cabinet | J. WEYNAND, chef de cabinet | 26 janvier 1973 - ? |
| **Louis OLIVIER (P.L.P.)** | | **Secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et administratives (W), adjoint au Premier ministre** | |
| | Cabinet | Antoine DUQUESNE, chef de cabinet | 26 janvier 1973 - ? |

## GOUVERNEMENT EDMOND LEBURTON II (23 octobre 1973 – 19 janvier 1974)[3]

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Michel TOUSSAINT (P.L.P.)** | | **Ministre de l'Éducation nationale (F)** | |
| | Cabinet | Louis DEMBLON, chef de cabinet | 29 janvier 1973 - 26 janvier 1974 |
| | | G. MANIGART, chef de cabinet adjoint | 26 janvier 1973 - ? |
| **Pierre FALIZE (P.S.B.)** | | **Ministre de la Culture française** | |
| | Cabinet | René GODEFROID, chef de cabinet | 1er février 1973 - 26 janvier 1974 |
| | | Valmy FÉAUX, chef de cabinet adjoint | 1er février 1973 - 26 janvier 1974 |



1 Abel DUBOIS démissionne le 4 juin 1973 et est remplacé par Robert URBAIN.
2 Robert URBAIN démissionne le 23 octobre 1973. Ses compétences seront exercées par Pierre FALIZE.
3 La démission du Gouvernement est présentée le 19 janvier 1974 et acceptée par A.R. du 25.4.1974 (M.B. 27.4.1974).

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Jean-Pierre GRAFÉ (P.S.C.)** | | **Ministre des Affaires wallonnes, adjoint à la Santé publique et à l'Environnement** | |
| | Cabinet | E. CEREXHE, chef de cabinet<br>Arthur NOKERMAN, chef de cabinet adjoint | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Louis OLIVIER (P.L.P.)** | | **Secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et administratives (W), adjoint au Premier ministre** | |
| | Cabinet | Antoine DUQUESNE, chef de cabinet | 26 janvier 1973 - ? |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Charles HANIN (P.S.C.)** | | **Ministre de la Politique scientifique, des Cantons de l'Est et du Tourisme** | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Jean DEFRAIGNE (P.L.P.)** | | **Secrétaire d'État à l'Économie régionale (W), adjoint au ministre des Affaires économiques** | |
| | Cabinet | Pierre FINCOEUR, chef de cabinet | 1er février 1973 - 30 avril 1974 |

# II. LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT MEMBRES DU COMITÉ MINISTÉRIEL DES AFFAIRES RÉGIONALES (1974-1978)

La loi du 1er août 1974, dite loi PERIN-VANDEKERCKHOVE, créant des institutions régionales, à titre préparatoire à l'application de l'article 107quater de la Constitution (M.B. du 22.08.1974 - Erratum, 29.08.1974), a créé, pour chacune des régions flamande, wallonne et bruxelloise, un Conseil régional et un Comité ministériel des Affaires régionales[1].

Le Comité ministériel des Affaires régionales est composé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Il est présidé par le ministre en charge des Affaires régionales.

Les membres du Comité ministériel délibèrent collégialement. À défaut d'accord, l'affaire est soumise au Conseil des ministres pour décision.

Le Comité ministériel des Affaires régionales :

1. délibère de tout projet de loi ou d'arrêté royal dont le champ d'application est limité au territoire de la région, et qui tend à prendre, modifier ou abroger des dispositions légales dans les matières où une politique régionale différenciée se justifie en tout ou en partie :
   - 1° la politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme, en ce compris la politique foncière, le remembrement des biens ruraux, la rénovation urbaine et l'assainissement des sites industriels désaffectés ;
   - 2° la politique d'expansion économique régionale et de l'emploi ;
   - 3° la politique du logement ;
   - 4° l'enlèvement et le traitement des déchets solides ;
   - 5° l'exploitation des richesses naturelles ;
   - 6° la politique de l'eau ;
   - 7° la chasse, la pêche et les forêts ;
   - 8° la politique industrielle et énergétique ;
   - 9° l'organisation des pouvoirs subordonnés ;
   - 10° la recherche scientifique appliquée dans ces matières.
2. propose l'affectation des crédits budgétaires destinés à couvrir les dépenses de la politique régionale qui sera menée dans sa région.
3. élabore et coordonne la politique de la région dans les matières susvisées.
4. délibère de toute proposition de création, de décentralisation ou de déconcentration des services, organismes et institutions publics qui sont chargés de l'exécution de la politique régionale concernant les matières susvisées.
5. émet tous avis relatifs à la politique régionale.

L'arrêté royal organique des Comités ministériels des Affaires régionales du 19 novembre 1974 (M.B. du 23 novembre 1974) et l'arrêté royal du 20 novembre 1974 relatif aux membres du Gouvernement à compétence régionale (M.B. du 23 novembre 1974)

1 Cette loi a été modifiée par la loi du 19 juillet 1977 (M.B. du 27.07.1977), qui supprime les Conseils régionaux, par la loi du 5 juillet 1979 (M.B. du 10.07.1979) et coordonnée le 20 juillet 1979 (M.B. du 31.07.1979).

limitent l'autonomie du Comité ministériel et du ministre des Affaires régionales, en tant que président du Comité ministériel.

1. Pour les affaires qui impliquent l'intervention d'un membre du Gouvernement qui ne fait pas partie du Comité ministériel des Affaires régionales, le Comité ne délibère qu'après que ce membre du Gouvernement a fait part de son point de vue, dans le délai fixé par le Comité ;

2. Le président du Comité ministériel des Affaires régionales doit soumettre :

   - au Comité ministériel à compétence nationale concerné, toute affaire pour laquelle l'intervention de ce Comité est requise par une disposition légale ou réglementaire ;

   - au Conseil des ministres :

     a) tout avant-projet de loi ;

     b) tout projet d'arrêté royal ou ministériel pour lequel l'intervention de ce Conseil est requise par une disposition légale ou réglementaire ;

     c) toute proposition tendant soit à l'application de l'article 14, alinéa 3, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, soit à l'application de l'article 24 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'État ;

     d) toute affaire qui, par son objet, est de nature à engager le Gouvernement tout entier ;

   - au ministre compétent sur le plan national, tout projet d'arrêté réglementaire, royal ou ministériel relatif aux matières susvisées, avant contreseing ou signature.

3. En outre, le ministre des Affaires régionales, en sa qualité de président du Comité, doit veiller :

   a) à ce que soit assurée la coordination de la politique de sa région dans les matières pour lesquelles une politique régionale différenciée se justifie en tout ou en partie ;

   b) à ce que les règlements et décisions des secrétaires d'État à compétence régionale soient conformes à la politique générale du Gouvernement.

## GOUVERNEMENT LÉO TINDEMANS I (25 avril 1974 – 11 juin 1974)

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Alfred CALIFICE (P.S.C.)** | | **Ministre de l'Emploi et du Travail et des Affaires wallonnes** | |
| | Cabinet | Jean-Marie QUINTIN, chef de cabinet | 27 avril 1974 - ? |
| | | Francis HAMBYE chef de cabinet adjoint | 27 avril 1974 - ? |
| **Antoine HUMBLET (P.S.C.)** | | **Ministre de l'Éducation nationale (F)** | |
| | Cabinet | Jean DUMORTIER, chef de cabinet | 25 avril 1974 - ? |
| | | Roger MATHIEU chef de cabinet adjoint | 22 mai 1974 - ? |
| **Claude HUBAUX (P.L.P.)** | | **Secrétaire d'État à l'Économie régionale et à l'Aménagement du Territoire et du Logement (W)** | |
| | Cabinet | Cyr Fontaine, chef de cabinet | 1er mai 1974 - ? |

## GOUVERNEMENT LÉO TINDEMANS II (11 juin 1974 – 4 mars 1977)[1]

### 1. Du 11 juin 1974 au 8 décembre 1976

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Alfred CALIFICE (P.S.C.)** | | **Ministre de l'Emploi et du Travail et des Affaires wallonnes<br>Président du Comité ministériel des Affaires wallonnes** | 11 juin 1974 - 8 décembre 1976 |
| | Cabinet | Jean-Marie QUINTIN, chef de cabinet | 27 avril 1974 - ? |
| | | Francis HAMBYE, chef de cabinet adjoint | 27 avril 1974 - ? |
| **Antoine HUMBLET (P.S.C.)** | | **Ministre de l'Éducation nationale (F)<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes** | 11 juin 1974 - 8 décembre 1976 |
| | Cabinet | Jean DUMORTIER, chef de cabinet | 25 avril 1974 - 6 juin 1977 |
| | | Roger MATHIEU, chef de cabinet adjoint | 22 mai 1974 - 3 juin 1977 |
| **François PERIN (R.W.)[2]** | | **Ministre de la Réforme des Institutions (F)<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes** | 11 juin 1974 - 8 décembre 1976<br>jusqu'au 10 décembre 1975 |
| | Cabinet | Philippe MONFILS, chef de cabinet | 20 juin 1974 – 10 décembre 1975 |
| | | M. BOURLARD, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1974 - ? |
| **Étienne KNOOPS (R.W.)** | | **Secrétaire d'État aux Affaires économiques, adjoint au ministre des Affaires économiques<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes** | 11 juin 1974 - 8 décembre 1976<br>à partir du 10 décembre 1975 |
| | Cabinet | François-Xavier DE DONNEA, chef de cabinet | 24 juin 1974 -? |
| **Jean GOL (R.W.)** | | **Secrétaire d'État à l'Économie régionale, adjoint au ministre des Affaires wallonnes<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes** | à partir du 4 octobre 1974 |
| | Cabinet | J. ANDRÉ, chef de cabinet | |
| | | Bernard MARCHAND, chef de cabinet | ? – 8 juin 1977 |
| | | Philippe MONFILS, chef de cabinet adjoint | ? – 8 juin 1977 |

1 Le Comité ministériel des Affaires wallonnes est constitué le 12 octobre 1974 (A.R. du 8.10.1974 - M.B. du 12.10.1974).
2 François PERIN démissionne de ses fonctions de membre du Comité ministériel le 10 décembre 1975. Il est remplacé au sein du Comité par Etienne KNOOPS.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Louis OLIVIER (P.L.P.) | | Ministre des Classes moyennes<br>Secrétaire d'État aux Forêts, à la Chasse et à la Pêche, adjoint au ministre des Affaires wallonnes<br>Ministre des Travaux publics<br>Secrétaire d'État aux Forêts, à la Chasse et à la Pêche adjoint au ministre des Affaires wallonnes<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | à partir du 4 octobre 1974<br><br>à partir du 31 juillet 1976 |
| | Cabinet | Antoine DUQUESNE, chef de cabinet<br>M. SCIEUR, conseiller dirigeant le cabinet du Secrétariat d'État aux Forêts, à la Chasse et à la Pêche | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Robert MOREAU (R.W.) | | Secrétaire d'État aux Affaires sociales, adjoint au ministre des Affaires wallonnes<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | à partir du 4 octobre 1974 |
| | Cabinet | Marc WILLEMS, chef de cabinet | |

2. Du 8 décembre 1976 au 4 mars 1977

| | | | |
|---|---|---|---|
| Alfred CALIFICE (P.S.C.) | | Ministre de l'Emploi et du Travail et des Affaires wallonnes<br>Président du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Jean-Marie QUINTIN, chef de cabinet<br>Francis HAMBYE, chef de cabinet adjoint | 27 avril 1974 - ?<br>27 avril 1974 - ? |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Antoine HUMBLET (P.S.C.) | | Ministre de l'Éducation nationale (F)<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | 11 juin 1974 - 8 décembre 1976 |
| | Cabinet | Jean DUMORTIER, chef de cabinet<br>Roger MATHIEU, chef de cabinet adjoint | 25 avril 1974 - 6 juin 1977<br>22 mai 1974 - 3 juin 1977 |



| | | | |
|---|---|---|---|
| Michel TOUSSAINT (P.L.P/P.R.L.w.) | | Ministre de la Réforme des Institutions (F)<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Nicolas BONTYES, chef de cabinet<br>G. MANIGART, chef de cabinet adjoint | 15 décembre 1976 - ?<br>14 décembre 1976 - ? |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Pierre BERTRAND (R.W.) | | Ministre, adjoint au ministre des Affaires économiques, chargé en outre d'exercer en région wallonne les compétences de secrétaire d'État en matière de : Forêts, chasse et pêche, politique de l'eau<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Louis OLIVIER (P.L.P.) | | Ministre des Travaux publics<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Antoine DUQUESNE, chef de cabinet<br>Jean-Marie GRÉGOIRE, chef de cabinet adjoint | ? - 3 juin 1977 |

## GOUVERNEMENT LÉO TINDEMANS III (du 6 mars 1977 au 18 avril 1977)

| | | | |
|---|---|---|---|
| Alfred CALIFICE (P.S.C.) | | Ministre de l'Emploi et du Travail et des Affaires wallonnes<br>Président du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| Antoine HUMBLET (P.S.C.) | | Ministre de l'Éducation nationale (F)<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| Michel TOUSSAINT (P.L.P/P.R.L.w.) | | Ministre de la Réforme des institutions (F)<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Nicolas BONTYES, chef de cabinet | 15 décembre 1976 - ? |
| | | G. MANIGART, chef de cabinet adjoint | 14 décembre 1976 - ? |
| Charles CORNET D'ELZIUS (P.L.P/P.R.L.w.) | | Ministre, adjoint au ministre des Affaires économiques, chargé en outre d'exercer en région wallonne les compétences de secrétaire d'État en matière de : Forêts, Chasse et Pêche<br>Président du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | H. MABILLE, chef de cabinet | 15 décembre 1976 - ? |
| | | J. WARNON, chef de cabinet adjoint | 14 décembre 1976 - ? |
| Louis OLIVIER (P.L.P.) | | Ministre des Travaux publics<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Antoine DUQUESNE, chef de cabinet | |
| | | Jean-Marie GRÉGOIRE, chef de cabinet adjoint | |
| Marcel PLASMAN (P.S.C.) | | Ministre des Pensions,<br>secrétaire d'État aux Affaires sociales,<br>adjoint au ministre des Affaires wallonnes<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Arthur NOKERMAN, chef de cabinet | |
| | | R. VAN HECKE, chef de cabinet adjoint | |

## GOUVERNEMENT LÉO TINDEMANS IV (3 juin 1977 - 11 octobre 1978)[1]

| | | | |
|---|---|---|---|
| Guy MATHOT (P.S.B.) | | Ministre des Travaux publics<br>Ministre des Affaires wallonnes<br>Président du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Pierre BURTON, chef de cabinet | |
| | | Pierre DUVIVIER, chef de cabinet adjoint | |
| Alfred CALIFICE (P.S.C.) | | Ministre de la Prévoyance sociale<br>Secrétaire d'État aux Affaires sociales,<br>adjoint au ministre des Affaires wallonnes<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Raymond ANDRÉ, chef de cabinet | 27 avril 1974 - ? |
| | | Michel DEWAELE, chef de cabinet adjoint | 27 avril 1974 - ? |

1 Le Gouvernement présente sa démission le 11 octobre 1978 qui est acceptée par A.R. du 20.10.1978 (M.B. du 24.10.1978).

| | | | |
|---|---|---|---|
| Joseph MICHEL (P.S.C.) | | Ministre de l'Éducation nationale (F)<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Louis ANDRIANNE, chef de cabinet | |
| | | Jean MAGY, chef de cabinet adjoint | |
| Jean-Maurice DEHOUSSE (P.S.B.) | | Ministre de la Culture française<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Roger DEHAYBE, chef de cabinet | |
| | | Valmy FÉAUX, chef de cabinet adjoint | |
| Robert URBAIN (P.S.B.) | | Secrétaire d'État à l'Économie régionale,<br>adjoint au ministre des Affaires wallonnes<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | M. MARCHAND, chef de cabinet | ? – 8 juin 1977 |
| | | Pierre RENARD, chef de cabinet adjoint | 14 juin 1977 |
| Jacques HOYAUX (P.S.B.) | | Secrétaire d'État à la Réforme des Institutions (F),<br>adjoint au Vice-Premier ministre Léon Hurez<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Jean-Claude DAMSEAUX, chef de cabinet | 24 juin 1977 - ? |
| | | Philippe SCHITTECATTE, chef de cabinet adjoint | 15 septembre 1977 - ? |

## GOUVERNEMENT PAUL VAN DEN BOEYNANTS II (20 octobre 1978 - 18 décembre 1978)[1]



| | | | |
|---|---|---|---|
| Guy MATHOT (P.S.B.) | | Ministre des Travaux publics<br>Ministre des Affairs wallonnes<br>Président du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| Alfred CALIFICE (P.S.C.) | | Ministre de la Prévoyance sociale<br>Secrétaire d'État aux Affaires sociales,<br>adjoint au ministre des Affaires wallonnes<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| Joseph MICHEL (P.S.C.) | | Ministre de l'Éducation nationale (F)<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Louis ANDRIANNE, chef de cabinet | 3 juin 1977 - ? |
| | | Jean MAGY, chef de cabinet adjoint | 6 juin 1977 - ? |
| Jean-Maurice DEHOUSSE (P.S.B.) | | Ministre de la Culture française<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Roger DEHAYBE, chef de cabinet | 6 juin 1977 - ? |
| | | Valmy FÉAUX, chef de cabinet adjoint | 6 juin 1977 - ? |
| Robert URBAIN (P.S.B.) | | Secrétaire d'État à l'Économie régionale,<br>adjoint au ministre des Affaires wallonnes<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes | |
| | Cabinet | Pierre RENARD, chef de cabinet | ? – 8 juin 1977 |
| | | Claude BALEUX, chef de cabinet adjoint | 14 juin 1977 |

1 La démission du Gouvernement est présentée le 18 décembre 1978 et est acceptée par A.R. du 3.4.1979 (M.B. du 5.4.1979).

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Jacques HOYAUX (P.S.B.)** | | **Secrétaire d'État à la Réforme des Institutions (F), adjoint au Vice-Premier ministre Léon Hurez<br>Membre du Comité ministériel des Affaires wallonnes** | |
| | Cabinet | Jean-Claude DAMSEAUX, chef de cabinet | 24 juin 1977 - ? |
| | | Philippe SCHITTECATTE, chef de cabinet adjoint | 15 septembre 1977 - ? |

# III. LES MEMBRES DE L'EXÉCUTIF DE LA RÉGION WALLONNE AU SEIN DU GOUVERNEMENT NATIONAL (1979-1981)

## Les membres de l'exécutif de la Région wallonne au sein du gouvernement national (1979-1981)

L'arrêté royal du 13 avril 1979 portant organisation provisoire des Exécutifs des Communautés et des Régions (M.B. du 19.4.1979) et l'arrêté royal du 6 juillet 1979 (M.B. du 10.7.1979) marquent la première étape du programme de réformes institutionnelles présenté par le Gouvernement CVP-PSC-PS-SP-FDF dirigé par W. MARTENS, après les élections du 17 décembre 1978.

Cette première phase prévoit la régionalisation et la communautarisation du pouvoir exécutif.

Le Président et les membres de l'Exécutif sont désignés par le Roi au sein du Gouvernement.

L'Exécutif délibère selon la procédure en vigueur dans le Gouvernement national.

Les membres de l'Exécutif sont responsables devant leur Conseil.

## GOUVERNEMENT WILFRIED MARTENS I (3 avril 1979 - 16 janvier 1980)

| | | |
|---|---|---|
| **Jean-Maurice DEHOUSSE (P.S.)** | **Ministre de la Région wallonne<br>Président de l'Exécutif de la Région wallonne** | |
| Cabinet | Georges HOREVOETS, chef de cabinet | 4 avril 1979 - 22 janvier 1980 |
| | René DELCOMMINETTE, chef de cabinet adjoint | 4 avril 1979[1] - 22 décembre 1981 |
| | Carlos DUMORTIER, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 1979 - 21 septembre 1981 |
| | Élaboration du budget régional | |
| | Contrôle budgétaire | |
| | Organisation du Ministère de la Région wallonne | |
| | Création et organisation de services, organismes et institutions publiques | |
| | Organisation des pouvoirs subordonnés | |
| | Critères de répartition du Fonds des Communes | |
| | Tutelle administrative sur les pouvoirs subordonnés | |
| | Rationalisation et coordination des intercommunales | |
| | Fixation des critères de répartition de la quote-part de la Région dans le Fonds des Provinces | |
| | Technologies nouvelles | |
| | Recherche scientifique appliquée afférente aux matières qui relèvent de la compétence exclusive de la Région | |
| | Relations extérieures | |
| | Association de la Région à la politique du commerce extérieur | |
| | Coordination de la politique de l'Exécutif | |
| | Politique de crédit, fonctionnement et contrôle du Conseil économique régional, des sociétés de développement régional et des sociétés d'investissement (conjointement avec A. HUMBLET) | |

| | | |
|---|---|---|
| **Bernard ANSELME (P.S.)** | **Secrétaire d'État à la Région wallonne, adjoint au ministre de la Région wallonne<br>Membre de l'Exécutif de la Région wallonne** | |
| Cabinet | Pierre TASSET, chef de cabinet | 4 avril 1979 - 18 mai 1980 |
| | Politique du logement en ce compris la rénovation de l'habitat | |
| | Rénovation urbaine et assainissement des sites industriels désaffectés | |
| | Travaux subsidiés à l'exception des travaux relatifs à l'eau et à l'énergie | |

| | | |
|---|---|---|
| **Antoine HUMBLET (P.S.C)[2]** | **Secrétaire d'État à la Région wallonne, adjoint au ministre de la Région wallonne<br>Membre de l'Exécutif de la Région wallonne** | |
| Cabinet | Jean-Marie QUINTIN, chef de cabinet | 4 avril 1979 - 18 mai 1980 |
| | Edmond HACOURT, chef de cabinet adjoint | 4 avril 1979 - ? |
| | Politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme, en ce compris la politique foncière, le tracé ou l'implantation de la grande infrastructure publique et des transports en commun, le remembrement des biens ruraux et la rénovation rurale, à l'exception de la rénovation urbaine et de l'assainissement des sites industriels désaffectés | |
| | Planification, informatique et statistique régionale | |
| | Politique d'expansion économique régionale | |
| | Politique industrielle et énergétique | |
| | Politique de l'eau | |
| | Travaux subsidiés relatifs à l'eau et à l'énergie | |
| | Enlèvement et traitement des déchets solides | |
| | Protection et conservation de la nature | |
| | Exploitation des richesses naturelles et concessions y relatives | |
| | Forêts, chasse, pêche et tenderie | |
| | Politique de l'emploi | |
| | Politique de crédit, fonctionnement et contrôle du Conseil économique régional, des sociétés de développement régional et des sociétés d'investissement (conjointement avec J.-M. DEHOUSSE) | |

1 L'arrêté royal du 2 juillet 1979 actant du détachement du bureau du Plan de R.D. ne précise pas la date à laquelle commence ce détachement.
2 Antoine HUMBLET démissionne le 15 octobre 1979. Il est remplacé par Philippe MAYSTADT.

## GOUVERNEMENT WILFRIED MARTENS II (23 janvier 1980 - 9 avril 1980)

| | | |
|---|---|---|
| **Jean-Maurice DEHOUSSE (P.S.)** | **Ministre de la Région wallonne<br>Président de l'Exécutif de la Région wallonne** | |
| Cabinet | Georges HOREVOETS, chef de cabinet | 4 avril 1979 - 22 janvier 1980 |
| | Carlos DUMORTIER, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 1979 - 21 septembre 1981 ? |
| | Élaboration du budget régional<br>Contrôle budgétaire<br>Organisation du Ministère de la Région wallonne<br>Création et organisation de services, organismes et institutions publiques<br>Organisation des pouvoirs subordonnés<br>Critères de répartition du Fonds des Communes<br>Tutelle administrative sur les pouvoirs subordonnés<br>Rationalisation et coordination des intercommunales<br>Fixation des critères de répartition de la quote-part de la Région dans le Fonds des Provinces<br>Technologies nouvelles<br>Recherche scientifique appliquée afférente aux matières qui relèvent de la compétence exclusive de la Région<br>Relations extérieures<br>Association de la Région à la politique du commerce extérieur<br>Coordination de la politique de l'Exécutif<br>Politique de crédit, fonctionnement et contrôle du Conseil économique régional, des sociétés de développement régional et des sociétés d'investissement (conjointement avec A. HUMBLET) | |

| | | |
|---|---|---|
| **Bernard ANSELME (P.S.)** | **Secrétaire d'État à la Région wallonne, adjoint au Ministre de la Région wallonne<br>Membre de l'Exécutif de la Région wallonne** | |
| Cabinet | Pierre TASSET, chef de cabinet | 4 avril 1979 – 18 mai 1980 |
| | Politique du logement en ce compris la rénovation de l'habitat<br>Rénovation urbaine et assainissement des sites industriels désaffectés<br>Travaux subsidiés à l'exception des travaux relatifs à l'eau et à l'énergie | |

| | | |
|---|---|---|
| **Philippe MAYSTADT (P.S.C.)** | **Secrétaire d'État à la Région wallonne, adjoint au Ministre de la Région wallonne<br>Membre de l'Exécutif de la Région wallonne** | |
| Cabinet | Jean-Marie QUINTIN, chef de cabinet | 4 avril 1979 - 4 mars 1981 |
| | Politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme, en ce compris la politique foncière, le tracé ou l'implantation de la grande infrastructure publique et des transports en commun, le remembrement des biens ruraux et la rénovation rurale, à l'exception de la rénovation urbaine et de l'assainissement des sites industriels désaffectés<br>Planification, informatique et statistique régionale<br>Politique d'expansion économique régionale<br>Politique industrielle et énergétique<br>Politique de l'eau<br>Travaux subsidiés relatifs à l'eau et à l'énergie<br>Enlèvement et traitement des déchets solides<br>Protection et conservation de la nature<br>Exploitation des richesses naturelles et concessions y relatives<br>Forêts, chasse, pêche et tenderie<br>Politique de l'emploi<br>Politique de crédit, fonctionnement et contrôle du Conseil économique régional, des sociétés de développement régional et des sociétés d'investissement (conjointement avec J-M DEHOUSSE) | |

## GOUVERNEMENT WILFRIED MARTENS III (18 mai 1980 - 7 octobre 1980)[1]

| Jean-Maurice DEHOUSSE (P.S.) | Ministre de la Région wallonne<br>Président de l'Exécutif de la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Georges HOREVOETS, chef de cabinet | 4 avril 1979 - 31 janvier 1981 |
| | René DELCOMMINETTE, chef de cabinet adjoint | 17 mai 1980 - 4 mars 1981 |
| | Carlos DUMORTIER, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 1979 - 21 septembre 1981 |

Élaboration du budget régional

Organisation du Ministère de la Région wallonne ainsi que la création et l'organisation de services, organismes et institutions publiques, à l'exception de ceux qui concernent l'initiative industrielle publique ou le logement

Organisation des pouvoirs subordonnés

Critères de répartition du Fonds des Communes

Tutelle administrative sur les pouvoirs subordonnés

Rationalisation et coordination des intercommunales

Fixation des critères de répartition de la quote-part de la Région dans le Fonds des Provinces

Travaux subsidiés, à l'exception du « Fonds Brunfaut »

Aménagement du territoire, en ce compris la politique foncière, le tracé ou l'implantation de la grande infrastructure publique et des transports en commun, le remembrement des biens ruraux et la rénovation rurale, le plan vert, la rénovation urbaine et de l'assainissement des sites industriels désaffectés

Environnement

Enlèvement et traitement des déchets solides

L'eau, en ce compris l'hydraulique agricole

Énergie

Emploi

Informatique et statistique régionale

Relations extérieures

Association de la Région à la politique du commerce extérieur

Coordination de la politique de l'Exécutif

Fonctionnement et contrôle du Conseil économique régional, des sociétés de développement régional et des sociétés régionales d'investissement (conjointement avec P. MAINIL)

Protection et conservation de la nature (conjointement avec A. BERTOUILLE)

Planification et aspects régionaux de la politique de crédit (conjointement avec P. MAINIL et A. BERTOUILLE)

Protection et conservation de la nature (conjointement avec A. BERTOUILLE)

Planification et aspects régionaux de la politique de crédit (conjointement avec P. MAINIL et A. BERTOUILLE)

| André BERTOUILLE (P.R.L.) | Secrétaire d'État à la Région wallonne, adjoint au ministre de la Région wallonne<br>Membre de l'Exécutif de la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Pierre TASSET, chef de cabinet | 4 avril 1979 – 18 mai 1980 |
| | Pierre CHARLIER, chef de cabinet adjoint | |

Politique du logement, en ce compris la rénovation de l'habitat et la création d'organismes et d'institutions publiques relatifs au logement

Fonds « Brunfaut »

Forêts, chasse, pêche et tenderie

Industrialisation de la pisciculture

Protection et conservation de la nature (conjointement avec J.-M. DEHOUSSE)

Planification et aspects régionaux de la politique de crédit (conjointement avec J.-M. DEHOUSSE et P. MAINIL)

1 La démission du Premier ministre présentée le 4 octobre 1980 n'est pas acceptée. Elle le sera le 7 octobre par A.R. du 22.10.1980 (M.B. du 24.10.1980).

| Pierre MAINIL (P.S.C.) | Secrétaire d'État à la Région wallonne, adjoint au ministre de la Région wallonne<br>Membre de l'Exécutif de la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Marie QUINTIN, chef de cabinet<br>Marc LESTIENNE, chef de cabinet adjoint | 4 avril 1979 - 4 mars 1981 |
| | Politique d'expansion économique régionale, en ce compris la création d'organismes et d'institutions publiques relatifs à l'initiative industrielle publique<br>Politique industrielle<br>Technologies nouvelles<br>Recherche scientifique appliquée<br>Exploitation des richesses naturelles et concessions y relatives<br>Fonctionnement et contrôle du Conseil économique régional, des sociétés de développement régional et des sociétés régionales d'investissement (conjointement avec J.-M. DEHOUSSE)<br>Planification et aspects régionaux de la politique de crédit (conjointement avec J.-M. DEHOUSSE et A. BERTOUILLE)<br>Protection et conservation de la nature<br>Exploitation des richesses naturelles et concessions y relatives<br>Forêts, chasse, pêche et tenderie<br>Politique de l'emploi<br>Politique de crédit, fonctionnement et contrôle du Conseil économique régional, des sociétés de développement régional et des sociétés d'investissement (conjointement avec J.-M. DEHOUSSE) | |

## GOUVERNEMENT WILFRIED MARTENS IV (22 octobre 1980 - 31 mars 1981)[1]

### Jean-Maurice DEHOUSSE (P.S.)

**Ministre de la Région wallonne**
**Président de l'Exécutif de la Région wallonne**

| | | |
|---|---|---|
| Cabinet | Georges HOREVOETS, chef de cabinet | 4 avril 1979 - 31 janvier 1981 |
| | René DELCOMMINETTE, chef de cabinet adjoint | 17 mai 1980 - 22 décembre 1981 |
| | Carlos DUMORTIER, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 1979 - 21 septembre 1981 |

Coordination de la politique de l'Exécutif

Élaboration du budget régional et contrôle budgétaire

Organisation du Ministère de la Région wallonne

Informatique et statistique régionale

Relations extérieures

Certaines matières relatives à l'aménagement du territoire :
1. le Plan Régional d'Aménagement du territoire, le tracé et l'implantation de la grande infrastructure ;
2. l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles voisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs ;
3. la rénovation urbaine ;
4. la rénovation des sites d'activité économique désaffectés.

Politique de l'énergie

Pouvoirs subordonnés, en ce compris la tutelle administrative sur les pouvoirs subordonnés et la fixation du pourcentage à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale

Politique de l'emploi

Signature des plans de secteur (conjointement avec É. DEWORME)

Organisation et contrôle des institutions ou établissements en rapport avec ces matières

Relations avec le Conseil économique régional de Wallonie et la Société de développement régional pour la Wallonie pour ce qui concerne ces matières

### Élie DEWORME[2] (P.S.)

**Secrétaire d'État à la Région wallonne, adjoint au ministre de la Région wallonne**
**Membre de l'Exécutif de la Région wallonne**

| | | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean BOUGARD, chef de cabinet | |
| | Robert BINET, chef de cabinet adjoint | |

Certaines compétences en matière d'aménagement du territoire :
1. l'urbanisme et l'aménagement du territoire à l'exception du Plan Régional d'Aménagement du territoire, du tracé et de l'implantation de la grande infrastructure
2. les plans d'alignement de la voirie communale
3. la politique foncière

Environnement, y compris l'enlèvement et le traitement des déchets

Politique de l'eau, y compris les nappes d'eau souterraines

Signature des plans de secteur (conjointement avec J.-M. DEHOUSSE)

Organisation et contrôle des institutions ou établissements en rapport avec ces matières

Relations avec le Conseil économique régional de Wallonie et la Société de développement régional pour la Wallonie pour ce qui concerne ces matières

### Melchior WATHELET (P.S.C.)

**Secrétaire d'État à la Région wallonne, adjoint au Ministre de la Région wallonne**
**Membre de l'Exécutif de la Région wallonne**

| | | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Marie QUINTIN, chef de cabinet | 4 avril 1979 - 4 mars 1981 |
| | Pierre PAERMENTIER, chef de cabinet adjoint | 5 mars 1981 - 21 septembre 1981 |

Logement

Politique économique

Recherche appliquée

Organisation et contrôle des institutions ou établissements en rapport avec ces matières

Relations avec le Conseil économique régional de Wallonie et la Société de développement régional pour la Wallonie pour ce qui concerne ces matières

Planification et aspects régionaux de la politique de crédit (conjointement avec J.-M. DEHOUSSE et P. MAINIL)

1 La démission du Premier ministre présentée le 31 mars 1981 est acceptée par A.R. du 6.4.1981 (M.B. du 8.4.1981).
2 Élie DEWORME démissionne le 26 février 1981 et est remplacé par Guy COËME.

## GOUVERNEMENT MARK EYSKENS (6 avril 1981 - 21 septembre 1981)[1]

### Jean-Maurice DEHOUSSE (P.S.)

**Ministre de la Région wallonne**
**Président de l'Exécutif de la Région wallonne**

| | | |
|---|---|---|
| Cabinet | René DELCOMMINETTE, chef de cabinet | 5 mars - 22 décembre 1981 |
| | Carlos DUMORTIER, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 1979 - 21 septembre 1981 |
| | Roger DEHAYBE, chef de cabinet adjoint | |

Coordination de la politique de l'Exécutif

Élaboration du budget régional et contrôle budgétaire

Organisation du Ministère de la Région wallonne

Informatique et statistique régionale

Relations extérieures

Certaines matières relatives à l'aménagement du territoire :
1. le Plan Régional d'Aménagement du Territoire, le tracé et l'implantation de la grande infrastructure ;
2. l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles voisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs ;
3. la rénovation urbaine ;
4. la rénovation des sites d'activité économique désaffectés.

Politique de l'énergie

Pouvoirs subordonnés, en ce compris la tutelle administrative sur les pouvoirs subordonnés et la fixation du pourcentage à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale

Politique de l'emploi

Signature des plans de secteur (conjointement avec G. COËME)

Organisation et contrôle des institutions ou établissements en rapport avec ces matières

Relations avec le Conseil économique régional de Wallonie et la Société de développement régional pour la Wallonie pour ce qui concerne ces matières

### Guy COËME (P.S.)

**Secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Aménagement du territoire et à l'Eau pour la Wallonie**
**Membre de l'Exécutif de la Région wallonne**

| | | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean BOUGARD, chef de cabinet | 4 avril 1979 - 4 mars 1981 |
| | Robert BINET, chef de cabinet adjoint | 5 mars 1981 - 21 septembre 1981 |

Certaines compétences en matière d'aménagement du territoire :
1. l'urbanisme et l'aménagement du territoire à l'exception du plan régional d'aménagement du territoire, du tracé et de l'implantation de la grande infrastructure ;
2. les plans d'alignement de la voirie communale ;
3. la politique foncière.

Environnement, y compris l'enlèvement et le traitement des déchets

Politique de l'eau, y compris les nappes d'eau souterraines

Signature des plans de secteur (conjointement avec J.-M. DEHOUSSE)

Organisation et contrôle des institutions ou établissements en rapport avec ces matières

Relations avec le Conseil économique régional de Wallonie et la Société de développement régional pour la Wallonie pour ce qui concerne ces matières

### Melchior WATHELET (P.S.C.)

**Secrétaire d'État à la Région wallonne, adjoint au ministre de la Région wallonne**
**Membre de l'Exécutif de la Région wallonne**

| | | |
|---|---|---|
| Cabinet | Pierre PAERMENTIER, chef de cabinet | 4 avril 1979 - 4 mars 1981 |
| | Claude DELBEUCK, chef de cabinet adjoint | 5 mars 1981 - 21 septembre 1981 |
| | Jean SÉQUARIS, chef de cabinet adjoint | ? - 1er juillet 1981 |

Rénovation rurale et conservation de la nature

Logement

Politique économique

Recherche appliquée

Organisation et contrôle des institutions ou établissements en rapport avec ces matières

Relations avec le Conseil économique régional de Wallonie et la Société de développement régional pour la Wallonie pour ce qui concerne ces matières

1 La démission des membres du gouvernement est acceptée par A.R. du 17.12.1981 (M.B. du 19.12.1981).

# IV. LES MEMBRES DE L'EXÉCUTIF RÉGIONAL WALLON HORS DU GOUVERNEMENT NATIONAL, ÉLUS À LA PROPORTIONNELLE (1981-1985)

## Les membres de l'exécutif régional wallon hors du gouvernement national, élus à la proportionnelle (1981-1985)

Après le premier renouvellement intégral des Chambres législatives, qui suit l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et pour une durée de quatre ans, les mandats de membres de l'Exécutif sont répartis à la proportionnelle entre les groupes politiques qui composent le Conseil.

Le nombre de mandats revenant à chaque groupe politique est établi par le Bureau du Conseil. Chacun de ces groupes communique au président du Conseil la liste des membres qu'il désigne, signée par la majorité des membres de son groupe.

Après vérification, le président du Conseil invite les membres de l'Exécutif qui ont été désignés à prêter serment.

L'Exécutif choisit un président en son sein ou l'élit au scrutin secret, à la majorité absolue de ses membres.

La désignation du président est ratifiée par le Roi.

L'Exécutif se compose de six membres, en ce compris le président.

L'Exécutif délibère collégialement. Il répartit les tâches en son sein, selon un protocole interne en vue de la préparation et de l'exécution de ses décisions.

La responsabilité de l'Exécutif et de ses membres devant le Conseil est organisée par la loi (motion de confiance ou de défiance). L'Exécutif démissionnaire expédie les Affaires courantes jusqu'à son remplacement.



1. La première élection des membres de l'Exécutif régional wallon par le Conseil eut lieu le 23 décembre 1981 (CRI 1 (81-82), p. 13-14)

   Les six membres élus sont :

   Jean-Maurice DEHOUSSE (P.S.), André DAMSEAUX (P.R.L.), Philippe BUSQUIN (P.S.), Melchior WATHELET (P.S.C.), Valmy FÉAUX (P.S.) et André BERTOUILLE (P.R.L.).

Le 26 janvier 1982, André DAMSEAUX est nommé Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon mais il est prévu que, dès le 26 octobre 1982, il cèdera son poste à son collègue Jean-Maurice DEHOUSSE.

2. En attendant la répartition des compétences entre ses membres, l'Exécutif crée trois cellules provisoires chargées d'instruire les dossiers urgents relatifs :

   - aux entreprises en difficultés ;
   - à la tutelle sur les pouvoirs locaux ;
   - aux adjudications (travaux subsidiés ; eau ; logement), et en provenance de la Cellule de gestion des contrats technologiques de la Société de développement régional de Wallonie.
     (Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30.12.1981 - M.B. du 28.1.1982)

3. La première répartition des compétences entre les membres de l'Exécutif régional wallon a été fixée par l'A.R. du 12 mars 1982 (M.B. du 12.5.1982) avec entrée en vigueur au 27 janvier 1982.

## EXÉCUTIF RÉGIONAL 1982 - 1985 (P.S. - P.R.L. - P.S.C.)

### I. 27 janvier 1982 (arrêté du 12 mars 1982 - M.B. du 12 mai1982)

| André DAMSEAUX (P.R.L.) | Ministre-Président de la Région wallonne, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures | |
|---|---|---|
| Cabinet | Anne-Marie STRAUS-GODET, chef de cabinet | 1er janvier 1982 - 4 décembre 1985 |
| | Jean-Claude CISELET, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1982 - 2 janvier 1983 |
| | Louis MALVOZ, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1982 - 31 août 1984 |
| | Coordination de la politique de l'Exécutif | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs | |
| | Relations extérieures | |
| | Pouvoirs subordonnés en ce compris tutelle administrative sur ces pouvoirs, travaux subsidiés les concernant, fixation du pourcentage à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale. | |

| Jean-Maurice DEHOUSSE (P.S.) | Ministre de l'Économie wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | René DELCOMMINETTE, chef de cabinet | 1er janvier - 26 octobre 1982 |
| | Philippe SUINEN, chef de cabinet adjoint | 27 janvier 1982 - 14 juillet 1985 |
| | Roger DEHAYBE, chef de cabinet adjoint | 1er janvier 1982 -27 décembre 1982 |
| | Politique économique (sauf P.M.E.) | |
| | Politique de l'Emploi | |
| | Administration, gestion du personnel et services généraux | |
| | Acquisition, aménagement, équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs | |
| | Remembrement des biens ruraux | |



| Philippe BUSQUIN (P.S.) | Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Énergie | |
|---|---|---|
| Cabinet | Gilbert VANIEKAUT, chef de cabinet | 23 décembre 1981 - 30 juin 1983 |
| | Émile GEULETTE, chef de cabinet adjoint | 3 mars 1982 - 28 février 1985 |
| | Finances et budget | |
| | Politique de l'énergie | |
| | Traitement industriel des déchets | |
| | Industrialisation de la pisciculture | |

| Melchior WATHELET (P.S.C.) | Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du territoire et de la Forêt pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Claude DELBEUCK, chef de cabinet | 1er janvier 1982 - 15 juillet 1985 |
| | Jean-Marie VAN BOL, chef de cabinet adjoint | 1er janvier - 31 mars 1982 |
| | Marc DE MIDDELEER, chef de cabinet adjoint | 1er avril - 30 septembre 1982 |
| | Gustave STOQUART, chef de cabinet adjoint | 1er octobre 1982 - 31 décembre 1984 |
| | Recherche appliquée afférente à la politique économique | |
| | P.M.E. | |
| | Forêts, chasse, tenderie et pêche fluviale | |
| | Aménagement du territoire, à l'exception de l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs | |

| Valmy FÉAUX (P.S.) | Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale | |
|---|---|---|
| Cabinet | Henry INGBERG, chef de cabinet | 1er février - 5 décembre 1982 |
| | Robert BINET, chef de cabinet adjoint | 29 janvier 1982 - 31 août 1984 |
| | Environnement, à l'exception du traitement industriel des déchets | |
| | Politique de l'eau, y compris les nappes d'eau souterraines | |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature, à l'exception du remembrement des biens ruraux, des forêts, de la chasse, de la tenderie, de la pêche fluviale et de l'industrialisation de la pisciculture | |

| André BERTOUILLE (P.R.L.) | Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Pierre LIENARDY, chef de cabinet | 24 décembre 1981 - 15 juin 1983 |
| | Nicolas BONTYES, chef de cabinet adjoint | 16 février 1982 - 8 décembre 1985 |
| | Logement | |
| | Informatique et statistique | |

## II. 27 octobre 1982 (arrêté du 17 novembre1982 - M.B. du 23 décembre1982)

| Jean-Maurice DEHOUSSE (P.S.) | Ministre-Président de la Région wallonne, chargé de l'Économie | |
|---|---|---|
| Cabinet | Roger DEHAYBE, chef de cabinet | 27 janvier - 27 décembre 1982 |
| | René DELCOMMINETTE, chef de cabinet adjoint | 27 octobre 1982 - 14 juillet 1985 |
| | Louis TORDEURS, chef de cabinet adjoint | 1er février 1983 - 30 septembre 1984 |
| | Philippe SUINEN, chef de cabinet adjoint | 27 janvier 1982 - 14 juillet 1985 |
| | Coordination de la politique de l'Exécutif | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs | |
| | Politique économique, à l'exception des P.M.E. | |
| | Administration, gestion du personnel et services généraux | |
| | Acquisition, aménagement, équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs | |
| | Remembrement des biens ruraux | |

| André DAMSEAUX (P.R.L.) | Ministre de la Région wallonne, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures | |
|---|---|---|
| Cabinet | Anne-Marie STRAUS-GODET, chef de cabinet | 1er janvier 1982 - 4 décembre 1985 |
| | Jean-Claude CISELET, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1982 - 2 janvier 1983 |
| | Philippe RENNOTTE , chef de cabinet adjoint | 1er février 1983 - 15 février 1984 |
| | Louis MALVOZ, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1982 - 31 août 1984 |
| | Relations extérieures | |
| | Pouvoirs subordonnés en ce compris tutelle administrative sur ces pouvoirs, travaux subsidiés les concernant, fixation du pourcentage à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale | |



| Philippe BUSQUIN (P.S.) | Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Énergie | |
|---|---|---|
| Cabinet | Gilbert VANIEKAUT, chef de cabinet | 23 décembre 1981 - 30 juin 1983 |
| | Émile GEULETTE, chef de cabinet adjoint | 3 mars 1982 - 28 février 1985 |
| | Finances et budget | |
| | Politique de l'énergie | |
| | Traitement industriel des déchets | |
| | Industrialisation de la pisciculture | |

| Melchior WATHELET (P.S.C.) | Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du territoire et de la Forêt pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Claude DELBEUCK, chef de cabinet | 1er janvier 1982 - 15 juillet 1985 |
| | Gustave STOQUART, chef de cabinet adjoint | 1er octobre 1982 - 31 décembre 1984 |
| | Recherche appliquée afférente à la politique économique | |
| | P.M.E. | |
| | Forêts, chasse, tenderie et pêche fluviale | |
| | Aménagement du territoire, à l'exception de l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs | |

| Valmy FÉAUX (P.S.) | Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale | |
|---|---|---|
| Cabinet | Henry INGBERG, chef de cabinet | 1er février - 5 décembre 1982 |
| | Robert BINET, chef de cabinet adjoint | 29 janvier 1982 - 31 août 1984 |
| | Environnement, à l'exception du traitement industriel des déchets | |
| | Politique de l'eau, y compris les nappes d'eau souterraines | |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature, à l'exception du remembrement des biens ruraux, des forêts, de la chasse, de la tenderie, de la pêche fluviale et de l'industrialisation de la pisciculture | |
| | Politique de l'emploi | |

| André BERTOUILLE (P.R.L.)[1] | Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Pierre LIENARDY, chef de cabinet | 24 décembre 1981 - 15 juin 1983 |
| | Nicolas BONTYES, chef de cabinet adjoint | 16 février 1982 - 8 décembre 1985 |
| | Logement | |
| | Informatique et statistique | |



1 André BERTOUILLE démissionne le 10 juin 1983. Ses compétences sont exercées par André DAMSEAUX.

III. 28 juin 1983 (arrêté du 28 juin1983 - M.B. du 30 août1983)

| Jean-Maurice DEHOUSSE (P.S.) | Ministre-Président de la Région wallonne, chargé de l'Économie | |
|---|---|---|
| Cabinet | René DELCOMMINETTE, chef de cabinet | 27 octobre 1982 - 14 juillet 1985 |
| | Georges HOREVOETS, chef de cabinet | 15 juillet - 4 décembre 1985 |
| | Louis TORDEURS, chef de cabinet adjoint | 1er février 1983 - 30 septembre 1984 |
| | Thierry VIVARIO, chef de cabinet adjoint | 1984 (?) |
| | Rosette PULLARA, chef de cabinet adjointe | 1er novembre 1984 - 8 décembre 1985 |
| | Philippe SUINEN, chef de cabinet adjoint | 27 janvier 1982 - 14 juillet 1985 |
| | Michel DESTEXHE, chef de cabinet adjoint | 1er août - 8 décembre 1985 |
| | Coordination de la politique de l'Exécutif | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs | |
| | Politique économique, à l'exception des P.M.E. | |
| | Administration, gestion du personnel et services généraux | |
| | Acquisition, aménagement, équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs | |
| | Remembrement des biens ruraux | |

| André DAMSEAUX (P.R.L.)[1] | Ministre de la Région wallonne, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures | |
|---|---|---|
| Cabinet | Anne-Marie STRAUS-GODET, chef de cabinet | 1er janvier 1982 - 4 décembre 1985 |
| | Philippe RENNOTTE, chef de cabinet adjoint | 1er février 1983 - 15 février 1984 |
| | Cyrille FRANKEN, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 1984 - 31 juillet 1985 |
| | Louis MALVOZ, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1982 - 31 août 1984 |
| | Jacques OTLET, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 1984 - 8 décembre 1985 |
| | Relations extérieures | |
| | Pouvoirs subordonnés en ce compris tutelle administrative sur ces pouvoirs, travaux subsidiés les concernant, fixation du pourcentage à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale. | |

| Philippe BUSQUIN (P.S.) | Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Énergie | |
|---|---|---|
| Cabinet | Christian BASECQ, chef de cabinet | 1er juillet 1983 - 4 décembre1985 |
| | Émile GEULETTE, chef de cabinet adjoint | 3 mars 1982 - 28 février 1985 |
| | Élio DI RUPO, chef de cabinet adjoint | 1er mars - 14 juillet 1985 |
| | Joseph BOHET, chef de cabinet adjoint | 15 juillet - 20 octobre 1985 |
| | Finances et budget | |
| | Politique de l'énergie | |
| | Traitement industriel des déchets | |
| | Industrialisation de la pisciculture | |

1 André DAMSEAUX démissionne le 28 novembre 1985. Ses compétences sont exercées par Jean-Maurice DEHOUSSE.

| Melchior WATHELET (P.S.C.) | Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du territoire et de la Forêt pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Claude DELBEUCK, chef de cabinet | 1er janvier 1982 - 15 juillet 1985 |
| | Gustave STOQUART, chef de cabinet | 1er octobre 1982 - 31 décembre 1984 |
| | Josse MINOT, chef de cabinet | 1er septembre - 4 décembre 1985 |
| | Gustave STOQUART, chef de cabinet adjoint | 1er octobre 1982 - 31 décembre 1983 |
| | Patrick ROUSSEAU, chef de cabinet adjoint | 1er janvier 1984 - 31 août 1985 |
| | François LE HODEY, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 1985 - 8 décembre 1985 |
| | Jean-Pierre LAMBOT, chef de cabinet adjoint | 1er avril 1984 - 14 juillet 1985 |
| | Robert BURY, chef de cabinet adjoint | 15 juillet 1985 - 8 décembre 1985 |
| | Recherche appliquée afférente à la politique économique<br>P.M.E.<br>Forêts, chasse, tenderie et pêche fluviale<br>Aménagement du territoire, à l'exception de l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs | |

| Valmy FÉAUX (P.S.) | Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale | |
|---|---|---|
| Cabinet | Marc DECONINCK, chef de cabinet | 6 décembre 1982 - 4 décembre 1985 |
| | Robert BINET, chef de cabinet adjoint | 29 janvier 1982 - 31 août 1984 |
| | Michel JURISSE, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 1984 - 14 juillet 1985 |
| | Charles POUSSIÈRE, chef de cabinet adjoint | 15 juillet - 8 décembre 1985 |
| | Environnement, à l'exception du traitement industriel des déchets<br>Politique de l'eau, y compris les nappes d'eau souterraines<br>Rénovation rurale et conservation de la nature, à l'exception du remembrement des biens ruraux, des forêts, de la chasse, de la tenderie, de la pêche fluviale et de l'industrialisation de la pisciculture<br>Politique de l'emploi | |

| Jacqueline MAYENCE (P.R.L.) | Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Bernard de CLOSSET, chef de cabinet | 16 juin 1983 - 4 décembre 1985 |
| | Nicolas BONTYES, chef de cabinet adjoint | 16 février 1982 - 8 décembre 1985 |
| | Logement<br>Informatique et statistique | |

# V. LES MEMBRES DE L'EXÉCUTIF RÉGIONAL WALLON, ÉLUS PAR LE CONSEIL (depuis 1985)

## Les membres de l'exécutif régional wallon, élus par le conseil (depuis 1985)

L'Exécutif est élu par le Conseil régional wallon.

L'élection s'effectue soit par la présentation d'une liste signée par la majorité absolue des membres du Conseil, soit par l'élection séparée des membres de l'Exécutif. Dans ce cas, la présentation des candidatures doit être signée par cinq membres au moins du Conseil. Le vote a lieu au scrutin secret, séparé et à la majorité absolue des membres du Conseil.

L'Exécutif désigne à la majorité absolue un président en son sein. Celui-ci prête serment devant le président du Conseil.

L'Exécutif se compose de sept membres au plus, en ce compris le président.

Nul ne peut être à la fois membre de l'Exécutif et membre du Gouvernement national.

La responsabilité politique de l'Exécutif s'exerce devant le Conseil lors :

– du vote de la déclaration de l'Exécutif ;

– des votes des décrets ;

– du dépôt d'une motion de méfiance ;

– des interpellations.

Les délibérations ont lieu selon la règle du consensus.

La répartition des attributions au sein de l'Exécutif s'effectue en principe selon un accord politique. La loi a réglé la procédure en cas de désaccord.

# EXÉCUTIF RÉGIONAL 1985 - 1988 (P.S.C. - P.R.L.)

11 décembre 1985 (arrêté du 11 décembre 1985 - M.B. 14 mai1986)

| Melchior WATHELET (P.S.C.) | Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel | |
|---|---|---|
| Cabinet | Josse MINOT, chef de cabinet | 11 décembre 1985 - 31 décembre 1985 |
| | François LE HODEY, chef de cabinet | 1er janvier 1986 - 2 février 1988 |
| | Robert BURY, chef de cabinet | 1er janvier 1986 - 2 février 1988 |
| | Anne-Marie STRAUS-GODET, chef de cabinet | 11 décembre 1985 - 2 février 1988[1] |
| | François LE HODEY, chef de cabinet adjoint | 11 décembre 1985 - 31 décembre 1985 |
| | Robert BURY, chef de cabinet adjoint | 11 décembre 1985 - 31 décembre 1985 |
| | Hubert STIJNS, chef de cabinet adjoint | 28 février 1986 - 31 mai 1987 |
| | Coordination de la politique de l'Exécutif | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs | |
| | Technologies nouvelles (en ce compris l'Informatique) et énergie à l'exception de la valorisation des terrils, de la récupération d'énergie dans l'industrie, de l'utilisation du grisou et du gaz de hauts fourneaux, de la distribution d'électricité et de la distribution publique de gaz | |
| | Relations extérieures | |
| | Administration, gestion du personnel et services généraux | |
| | Informatisation de l'administration | |
| | Réseaux de distribution de chaleur à distance (conjointement avec A. DECLÉTY) | |

| Arnaud DECLÉTY (P.R.L.) | Ministre de l'Économie, de l'Emploi et des Classes moyennes pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Guy PIERARD, chef de cabinet | 13 décembre 1985 - 30 septembre 1987 |
| | Lucien RAWART, chef de cabinet adjoint | 1er octobre 1987 - 2 février 1988 |
| | Alain ZENNER, chef de cabinet adjoint | 21 janvier 1986 - 2 février 1988 |
| | Politique économique, en ce compris les P.M.E., les classes moyennes et les statistiques, à l'exception de la politique agricole et de ce qui a trait aux conditions d'exploitation des richesses naturelles ainsi que les concessions y relatives | |
| | Acquisition, aménagement, équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs | |
| | Politique de l'emploi | |
| | Valorisation des terrils | |
| | Récupération de l'énergie dans l'industrie | |
| | Utilisation des gaz de hauts fourneaux | |
| | Réseaux de distribution de chaleur à distance (conjointement avec M. WATHELET) | |



1 L'Exécutif a octroyé à Mme STRAUS-GODET la démission de ses fonctions de chef de cabinet du 19 novembre au 13 décembre 1987 afin que celle-ci puisse se présenter aux élections législatives.

| Amand DALEM (P.S.C.) | Ministre du Logement et de la Tutelle pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Claude REMACLE, chef de cabinet | 1er février 1986 - 2 février 1988 |
| | Claude REMACLE, chef de cabinet adjoint | 24 décembre 1985 - 31 janvier 1986 |
| | Michel BRIBOSIA, chef de cabinet adjoint | 1er février 1986 - 1er septembre 1986 |
| | Jean-Marc VANDENBROUCKE, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 1986 - 2 février 1988 |
| | Logement | |
| | Pouvoirs subordonnés, à l'exception des travaux subsidiés | |
| | Tutelle | |
| | Fixation du pourcentage à attribuer au fonds spécial de l'aide sociale | |
| | Distribution d'électricité | |
| | Distribution publique de gaz | |

| Charles AUBECQ (P.R.L.) | Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Georges PIRE, chef de cabinet | 12 décembre 1985 - 11 juin 1987 |
| | Michel de FAYS, chef de cabinet | 1er juillet 1987 - 2 février 1988 |
| | Éric VAN WEDDINGEN, chef de cabinet adjoint | 12 décembre 1985 - 2 février 1988 |
| | Michel de FAYS, chef de cabinet adjoint | 16 juin 1987 - 30 juin 1987 |
| | Finances et budget | |
| | Travaux subsidiés aux pouvoirs locaux y compris les voiries, les travaux d'égouttage et les canalisations de distribution d'eau alimentaire | |

| Albert LIÉNARD (P.S.C.) | Ministre de l'Aménagement du territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jacques DIEZ, chef de cabinet | 11 décembre 1985 - 2 février 1988 |
| | Jean BARTHÉLEMY, chef de cabinet adjoint | 11 décembre 1985 - 2 février 1988 |
| | Aménagement du territoire | |
| | Remembrement des biens ruraux | |
| | Rénovation rurale | |
| | Hydraulique agricole et cours d'eau non-navigables | |
| | Démergement | |
| | Politique de l'eau à l'exception des travaux subsidiés aux pouvoirs locaux en matière d'égouttage et de canalisations de distribution d'eau alimentaire | |
| | Conditions d'exploitation des richesses naturelles ainsi que les concessions y relatives, y compris ce qui a trait à la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes | |

| Daniel DUCARME (P.R.L.) | Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jacques DETRY, chef de cabinet | 11 décembre 1985 - 30 avril 1987 |
| | Jean-François BREUER, chef de cabinet | 9 juillet 1987 - 2 février 1988 |
| | Emmanuel SÉRUSIAUX, chef de cabinet adjoint | 6 janvier 1986 - 2 février 1988 |
| | Environnement, à l'exception de ce qui a trait à la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes en matière d'exploitation des ressources naturelles et des concessions y relatives | |
| | Protection et conservation de la nature | |
| | Espaces verts, zones de parcs, zones vertes | |
| | Forêts | |
| | Chasse et tenderie | |
| | Pêche et industrialisation de la pisciculture | |
| | Agriculture, en ce compris les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles | |
| | Abattoirs | |
| | Exploitation des ressources forestières et agricoles | |

# EXÉCUTIF RÉGIONAL 1988 - 1992 (P.S. - P.S.C.)

## I. 4 février 1988 (arrêté du 11 mars 1988 - M.B. du 9 avril 1988)

| | | |
|---|---|---|
| **Guy COËME (P.S.)** | **Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Eau, de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature et de l'Administration** | |
| Cabinet | Georges HOREVOETS, chef de cabinet | 4 février 1988 - 15 février 1989 |
| | Jean-Pierre MÉAN, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 10 mai 1989 (?) |
| | Jean-Louis MAZY, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 10 mai 1989 (?) |
| | Vincent DUBOIS, chef de cabinet adjoint | 22 février 1988 - 10 mai 1989 (?) |
| | Coordination de la politique de l'Exécutif<br>Saisine du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs ainsi que les relations intra-belges<br>Politique de l'eau, à l'exception de la subsidiation des travaux d'égouttage<br>Rénovation rurale et conservation de la nature<br>Administration, personnel et services généraux en ce compris l'informatique administrative et l'implantation | |

| | | |
|---|---|---|
| **Philippe BUSQUIN (P.S.)** | **Ministre de l'Économie, des P.M.E.et de l'Emploi pour la Région wallonne** | |
| Cabinet | Christian BASECQ, chef de cabinet | 4 février 1988 - 10 mai 1988 (?) |
| | Conditions d'exploitation des richesses naturelles<br>Politique économique, en ce compris les P.M.E. et les classes moyennes<br>Politique de l'emploi<br>Acquisition, aménagement, équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs | |



| | | |
|---|---|---|
| **Amand DALEM (P.S.C.)** | **Ministre du Logement et de la Tutelle pour la Région wallonne** | |
| Cabinet | Claude REMACLE, chef de cabinet | 4 février 1988 - 15 février 1989 |
| | Jean-Marc VANDENBROUCKE, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 28 février 1989 |
| | Budget et finances<br>Logement | |

| | | |
|---|---|---|
| **André COOLS (P.S.)** | **Ministre des Pouvoirs locaux et des Travaux subsidiés pour la Région wallonne** | |
| Cabinet | Jean-Claude PHLYPO, chef de cabinet | 4 février 1988 - 11 février 1990 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage<br>Tutelle<br>Fixation du pourcentage à attribuer au fonds spécial de l'aide sociale | |

| | | |
|---|---|---|
| **Albert LIÉNARD (P.S.C.)** | **Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne** | |
| Cabinet | Jacques DIEZ, chef de cabinet | 4 février 1988 - 31 août 1990 |
| | Jean-Marie HUYBRECK, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 9 janvier 1992 |
| | Aménagement du territoire<br>Technologies nouvelles<br>Relations extérieures | |

| Guy LUTGEN (P.S.C.) | Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Énergie pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Claude DELBEUCK, chef de cabinet | 4 février 1988 - 9 janvier 1992 |
| | Charles DOYEN, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 30 juin 1989 |
| | Environnement<br>Aspects liés à l'environnement de la politique des ressources du sous-sol, en ce compris les autorisations, permis et concessions<br>Agriculture en ce compris les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles; promotion des ressources agricoles et abattoirs, sauf en ce qui concerne l'application des lois d'expansion économique<br>Politique de l'énergie | |

II. 10 mai 1988 (arrêté du 11 mai 1988 - M.B. 29 juillet 1988)

| Bernard ANSELME (P.S.) | Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Économie et des P.M.E. | |
|---|---|---|
| Cabinet | Georges HOREVOETS, chef de cabinet | 4 février 1988 - 15 février 1989 |
| | Alfred RAMPEN, chef de cabinet | 30 mai - 30 novembre 1988 |
| | Jean-Paul FELDBUSCH, chef de cabinet adjoint | 11 mai 1988 - 15 janvier 1989 |
| | Coordination de la politique de l'Exécutif<br>Saisine du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs ainsi que les relations intra-belges<br>Implantation de la Région<br>Conditions d'exploitation des richesses naturelles<br>Politique économique, en ce compris les P.M.E. et les classes moyennes | |

| André COOLS (P.S.) | Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Claude PHLYPO, chef de cabinet | 4 février 1988 - 11 février 1990 |
| | Lambert VERJUS, chef de cabinet | 12 février 1990 - 3 février 1991 |
| | Jean-Luc LECROMPE, chef de cabinet adjoint | 12 février 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage<br>Tutelle<br>Fixation du pourcentage à attribuer au fonds spécial de l'aide sociale<br>Politique de l'eau | |

| Amand DALEM (P.S.C.) | Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Claude REMACLE, chef de cabinet | 4 février 1988 - 15 février 1989 |
| | Pierre VERKAEREN, chef de cabinet | 11 mai 1988 - 30 septembre 1991 |
| | Jean-Marc VANDENBROUCKE, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 28 février 1989 |
| | Budget et finances<br>Logement | |

| Edgard HISMANS (P.S.) | Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels, de l'Emploi et de la Fonction publique régionale | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Pierre MÉAN, chef de cabinet | 16 mai 1988 - 28 février 1989 |
| | Pierre GILLAIN, chef de cabinet adjoint | 16 mai 1988 - 28 février 1989 |
| | Pierre JACQUERIE, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1989 - 5 août 1990 |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature<br>Acquisition, aménagement, équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs<br>Politique de l'emploi<br>Administration, personnel et services généraux en ce compris l'informatique administrative | |

| Albert LIÉNARD (P.S.C.) | Ministre de l'Aménagement du territoire, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jacques DIEZ, chef de cabinet | 4 février 1988 - 31 août 1990 |
| | Jean-Marie HUYBRECK, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 9 janvier 1992 |
| | Aménagement du territoire<br>Technologies nouvelles<br>Relations extérieures | |

| Guy LUTGEN (P.S.C.) | Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Énergie pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Claude DELBEUCK, chef de cabinet | 4 février 1988 - 9 janvier 1992 |
| | Charles DOYEN, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 30 juin 1989 |
| | Environnement<br>Aspects liés à l'environnement de la politique des ressources du sous-sol, en ce compris les autorisations, permis et concessions<br>Agriculture en ce compris les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles; promotion des ressources agricoles et abattoirs, sauf en ce qui concerne l'application des lois d'expansion économique<br>Politique de l'énergie | |

## III. 18 janvier 1989 (arrêté du 18 janvier 1989 - M.B. du 24 février 1989)

| Bernard ANSELME (P.S.) | Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Économie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale | |
|---|---|---|
| Cabinet | Georges HOREVOETS, chef de cabinet | 4 février 1988 - 15 février 1989 |
| | Marc DECONINCK, chef de cabinet | 16 février 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Réginald JEHASSE, chef de cabinet | 1er février 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Coordination de la politique de l'Exécutif<br>Saisine du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs ainsi que les relations intra-belges<br>Implantation de la Région<br>Richesses naturelles<br>Économie, en ce compris les P.M.E. et les classes moyennes, à l'exception des exportations ainsi que des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles<br>Administration et services généraux | |

| André COOLS ( P.S.) | Ministre des Pouvoirs locaux et des Travaux subsidiés pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Claude PHLYPO, chef de cabinet | 4 février 1988 - 11 février 1990 |
| | Lambert VERJUS, chef de cabinet | 12 février 1990 - 3 février 1991 |
| | Jean-Luc LECROMPE, chef de cabinet adjoint | 12 février 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage mais à l'exception du financement des missions dans les matières qui relèvent de la compétence d'autres ministres<br>Fonds des communes et des provinces<br>Tutelle<br>Politique de l'eau | |

| Amand DALEM (P.S.C.) | Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Claude REMACLE, chef de cabinet | 4 février 1988 - 15 février 1989 |
| | Jean-Marc VANDENBROUCKE, chef de cabinet | 1er mars 1989 - 31 janvier 1990 |
| | Jean COURTIN, chef de cabinet | 26 mars 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Pierre VERKAEREN, chef de cabinet | 11 mai 1988 - 30 septembre 1991 |
| | Jean-Marc VANDENBROUCKE, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 28 février 1989 |
| | André MELIN, chef de cabinet adjoint | 16 février 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Budget<br>Transport | |

| Edgard HISMANS (P.S.) | Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Pierre MÉAN, chef de cabinet | 16 mai 1988 - 28 février 1989 |
| | Pierre GILLAIN, chef de cabinet | 1er mars 1989 - 28 février 1990 |
| | Jean JADIN, chef de cabinet | 1er mars 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Pierre GILLAIN, chef de cabinet adjoint | 16 mai 1988 - 28 février 1989 |
| | Pierre JACQUERIE, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1989 - 5 août 1990 |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature<br>Politique des zonings<br>Politique de l'emploi<br>Informatique administrative | |

| André BAUDSON (P.S.) | Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Roger CAIGNIE, chef de cabinet | 19 janvier 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Marc LEMLIN, chef de cabinet adjoint | 23 janvier 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Robert CLAUSE, chef de cabinet adjoint | 1er février 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Travaux publics en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables | |

| Albert LIÉNARD (P.S.C.) | Ministre de l'Aménagement du territoire, de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jacques DIEZ, chef de cabinet | 4 février 1988 - 31 août 1990 |
| | Pierre LEMERCINIER, chef de cabinet | 1er septembre 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Jean-Marie HUYBRECK, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 9 janvier 1992 |
| | Aménagement du territoire<br>Technologies nouvelles et recherche scientifique<br>Relations extérieures<br>Politique de l'énergie, à l'exception de la valorisation des terrils | |

| Guy LUTGEN (P.S.C.) | Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Énergie pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Claude DELBEUCK, chef de cabinet | 4 février 1988 - 9 janvier 1992 |
| | Charles DOYEN, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 30 juin 1989 |
| | Marc GIELEN, chef de cabinet adjoint | 16 octobre 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Environnement<br>Aspects liés à l'environnement de la politique des ressources du sous-sol, en ce compris la valorisation des terrils, les autorisations, permis et concessions<br>Agriculture en ce compris les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, la promotion des ressources agricoles et les abattoirs, sauf en ce qui concerne l'application des lois d'expansion économique<br>Logement | |

## IV. 3 mai 1990 (arrêté du 3 mai 1990 - M.B. du 18 mai 1990)

| Bernard ANSELME (P.S.) | Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Économie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale | |
|---|---|---|
| Cabinet | Marc DECONINCK, chef de cabinet | 16 février 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Réginald JEHASSE, chef de cabinet | 1er février 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Coordination de la politique de l'Exécutif<br>Saisine du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs ainsi que les relations intra-belges<br>Implantation de la Région<br>Richesses naturelles<br>Économie, en ce compris les P.M.E. et les classes moyennes, à l'exception des exportations ainsi que des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles<br>Administration et services généraux | |

| Alain VAN DER BIEST (P.S.) | Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Lambert VERJUS, chef de cabinet | 12 février 1990 - 3 février 1991 |
| | Jacques VANDEBOSCH, chef de cabinet | 1er février 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Jean-Luc LECROMPE, chef de cabinet adjoint | 12 février 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage mais à l'exception du financement des missions dans les matières qui relèvent de la compétence d'autres ministres<br>Fonds des communes et des provinces<br>Tutelle<br>Politique de l'eau | |

| Amand DALEM (P.S.C.) | Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean COURTIN, chef de cabinet | 26 mars 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Pierre VERKAEREN, chef de cabinet | 11 mai 1988 - 30 septembre 1991 |
| | André MELIN, chef de cabinet adjoint | 16 février 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Stéphane DEGROS, chef de cabinet adjoint | 1er octobre - 31 décembre 1991 |
| | Budget<br>Transport | |

| Edgard HISMANS (P.S.) | Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean JADIN, chef de cabinet | 1er mars 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Pierre JACQUERIE, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1989 - 5 août 1990 |
| | Sylvain BAILLY, chef de cabinet adjoint | 15 octobre 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature<br>Politique des zonings<br>Politique de l'emploi<br>Informatique administrative | |

| André BAUDSON (P.S.) | Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Roger CAIGNIE, chef de cabinet | 19 janvier 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Marc LEMLIN, chef de cabinet adjoint | 23 janvier 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Robert CLAUSE, chef de cabinet adjoint | 1er février 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Travaux publics en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables | |

| Albert LIÉNARD (P.S.C.) | Ministre de l'Aménagement du territoire, de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jacques DIEZ, chef de cabinet | 4 février 1988 - 31 août 1990 |
| | Pierre LEMERCINIER, chef de cabinet | 1er septembre 1990 - 9 janvier 1992 |
| | Jean-Marie HUYBRECK, chef de cabinet adjoint | 4 février 1988 - 9 janvier 1992 |
| | Aménagement du territoire<br>Technologies nouvelles et recherche scientifique<br>Relations extérieures<br>Politique de l'énergie, à l'exception de la valorisation des terrils | |

| Guy LUTGEN (P.S.C.) | Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Énergie pour la Région wallonne | |
|---|---|---|
| Cabinet | Claude DELBEUCK, chef de cabinet | 4 février 1988 - 9 janvier 1992 |
| | Marc GIELEN, chef de cabinet adjoint | 16 octobre 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Environnement<br>Aspects liés à l'environnement de la politique des ressources du sous-sol, en ce compris la valorisation des terrils, les autorisations, permis et concessions<br>Agriculture en ce compris les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, la promotion des ressources agricoles et les abattoirs, sauf en ce qui concerne l'application des lois d'expansion économique<br>Logement | |

# EXÉCUTIF RÉGIONAL 1992 - 1995 (P.S. - P.S.C.)

## I. 8 janvier 1992 (arrêté du 8 janvier 1992 - M.B. du 4 mars 1992)

| Guy SPITAELS (P.S.) | Président de l'Exécutif, chargé de l'Économie, des P.M.E. et des Relations extérieures | |
|---|---|---|
| Cabinet | François PIROT, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | André CRÉMER, chef de cabinet | 11 mai 1988 - 30 septembre 1991 |
| | Anne POUTRAIN, chef de cabinet adjointe | 10 janvier 1992 - 15 mai 1995 |
| | Francis MOSSAY, chef de cabinet adjoint | 10 janvier 1992 - 27 janvier 1994 |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs ainsi que les relations intra-belges<br>Économie, en ce compris les P.M.E., à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles<br>Zones industrielles<br>Relations extérieures | |

| Albert LIÉNARD (P.S.C.) | Ministre du Développement technologique et de l'Emploi | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean COURTIN, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 30 septembre 1992 |
| | Luc VUYLSTEKE, chef de cabinet | 1er octobre 1992 - 19 juin 1995 |
| | Pierre LEMERCINIER, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Jean-Jacques VAN DEN BRANDE, chef de cabinet adjoint | 5 février 1992 - 19 juin 1995 |
| | Jean-Marie HUYBRECK, chef de cabinet adjoint | 10 janvier 1992 - 15 février 1994 |
| | Technologies nouvelles et recherche scientifique<br>Politique de l'énergie<br>Informatique administrative<br>Politique de l'emploi | |

| Guy MATHOT (P.S.) | Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Claude MARCOURT, chef de cabinet | 5 février 1992 - janvier 1994 |
| | Roger CROUGHS, chef de cabinet adjoint | 16 janvier 1992 - 26 janvier 1994 |
| | Claude MARLIER, chef de cabinet adjoint | 16 mars 1992 - 25 janvier 1994 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage mais à l'exception du financement des missions dans les matières qui relèvent de la compétence d'autres ministres<br>Tutelle<br>Fonction publique et administration<br>Politique de l'emploi | |

| André BAUDSON (P.S.) | Ministre des Transports | |
|---|---|---|
| Cabinet | Marc LEMLIN, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Robert CLAUSE, chef de cabinet adjoint | 10 janvier 1992 - 28 février 1993 |
| | Georges DEREAU, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1993 - 19 juin 1995 |
| | Aéroports<br>Transport en commun | |

| Jean-Pierre GRAFÉ (P.S.C.) | Ministre des Travaux publics | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Pierre ROLAND, chef de cabinet | 20 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Pierre SION, chef de cabinet adjoint | 24 février 1992 - 19 juin 1995 |
| | Travaux publics en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables | |
| | Cartographie | |

| Robert COLLIGNON (P.S.) | Ministre de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Budget | |
|---|---|---|
| Cabinet | Freddy JORIS, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 27 janvier 1994 |
| | Alain ROSENOER, chef de cabinet adjoint | 10 janvier 1992 - 31 mars 1993 |
| | Ghislain GERON, chef de cabinet adjoint | 1er juillet - 31 décembre 1993 |
| | Jacques DELAHU, chef de cabinet adjoint | 20 janvier 1992 - 25 janvier 1994 |
| | Aménagement du territoire | |
| | Logement | |
| | Implantation des services et organismes | |
| | Budget, finances et trésorerie | |

| Guy LUTGEN (P.S.C.) | Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture | |
|---|---|---|
| Cabinet | Claude DELBEUCK, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 30 avril 1992 |
| | Bernard ANTOINE, chef de cabinet | 1er mai 1992 - 19 juin 1995 |
| | Philippe MIGNON, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 4 février 1993 |
| | Marc GIELEN, chef de cabinet adjoint | 10 janvier 1992 - 12 janvier 1994 |
| | Gonzague DELBAR, chef de cabinet adjoint | 16 octobre 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Environnement | |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature | |
| | Politique de l'eau | |
| | Agriculture en ce compris les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, la promotion des ressources agricoles et les abattoirs, sauf en ce qui concerne l'application des lois d'expansion économique | |
| | Valorisation des terrils | |



## II. 30 octobre 1993 (arrêté du 21 otobre1993 - M.B. du 27 novembre 1993)

| Guy SPITAELS (P.S.) | Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Économie, des P.M.E., du Tourisme, des Relations internationales et du Commerce extérieur | |
|---|---|---|
| Cabinet | François PIROT, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | André CRÉMER, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Anne POUTRAIN, chef de cabinet adjointe | 10 janvier 1992 - 15 mai 1995 |
| | Francis MOSSAY, chef de cabinet adjoint | 10 janvier 1992 - 27 janvier 1994 |
| | Coordination de la politique du Gouvernement | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral-Gouvernements des Communautés et des Régions, ainsi que les relations intra-belges | |
| | Économie, en ce compris les P.M.E., à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et de la gestion des ressources du sous-sol | |
| | Zones industrielles | |
| | Relations internationales | |
| | Politique des débouchés et des exportations ; promotion extérieure des produits agricoles et horticoles | |
| | Tourisme | |

| Albert LIÉNARD (P.S.C.) | Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle | |
|---|---|---|
| Cabinet | Luc VUYLSTEKE, chef de cabinet | 1er octobre 1992 - 19 juin 1995 |
| | Pierre LEMERCINIER, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Jean-Jacques VAN DEN BRANDE, chef de cabinet adjoint | 5 février 1992 - 19 juin 1995 |
| | Jean-Marie HUYBRECK, chef de cabinet adjoint | 10 janvier 1992 - 15 février 1994 |
| | Technologies nouvelles<br>Recherche scientifique<br>Politique de l'énergie, à l'exception de la valorisation des terrils<br>Informatique administrative<br>Politique de l'emploi<br>Promotion sociale<br>Reconversion et recyclage professionnels | |

| Guy MATHOT (P.S.) | Ministre des Affaires intérieures, chargé de l'Administration, des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et des Infrastructures sportives | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Claude MARCOURT, chef de cabinet | 5 février 1992 - janvier 1994 |
| | Roger CROUGHS, chef de cabinet adjoint | 16 janvier 1992 - 26 janvier 1994 |
| | Claude MARLIER, chef de cabinet adjoint | 16 mars 1992 - 25 janvier 1994 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage mais à l'exception du financement des missions dans les matières qui relèvent de la compétence d'autres ministres<br>Tutelle<br>Fonction publique et administration<br>Politique de l'emploi | |



| André BAUDSON (P.S.) | Ministre de l'Aménagement du territoire et des Transports | |
|---|---|---|
| Cabinet | Marc LEMLIN, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Georges DEREAU, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1993 - 19 juin 1995 |
| | Ghislain GERON, chef de cabinet adjoint | 1er janvier 1994 - 19 juin 1995 |
| | Aménagement du territoire<br>Aéroports<br>Transport en commun<br>Transport scolaire | |

| Jean-Pierre GRAFÉ (P.S.C.) | Ministre des Travaux publics | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Pierre ROLAND, chef de cabinet | 20 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Pierre SION, chef de cabinet adjoint | 24 février 1992 - 19 juin 1995 |
| | Travaux publics en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables<br>Cartographie<br>Agréation des entrepreneurs | |

| Robert COLLIGNON (P.S.) | Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget | |
|---|---|---|
| Cabinet | Freddy JORIS, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 27 janvier 1994 |
| | Ghislain GERON, chef de cabinet adjoint | 1er juillet - 31 décembre 1993 |
| | Jacques DELAHU, chef de cabinet adjoint | 20 janvier 1992 - 25 janvier 1994 |
| | Budget, finances et trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics | |
| | Politique de santé | |
| | Aide aux personnes | |
| | Logement | |
| | Monuments et sites | |
| | Implantation des services et organismes | |

| Guy LUTGEN (P.S.C.) | Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture | |
|---|---|---|
| Cabinet | Bernard ANTOINE, chef de cabinet | 1er mai 1992 - 19 juin 1995 |
| | Marc GIELEN, chef de cabinet | 13 janvier 1994 - 19 juin 1995 |
| | Marc GIELEN, chef de cabinet adjoint | 10 janvier 1992 - 12 janvier 1994 |
| | Gonzague DELBAR, chef de cabinet adjoint | 16 octobre 1989 - 9 janvier 1992 |
| | Philippe BLEROT, chef de cabinet adjoint | 13 janvier 1994 - 20 juin 1995 |
| | Environnement et politique de l'eau | |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature | |
| | Politique agricole en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles | |
| | Valorisation des terrils | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |

## III. 25 janvier 1994 (arrêté du 27 janvier 1994 - M.B. du 9 février 1994)



| Robert COLLIGNON (P.S.) | Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Économie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme | |
|---|---|---|
| Cabinet | Freddy JORIS, chef de cabinet | 28 janvier 1994 - 19 juin 1995 |
| | André CRÉMER, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Anne POUTRAIN, chef de cabinet adjointe | 10 janvier 1992 - 15 mai 1995 |
| | Bernard BOLLY, chef de cabinet adjoint | 28 janvier 1994 - 31 janvier 1995 |
| | Jean-Christophe PETERKENNE, chef de cabinet adjoint | 1er février 1995 - 19 juin 1995 |
| | Coordination de la politique du Gouvernement | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral-Gouvernements des Communautés et des Régions, ainsi que les relations intra-belges | |
| | Économie, en ce compris les P.M.E., à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et de la gestion des ressources du sous-sol | |
| | Zones industrielles | |
| | Relations internationales | |
| | Politique des débouchés et des exportations; promotion extérieure des produits agricoles et horticoles | |
| | Tourisme | |
| | Implantation des services et organismes | |

| Bernard ANSELME (P.S.) | Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Claude MARCOURT, chef de cabinet | 26 janvier 1994 - 19 juin 1995 |
| | Jacques DELAHU, chef de cabinet | 26 janvier 1994 - 19 juin 1995 |
| | Roger CROUGHS, chef de cabinet adjoint | 16 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Daniel THOMAS, chef de cabinet adjoint | 26 janvier 1994 - 19 juin 1995 |
| | Claude PARMENTIER, chef de cabinet adjoint | 26 janvier 1994 - 15 mai 1995 |
| | Budget, finances et trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics<br>Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage mais à l'exception du financement des missions dans les matières qui relèvent de la compétence d'autres ministres<br>Dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées<br>Tutelle<br>Fonction publique et administration | |

| Albert LIÉNARD (P.S.C.) | Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle | |
|---|---|---|
| Cabinet | Luc VUYLSTEKE, chef de cabinet | 1er octobre 1992 - 19 juin 1995 |
| | Pierre LEMERCINIER, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Jean-Jacques VAN DEN BRANDE, chef de cabinet adjoint | 5 février 1992 - 19 juin 1995 |
| | Jean-Marie HUYBRECK, chef de cabinet adjoint | 10 janvier 1992 - 15 février 1994 |
| | Luc PARTOUNE, chef de cabinet adjoint | 16 février 1994 - 7 novembre 1994 |
| | Fabienne THIRION, chef de cabinet adjointe | 8 novembre 1994 - 19 juin 1995 |
| | Technologies nouvelles<br>Recherche scientifique<br>Politique de l'énergie, à l'exception de la valorisation des terrils<br>Informatique administrative<br>Politique de l'emploi<br>Promotion sociale<br>Reconversion et recyclage professionnels | |

| André BAUDSON (P.S.) | Ministre de l'Aménagement du territoire et des Transports | |
|---|---|---|
| Cabinet | Marc LEMLIN, chef de cabinet | 10 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Georges DEREAU, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1993 - 19 juin 1995 |
| | Ghislain GERON, chef de cabinet adjoint | 1er janvier 1994 - 19 juin 1995 |
| | Aménagement du territoire<br>Aéroports<br>Transport en commun<br>Transport scolaire | |

| Jean-Pierre GRAFÉ (P.S.C.) | Ministre des Travaux publics | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Pierre ROLAND, chef de cabinet | 20 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Pierre SION, chef de cabinet adjoint | 24 février 1992 - 19 juin 1995 |
| | Travaux publics en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables<br>Cartographie<br>Agréation des entrepreneurs | |

| Willy TAMINIAUX (P.S.) | Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Marie BERGER, chef de cabinet | 26 janvier 1994 - 19 juin 1995 |
| | André GUBBELS, chef de cabinet adjoint | 26 janvier 1994 - 30 juin 1994 |
| | Georges HAINE, chef de cabinet adjoint | 1er juillet 1994 - 19 juin 1995 |
| | Politique de la santé | |
| | Aide aux personnes | |
| | Logement | |

| Guy LUTGEN (P.S.C.) | Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture | |
|---|---|---|
| Cabinet | Bernard ANTOINE, chef de cabinet | 1er mai 1992 - 19 juin 1995 |
| | Marc GIELEN, chef de cabinet | 13 janvier 1994 - 19 juin 1995 |
| | Gonzague DELBAR, chef de cabinet adjoint | 1er mars 1993 - 20 juin 1995 |
| | Philippe BLEROT, chef de cabinet adjoint | 13 janvier 1994 - 20 juin 1995 |
| | Environnement et politique de l'eau | |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature | |
| | Politique agricole en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles | |
| | Valorisation des terrils | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |

# GOUVERNEMENT 1995 - 1999 (P.S. - P.S.C.)

## I. 20 juin 1995 (arrêté du 20 juillet 1995 - M.B. du 8 août 1995)

| Robert COLLIGNON (P.S.) | Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Économie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Louis SIX, chef de cabinet | 1er juillet 1995 - 30 juin 1997 |
| | Pierre SONVEAUX, chef de cabinet | 1er septembre 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Jean-Christophe PETERKENNE, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 31 mars 1998 |
| | Marc FOCCROULLE, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 31 août 1997 |
| | Coordination de la politique du Gouvernement | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral-Gouvernements des Communautés et des Régions, les relations intra-belges, ainsi que le fonctionnement des institutions et en ce compris les relations avec le Parlement | |
| | Économie, en ce compris les P.M.E., à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et de la gestion des ressources du sous-sol | |
| | Coordination interne au niveau de la Région des dossiers relatifs aux objectifs 1, 2 et 5b des fonds structurels | |
| | Zones industrielles | |
| | Politique des débouchés et des exportations; promotion extérieure des produits agricoles et horticoles | |
| | Tourisme | |
| | Monuments et sites, ainsi que les fouilles | |
| | En ce qui concerne les télécommunications, les relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées ainsi que les aides à l'expansion économique | |

| Michel LEBRUN (P.S.C.) | Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports | |
|---|---|---|
| Cabinet | Pierre SION, chef de cabinet | 20 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Luc VUYLSTEKE, chef de cabinet | 20 juin 1995 - 10 mai 1998 |
| | Jean-Pol VAN REYBROECK, chef de cabinet adjoint | 4 juillet 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Pierre NIHOUL, chef de cabinet adjoint | 5 juillet 1995 - 10 mai 1998 |
| | Aménagement du territoire | |
| | Travaux publics en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables | |
| | Télécommunications, à l'exception des relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées et des aides à l'expansion économique | |
| | Grands ouvrages d'art, à l'exception des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exécution des missions de l'E.R.P.E. | |
| | Cartographie | |
| | Agréation des entrepreneurs | |
| | Transport en commun | |
| | Aéroports | |
| | Transport scolaire | |

| Bernard ANSELME (P.S.) | Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Philippe LIBIEZ, chef de cabinet | 20 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Daniel THOMAS, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Roger CROUGHS, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 31 décembre 1998 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage mais à l'exception du financement des missions dans les matières qui relèvent de la compétence d'autres Ministres | |
| | Tutelle | |
| | Fonction publique et administration | |
| | Informatique administrative | |
| | Fonction publique et administration | |

| Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE[1] (P.S.) | Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Claude MARCOURT, chef de cabinet | 20 juin 1995 - 31 janvier 1999 |
| | Jean-Claude HENROTIN, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Sylvain BAILLY, chef de cabinet adjoint | 23 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Budget, finances et trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics | |
| | Politique de l'emploi | |
| | Promotion sociale | |
| | Reconversion et recyclage professionnels | |
| | Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière | |

| Jean-Pierre GRAFÉ[2] (P.S.C.) | Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales | |
|---|---|---|
| Cabinet | André-Marie PONCELET, chef de cabinet | 20 janvier 1992 - 19 juin 1995 |
| | Philippe BUELEN, chef de cabinet adjoint | 24 février 1992 - 19 juin 1995 |
| | Recherche scientifique | |
| | Technologies nouvelles | |
| | Politique de l'énergie, à l'exception de la valorisation des terrils | |
| | Dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées | |
| | Relations internationales, en ce compris les dossiers relatifs aux objectifs 1, 2 et 5b des fonds structurels, ainsi que les initiatives communautaires | |

| Willy TAMINIAUX (P.S.) | Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Marie BERGER, chef de cabinet | 20 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Alain ROSENOER, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 14 mars 1997 |
| | Jean-Luc AGOSTI, chef de cabinet adjoint | 20 juillet 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Politique de la santé | |
| | Aide aux personnes | |
| | Logement | |

| Guy LUTGEN (P.S.C.) | Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture | |
|---|---|---|
| Cabinet | Michel CORNÉLIS, chef de cabinet | 1er juillet 1995 - 12 juillet 1999 |
| | René COLLIN, chef de cabinet | 21 juin 1995 - 12 juillet 1995 |
| | Pierre CARTUYVELS, chef de cabinet adjoint | 21 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Philippe BLEROT, chef de cabinet adjoint | 21 juin 1995 - 28 février 1998 |
| | Environnement et politique de l'eau | |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature | |
| | Politique agricole en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles | |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |

1 Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE est également ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique du Gouvernement de la Communauté française, du 21 juin 1995 au 13 juillet 1999. A. ZAJEGA et R. de BODT, *Composition des exécutifs et gouvernements de la Communauté française de Belgique de 1981 à 2009*, ETU.2009-6, 2009, p. 9.

2 Jean-Pierre GRAFÉ est également ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales du Gouvernement de la Communauté française, du 21 juin 1995 au 16 décembre 1996. A. ZAJEGA et R. de BODT, *op. cit.*

## II. 11 décembre 1996 (arrêté du 11 décembre 1996 - M.B. du 18 décembre 1996)

| Robert COLLIGNON (P.S.) | Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Économie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Louis SIX, chef de cabinet | 1er juillet 1995 - 30 juin 1997 |
| | Alain ROSENOER, chef de cabinet | 7 juillet 1997 - 12 juillet 1999 |
| | Pierre SONVEAUX, chef de cabinet | 1er septembre 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Jean-Christophe PETERKENNE, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 31 mars 1998 |
| | Freddy JORIS, chef de cabinet adjoint | 1er avril 1998 - 12 juillet 1999 |
| | Marc FOCCROULLE, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 31 août 1997 |
| | Marcel MALCHAIR, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 1997 - 12 juillet 1999 |
| | Coordination de la politique du Gouvernement<br>Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral-Gouvernements des Communautés et des Régions, les relations intra-belges, ainsi que le fonctionnement des institutions et en ce compris les relations avec le Parlement<br>Économie, en ce compris les P.M.E., à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et de la gestion des ressources du sous-sol<br>Coordination interne au niveau de la Région des dossiers relatifs aux objectifs 1, 2 et 5b des fonds structurels<br>Zones industrielles<br>Politique des débouchés et des exportations; promotion extérieure des produits agricoles et horticoles<br>Tourisme<br>Monuments et sites, ainsi que les fouilles<br>En ce qui concerne les télécommunications, les relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées ainsi que les aides à l'expansion économique | |

| Michel LEBRUN (P.S.C.) | Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports | |
|---|---|---|
| Cabinet | Pierre SION, chef de cabinet | 20 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Luc VUYLSTEKE, chef de cabinet | 20 juin 1995 - 10 mai 1998 |
| | Pierre NIHOUL, chef de cabinet | 11 mai 1998 - 7 juillet 1999 |
| | Jean-Pol VAN REYBROECK, chef de cabinet adjoint | 4 juillet 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Pierre NIHOUL, chef de cabinet adjoint | 5 juillet 1995 - 10 mai 1998 |
| | Arthur GOSÉE, chef de cabinet adjoint | 14 mai 1998 - 12 juillet 1999 |
| | Aménagement du territoire<br>Travaux publics en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables<br>Télécommunications, à l'exception des relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées et des aides à l'expansion économique<br>Grands ouvrages d'art, à l'exception des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exécution des missions de l'E.R.P.E.<br>Cartographie<br>Agréation des entrepreneurs<br>Transport en commun<br>Aéroports<br>Transport scolaire | |

| Bernard ANSELME (P.S.) | Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Philippe LIBIEZ, chef de cabinet | 20 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Daniel THOMAS, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Roger CROUGHS, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 31 décembre 1998 |
| | Marie-Claire LAMBERT, chef de cabinet adjointe | 4 janvier - 12 juillet 1999 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage mais à l'exception du financement des missions dans les matières qui relèvent de la compétence d'autres ministres<br>Tutelle<br>Fonction publique et administration<br>Informatique administrative | |

| Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE (P.S.) | Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Claude MARCOURT, chef de cabinet | 20 juin 1995 - 31 janvier 1999 |
| | Olivier VANDERIJST, chef de cabinet | 1er février 1998 - 12 juillet 1999 |
| | Jean-Claude HENROTIN, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Sylvain BAILLY, chef de cabinet adjoint | 23 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Budget, finances et trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics | |
| | Politique de l'emploi | |
| | Promotion sociale | |
| | Reconversion et recyclage professionnels | |
| | Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière | |

| Guy LUTGEN (P.S.C.) | Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture | |
|---|---|---|
| Cabinet | Michel CORNÉLIS, chef de cabinet | 1er juillet 1995 - 12 juillet 1999 |
| | René COLLIN, chef de cabinet | 21 juin 1995 - 12 juillet 19995 |
| | Pierre CARTUYVELS, chef de cabinet adjoint | 21 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Philippe BLEROT, chef de cabinet adjoint | 21 juin 1995 - 28 février 1998 |
| | Sabine LARUELLE, chef de cabinet adjointe | 1er mars 1998 - 12 juillet 1999 |
| | Environnement et politique de l'eau | |
| | Valorisation des terrils | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |
| | Politique agricole en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles | |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature | |



| Willy TAMINIAUX (P.S.) | Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Marie BERGER, chef de cabinet | 20 juin 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Alain ROSENOER, chef de cabinet adjoint | 20 juin 1995 - 14 mars 1997 |
| | Vicenzo SCIARRA, chef de cabinet adjoint | 15 mars 1997 - 31 mai 1999 |
| | Jean-Luc AGOSTI, chef de cabinet adjoint | 20 juillet 1995 - 12 juillet 1999 |
| | Politique de la santé | |
| | Aide aux personnes | |
| | Logement | |

| William ANCION[1] (P.S.C.) | Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales | |
|---|---|---|
| Cabinet | André-Marie PONCELET, chef de cabinet | 1er juillet 1995 - 15 juillet 1998 |
| | Philippe BUELEN, chef de cabinet | 16 juillet 1998 - 30 avril 1999 |
| | Philippe BUELEN, chef de cabinet adjoint | 1er juillet 1995 - 15 février 1998 |
| | Jean-Pierre ROBBEETS, chef de cabinet adjoint | 1er mai - 12 juillet 1999 |
| | Alain BRAIBANT, chef de cabinet adjoint | 3 août 1998 - 12 juillet 1999 |
| | Recherche scientifique | |
| | Technologies nouvelles | |
| | Politique de l'énergie, à l'exception de la valorisation des terrils | |
| | Dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées | |
| | Relations internationales, en ce compris les dossiers relatifs aux objectifs 1, 2 et 5b des fonds structurels, ainsi que les initiatives communautaires | |

1 William ANCION est également ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales du Gouvernement de la Communauté française, du 16 décembre 1996 au 13 juillet 1999. A. ZAJEGA et R. de BODT, *op. cit.*

# GOUVERNEMENT 1999 - 2004 (P.S. - P.R.L./M.R.[1] - ÉCOLO)

## I. 15 juillet 1999 (arrêté du 15 juillet 1999 - M.B. du 29 juillet1999)

| Élio DI RUPO (P.S.) | Ministre-Président | |
|---|---|---|
| Cabinet | Frédéric DELCOR, chef de cabinet | 13 juillet - 30 novembre 1999 |
| | Olivier VANDERIJST, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Alain TABART, chef de cabinet | 1er décembre 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Marie-Claire LAMBERT, chef de cabinet adjointe | 20 juillet 1999 - 5 juin 2003 |
| | Coordination de la politique du gouvernement et sa communication | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral-Gouvernement des Communautés et des Régions, les relations intra-belges ainsi que le fonctionnement des institutions, en ce compris les relations avec le Parlement | |
| | Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels | |
| | Organisation d'une task force chargée de la préparation et de la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en œuvre et de leur évaluation | |
| | Relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes | |
| | Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière | |

| Serge KUBLA (P.R.L.) | Ministre de l'Économie, des PME, de la Recherche et des Technologies nouvelles | |
|---|---|---|
| Cabinet | Luc VUYLSTEKE, chef de cabinet | 14 juillet 1999 - 15 juillet 2001 |
| | Jean-Pierre DUBOIS, chef de cabinet | 14 juillet - 30 septembre 1999 |
| | Bernard MARCHAND, chef de cabinet | 1er octobre 1999 - 8 février 2002 |
| | Alain LESAGE, chef de cabinet adjoint | 15 juillet 1999 - 31 août 2000 |
| | Jean-François ROBE, chef de cabinet adjoint | 1er août 1999 - 8 février 2002 |
| | Économie, en ce compris les P.M.E., à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et de la gestion des ressources du sous-sol | |
| | Politique des débouchés et des exportations et promotion extérieure des produits agricoles et horticoles | |
| | Accueil des investissements étrangers (OFI) | |
| | Recherche scientifique, à l'exception de la recherche scientifique liée à l'énergie | |
| | Technologies nouvelles | |
| | Zones industrielles | |
| | Tourisme | |
| | Gestion du contrat WIN | |
| | En ce qui concerne les télécommunications, les relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées, ainsi que les aides à l'expansion économique | |
| | Aéroports ainsi que leur équipement et leur exploitation | |

| José DARAS (ÉCOLO) | Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie | |
|---|---|---|
| Cabinet | Daniel MARCHANT, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 31 août 2001 |
| | Mme Dominique JUNNE, chef de cabinet | 2 août 1999 - 21 mai 2000 |
| | Joachim BERGERHOFF, chef de cabinet adjoint | 9 août 1999 - 8 novembre 2002 |
| | Francis GHINY, chef de cabinet adjoint | 6 août 1999 - 30 juillet 2002 |
| | Transport en commun | |
| | Transport scolaire | |
| | Politique de l'énergie, en ce compris la recherche scientifique liée à l'énergie et la valorisation des terrils | |
| | Promotion des voies navigables | |

1 Le MR (Mouvement réformateur) est créé le 24 mars 2002. Il réunit le PRL (Parti réformateur libéral), le PFF (Partei für Freiheit und Forschritt), le FDF (Front démocratique des Francophones) et le MCC (Mouvement des Citoyens pour le Changement). www.mr.be.

| Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE (P.S.) | Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics | |
|---|---|---|
| Cabinet | Anne POUTRAIN, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 15 mars 2004 |
| | Pol LOUIS, chef de cabinet | 19 juillet 1999 - 15 juillet 2000 |
| | Budget, finances et trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics | |
| | Travaux publics, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables | |
| | Cartographie | |
| | Grands ouvrages d'art tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 portant transfert des voies hydrauliques aux Régions | |
| | Dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales et privées | |
| | Patrimoine, en ce compris les monuments et sites ainsi que les fouilles | |
| | Télécommunications, à l'exception des relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées et des aides à l'expansion économique | |

| Michel FORET (P.R.L.) | Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement | |
|---|---|---|
| Cabinet | Emmanuel SÉRUSIAUX, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Daniel HELLIN, chef de cabinet adjoint | 1er août 1999 - 16 juillet 2004 |
| | Aménagement du territoire | |
| | Réhabilitation des sites désaffectés | |
| | Environnement, en ce compris la politique de l'eau | |
| | Agréation des entrepreneurs | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |

| Michel DAERDEN (P.S.) | Ministre de l'Emploi, de la Formation et du Logement | |
|---|---|---|
| Cabinet | Alain ROSENOER, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 7 avril 2000 |
| | Dirk DE SMET, chef de cabinet adjoint | 14 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Politique de l'emploi | |
| | Promotion sociale | |
| | Reconversion et recyclage professionnels | |
| | Logement | |
| | Législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci | |
| | Rénovation urbaine | |

| Jean-Marie SEVERIN (P.R.L.) | Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Frédéric JANSSENS, chef de cabinet | 15 juillet 1999 - 17 octobre 2000 |
| | Marc CHOMIS, chef de cabinet adjoint | 20 juillet 1999 - 31 janvier 2000 |
| | Jean-Jacques FLAHAUX, chef de cabinet adjoint | 1er septembre - 31 décembre 1999 |
| | Charles MERTENS, chef de cabinet adjoint | 1er février - 17 octobre 2000 |
| | Joel DECHARNEUX, chef de cabinet adjoint | 1er février - 5 novembre 2000 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage | |
| | Tutelle | |
| | Fonction publique et administration | |
| | Informatique administrative | |

| Thierry DETIENNE (ÉCOLO) | Ministre des Affaires sociales et de la Santé | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Pierre SNAPPE, chef de cabinet | 15 juillet 1999 - 15 mai 2001 |
| | Yvon HENRY, chef de cabinet adjoint | 1er août 1999 - 31 janvier 2001 |
| | Bernard ANTOINE, chef de cabinet adjoint | 2 août 1999 - 30 novembre 2002 |
| | Politique de la santé | |
| | Aide aux personnes, à l'exception de la législation relatives aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci | |

| José HAPPART (P.S.) | Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Luc MARTIN, chef de cabinet | 16 juillet - 31 décembre 1999 |
| | Michel JOUREZ, chef de cabinet | 1er janvier 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Michel VANQUAILLIE, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 1999 - 12 juillet 2004 |
| | Jean-Pierre VERHAEGEN, chef de cabinet adjoint | 15 février 2000 - 9 juillet 2004 |
| | Politique agricole, en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles | |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature et remembrement | |
| | Forêt, chasse et pêche | |

## II. 8 avril 2000 (arrêté du 8 avril 2000 - M.B. du 15 avril 2000)

| Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE (P.S.) | Ministre-Président | |
|---|---|---|
| Cabinet | Olivier VANDERIJST, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Alain TABART, chef de cabinet | 1er décembre 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Marie-Claire LAMBERT, chef de cabinet adjointe | 20 juillet 1999 - 5 juin 2003 |
| | Jean-Christophe PETERKENNE, chef de cabinet adjoint | 11 avril 2000 - 31 janvier 2002 |
| | Marie-Pierre FAUCONNIER, chef de cabinet adjointe | 15 mai 2000 - 15 juillet 2001 |
| | Coordination de la politique du Gouvernement et sa communication | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral-Gouvernement des Communautés et des Régions, les relations intra-belges ainsi que le fonctionnement des institutions, en ce compris les relations avec le Parlement | |
| | Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels | |
| | Organisation d'une task force chargée de la préparation et de la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en œuvre et de leur évaluation | |
| | Relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes | |
| | Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière | |

| Serge KUBLA (P.R.L.) | Ministre de l'Économie, des PME, de la Recherche et des Technologies nouvelles | |
|---|---|---|
| Cabinet | Luc VUYLSTEKE, chef de cabinet | 14 juillet 1999 - 15 juillet 2001 |
| | Bernard MARCHAND, chef de cabinet | 1er octobre 1999 - 8 février 2002 |
| | Alain LESAGE, chef de cabinet adjoint | 15 juillet 1999 - 31 août 2000 |
| | Jean-François ROBE, chef de cabinet adjoint | 1er août 1999 - 8 février 2002 |
| | Anne-Marie STRAUS-GODET, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2000 - 15 décembre 2001 |

Économie, en ce compris les P.M.E., à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et de la gestion des ressources du sous-sol

Politique des débouchés et des exportations et promotion extérieure des produits agricoles et horticoles

Accueil des investissements étrangers (OFI)

Recherche scientifique, à l'exception de la recherche scientifique liée à l'énergie

Technologies nouvelles

Zones industrielles

Tourisme

Gestion du contrat WIN

En ce qui concerne les télécommunications, les relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées, ainsi que les aides à l'expansion économique

Aéroports ainsi que leur équipement et leur exploitation

| José DARAS (ÉCOLO) | Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie | |
|---|---|---|
| Cabinet | Daniel MARCHANT, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 31 août 2001 |
| | Mme Dominique JUNNE, chef de cabinet | 2 août 1999 - 21 mai 2000 |
| | Daniel BURNOTTE, chef de cabinet | 22 mai 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Joachim BERGERHOFF, chef de cabinet adjoint | 9 août 1999 - 8 novembre 2002 |
| | Francis GHINY, chef de cabinet adjoint | 6 août 1999 - 30 juillet 2002 |

Transport en commun

Transport scolaire

Politique de l'énergie, en ce compris la recherche scientifique liée à l'énergie et la valorisation des terrils

Promotion des voies navigables

| Michel DAERDEN (P.S.) | Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics | |
|---|---|---|
| Cabinet | Anne POUTRAIN, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 15 mars 2004 |
| | Pol LOUIS, chef de cabinet | 19 juillet 1999 - 15 juillet 2000 |
| | Éric SMIT, chef de cabinet | 16 juillet 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Dirk DE SMET, chef de cabinet adjoint | 14 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Sébastien DURIEUX, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2000 -18 juillet 2004 |

Budget, finances et trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics

Logement

Rénovation urbaine

Travaux publics, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables

Cartographie

Grands ouvrages d'art tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 portant transfert des voies hydrauliques aux Régions

Dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales et privées

Patrimoine, en ce compris les monuments et sites ainsi que les fouilles

Télécommunications, à l'exception des relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées et des aides à l'expansion économique

| Michel FORET (P.R.L.) | Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement | |
|---|---|---|
| Cabinet | Emmanuel SÉRUSIAUX, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Daniel HELLIN, chef de cabinet adjoint | 1er août 1999 - 16 juillet 2004 |
| | Aménagement du territoire<br>Réhabilitation des sites désaffectés<br>Environnement, en ce compris la politique de l'eau<br>Agréation des entrepreneurs<br>Gestion des ressources du sous-sol | |

| José HAPPART (P.S.) | Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité | |
|---|---|---|
| Cabinet | Michel JOUREZ, chef de cabinet | 1er janvier 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Michel VANQUAILLIE, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 1999 - 12 juillet 2004 |
| | Jean-Pierre VERHAEGEN, chef de cabinet adjoint | 15 février 2000 - 9 juillet 2004 |
| | Politique agricole, en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles<br>Rénovation rurale et conservation de la nature et remembrement<br>Forêt, chasse et pêche | |

| Jean-Marie SEVERIN[1] (P.R.L.) | Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Frédéric JANSSENS, chef de cabinet | 15 juillet 1999 - 17 octobre 2000 |
| | Charles MERTENS, chef de cabinet adjoint | 1er février - 17 octobre 2000 |
| | Joel DECHARNEUX, chef de cabinet adjoint | 1er février - 5 novembre 2000 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage<br>Tutelle<br>Fonction publique et administration<br>Informatique administrative | |



| Thierry DETIENNE (ÉCOLO) | Ministre des Affaires sociales et de la Santé | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Pierre SNAPPE, chef de cabinet | 15 juillet 1999 - 15 mai 2001 |
| | Yvon HENRY, chef de cabinet adjoint | 1er août 1999 - 31 janvier 2001 |
| | Bernard ANTOINE, chef de cabinet adjoint | 2 août 1999 - 30 novembre 2002 |
| | Olivier PETIT, chef de cabinet adjoint | 16 août 2000 - 14 juillet 2004 |
| | Politique de la santé<br>Aide aux personnes, à l'exception de la législation relatives aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci | |

| Marie ARENA (P.S.) | Ministre de l'Emploi et de la Formation | |
|---|---|---|
| Cabinet | Maurice SEMER, chef de cabinet | 8 avril 2000 - 31 mars 2001 |
| | Christian LAURENT, chef de cabinet adjoint | 13 avril 2000 - 14 mai 2001 |
| | Mario LONGO, chef de cabinet adjoint | 1er mai 2000 - 28 février 2003 |
| | Marie-Kristine VANBOCKESTAL, chef de cabinet adjointe | 1er octobre 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Politique de l'emploi<br>Promotion sociale<br>Reconversion et recyclage professionnels<br>Législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci | |

1 Jean-Marie SEVERIN quitte le gouvernement wallon pour devenir président du Parlement de la Communauté française le 17 octobre 2000, poste qu'il occupera jusqu'au 15 octobre 2001. Il est remplacé par Charles MICHEL au Gouvernement wallon.

III. 27 août 2001 (arrêté du 27août 2001 - M.B. 11 septembre 2001)

| Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE (P.S.) | Ministre-Président | |
|---|---|---|
| Cabinet | Olivier VANDERIJST, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Alain TABART, chef de cabinet | 1er décembre 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Marie-Claire LAMBERT, chef de cabinet adjointe | 20 juillet 1999 - 5 juin 2003 |
| | Jean-Christophe PETERKENNE, chef de cabinet adjoint | 11 avril 2000 - 31 janvier 2002 |
| | Marc DEBOIS, chef de cabinet adjoint | 1er avril 2001 - 31 mai 2003 |
| | Jean-Sébastien BELLE, chef de cabinet adjoint | 17 mars 2003 - 18 juillet 2004 |
| | Dominique DELHAUTEUR, chef de cabinet adjoint | 6 juin 2003 – 18 juillet 2004 |
| | Coordination de la politique du Gouvernement et sa communication<br>Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral-Gouvernement des Communautés et des Régions, les relations intra-belges ainsi que le fonctionnement des institutions, en ce compris les relations avec le Parlement<br>Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels<br>Organisation d'une task force chargée de la préparation et de la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en œuvre et de leur évaluation<br>Relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes<br>Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière<br>Répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale | |

| Serge KUBLA (P.R.L.) | Ministre de l'Économie, des PME, de la Recherche et des Technologies nouvelles | |
|---|---|---|
| Cabinet | Olivier GUTT, chef de cabinet | 24 août 2001 - 14 juillet 2002 |
| | Bernard MARCHAND, chef de cabinet | 1er octobre 1999 - 8 février 2002 |
| | Jean-François ROBE, chef de cabinet | 9 février 2002 - 18 juillet 2004 |
| | Jean-François ROBE, chef de cabinet adjoint | 1er août 1999 - 8 février 2002 |
| | Anne-Marie STRAUS-GODET, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2000 - 15 décembre 2001 |
| | Géraldine VAN DER STICHELE, chef de cabinet adjointe | 2 avril - 23 août 2002 |
| | Rudy AERNOUDT, chef de cabinet adjoint | 1er mars 2002 - 31 août 2003 |
| | Françoise ZONENBERG, chef de cabinet adjointe | 16 décembre 2002 -15 juillet 2004 |
| | Économie, en ce compris les P.M.E., à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et de la gestion des ressources du sous-sol<br>Politique des débouchés et des exportations et promotion extérieure des produits agricoles et horticoles<br>Accueil des investissements étrangers (OFI)<br>Recherche scientifique, à l'exception de la recherche scientifique liée à l'énergie<br>Technologies nouvelles<br>Zones industrielles<br>Tourisme<br>Gestion du contrat WIN<br>En ce qui concerne les télécommunications, les relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées, ainsi que les aides à l'expansion économique<br>Aéroports ainsi que leur équipement et leur exploitation | |

| José DARAS (ÉCOLO) | Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie | |
|---|---|---|
| Cabinet | Stéphane HAZÉE, chef de cabinet | 1er septembre 2001 - 18 juillet 2004 |
| | Daniel BURNOTTE, chef de cabinet | 22 mai 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Joachim BERGERHOFF, chef de cabinet adjoint | 9 août 1999 - 8 novembre 2002 |
| | Francis GHINY, chef de cabinet adjoint | 6 août 1999 - 30 juillet 2002 |
| | Jean-Yves SALIEZ, chef de cabinet adjoint | 1er juillet 2002 - 7 juillet 2004 |
| | Transport en commun | |
| | Transport scolaire | |
| | Politique de l'énergie, en ce compris la recherche scientifique liée à l'énergie et la valorisation des terrils | |
| | Promotion des voies navigables | |
| | Aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la SNCB | |

| Michel DAERDEN (P.S.) | Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics | |
|---|---|---|
| Cabinet | Anne POUTRAIN, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 15 mars 2004 |
| | Éric SMIT, chef de cabinet | 16 juillet 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Dirk DE SMET, chef de cabinet adjoint | 14 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Sébastien DURIEUX, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2000 -18 juillet 2004 |
| | Budget, finances et trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux Régions | |
| | Logement | |
| | Rénovation urbaine | |
| | Travaux publics, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables | |
| | Cartographie | |
| | Grands ouvrages d'art tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 portant transfert des voies hydrauliques aux Régions | |
| | Dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales et privées | |
| | Patrimoine, en ce compris les monuments et sites ainsi que les fouilles | |
| | Télécommunications, à l'exception des relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées et des aides à l'expansion économique | |

| Michel FORET (P.R.L.) | Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement | |
|---|---|---|
| Cabinet | Emmanuel SÉRUSIAUX, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Daniel HELLIN, chef de cabinet adjoint | 1er août 1999 - 16 juillet 2004 |
| | Monique VAN DEN BULCKE, chef de cabinet adjointe | 1er janvier 2001 - 16 juillet 2004 |
| | Aménagement du territoire | |
| | Réhabilitation des sites désaffectés | |
| | Environnement, en ce compris la politique de l'eau | |
| | Agréation des entrepreneurs | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |

| José HAPPART (P.S.) | Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité | |
|---|---|---|
| Cabinet | Michel JOUREZ, chef de cabinet | 1er janvier 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Michel VANQUAILLIE, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 1999 - 12 juillet 2004 |
| | Jean-Pierre VERHAEGEN, chef de cabinet adjoint | 15 février 2000 - 9 juillet 2004 |
| | Politique agricole, en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles | |
| | Rénovation rurale et conservation de la nature et remembrement | |
| | Forêt, chasse et pêche, y compris la pêche maritime | |

| Charles MICHEL (P.R.L.) | Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Annick NOËL, chef de cabinet | 1er novembre 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Jean-Marc VAN ESPEN, chef de cabinet adjoint | 6 novembre 2000 - 16 juillet 2004 |
| | Pierre GENGOUX, chef de cabinet adjoint | 1er mars 2001 - 28 février 2003 |
| | Dominique VAES, chef de cabinet adjoint | 1ermars 2003 - 16 juillet 2004 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage | |
| | Tutelle | |
| | Fonction publique et administration | |
| | Informatique administrative | |

| Thierry DETIENNE (ÉCOLO) | Ministre des Affaires sociales et de la Santé | |
|---|---|---|
| Cabinet | Bernard MONNIER, chef de cabinet | 17 mai 2001 - 18 juillet 2004 |
| | Bernard ANTOINE, chef de cabinet adjoint | 2 août 1999 - 30 novembre 2002 |
| | Olivier PETIT, chef de cabinet adjoint | 16 août 2000 - 14 juillet 2004 |
| | Brigitte BALAND, chef de cabinet adjointe | 1er décembre 2002 - 18 juillet 2004 |
| | Politique de la santé | |
| | Aide aux personnes, à l'exception de la législation relatives aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci | |

| Marie ARENA[1] (P.S.) | Ministre de l'Emploi et de la Formation | |
|---|---|---|
| Cabinet | Gaëtan SERVAIS, chef de cabinet | 1er avril 2001 - 18 juillet 2004 |
| | Mario LONGO, chef de cabinet adjoint | 1er mai 2000 - 28 février 2003 |
| | Christian LAURENT, chef de cabinet adjoint | 12 février 2002 - 11 juillet 2003 |
| | Marie-Kristine VANBOCKESTAL, chef de cabinet adjointe | 1er octobre 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Laurent LEVÊQUE, chef de cabinet adjoint | 23 avril 2002 - 31 janvier 2004 |
| | Gaëtan DE LAEVER, chef de cabinet adjoint | 1er mars 2003 - 18 juillet 2004 |
| | Politique de l'emploi | |
| | Promotion sociale | |
| | Reconversion et recyclage professionnels | |
| | Législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci | |

1 Marie ARENA est nommée ministre fédéral de la Fonction publique le 14 juillet 2003 et est remplacée au Gouvernement wallon par Philippe COURARD.

## IV. 17 juillet 2003 (arrêté du 17 juillet 2003 - M.B. du 24 juillet 2003)

| Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE (P.S.) | Ministre-Président | |
|---|---|---|
| Cabinet | Olivier VANDERIJST, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Alain TABART, chef de cabinet | 1er décembre 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Jean-Sébastien BELLE, chef de cabinet adjoint | 17 mars 2003 - 18 juillet 2004 |
| | Dominique DELHAUTEUR, chef de cabinet adjoint | 6 juin 2003 - 18 juillet 2004 |

Coordination de la politique du Gouvernement et sa communication

Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral-Gouvernement des Communautés et des Régions, les relations intra-belges ainsi que le fonctionnement des institutions, en ce compris les relations avec le Parlement

Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels

Organisation d'une task force chargée de la préparation et de la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en œuvre et de leur évaluation

Relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes et la coopération au développement

Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière

Répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale

Patrimoine, en ce compris les monuments et sites ainsi que les fouilles

Importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et dans le respect des critères définis par le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements[1]

Octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police[2] .

| Serge KUBLA (M.R.) | Ministre de l'Économie, des PME, de la Recherche et des Technologies nouvelles | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-François ROBE, chef de cabinet | 9 février 2002 - 18 juillet 2004 |
| | Rudy AERNOUDT, chef de cabinet adjoint | 1er mars 2002 - 31 août 2003 |
| | Françoise ZONENBERG, chef de cabinet adjointe | 16 décembre 2002 -15 juillet 2004 |

Économie, en ce compris les P.M.E., à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et de la gestion des ressources du sous-sol

Politique des débouchés et des exportations et promotion extérieure des produits agricoles et horticoles

Accueil des investissements étrangers (OFI)

Recherche scientifique, à l'exception de la recherche scientifique liée à l'énergie

Technologies nouvelles

Zones industrielles

Tourisme

Gestion du contrat WIN

En ce qui concerne les télécommunications, les relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées, ainsi que les aides à l'expansion économique

Aéroports ainsi que leur équipement et leur exploitation

| José DARAS (ÉCOLO) | Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie | |
|---|---|---|
| Cabinet | Stéphane HAZÉE, chef de cabinet | 1er septembre 2001 - 18 juillet 2004 |
| | Daniel BURNOTTE, chef de cabinet | 22 mai 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Jean-Yves SALIEZ, chef de cabinet adjoint | 1er juillet 2002 - 7 juillet 2004 |

Transport en commun

Transport scolaire

Politique de l'énergie, en ce compris la recherche scientifique liée à l'énergie et la valorisation des terrils

Promotion des voies navigables

Aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la SNCB

1 et 2 À partir du 26 août 2003 (M.B. du 01.09.2003), à la suite du transfert de ces matières de l'État fédéral aux régions 12 août 2003. - Loi spéciale du 12 août 2003 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (M.B. du 20.08.2003).

| Michel DAERDEN (P.S.) | Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics | |
|---|---|---|
| Cabinet | Anne POUTRAIN, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 15 mars 2004 |
| | Éric SMIT, chef de cabinet | 16 juillet 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Dirk DE SMET, chef de cabinet adjoint | 14 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Sébastien DURIEUX, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2000 -18 juillet 2004 |
| | Budget, finances et trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux Régions | |
| | Logement | |
| | Rénovation urbaine | |
| | Travaux publics, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables | |
| | Cartographie | |
| | Grands ouvrages d'art tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 portant transfert des voies hydrauliques aux Régions | |
| | Dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales et privées | |
| | Télécommunications, à l'exception des relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées et des aides à l'expansion économique | |

| Michel FORET (M.R.) | Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement | |
|---|---|---|
| Cabinet | Emmanuel SÉRUSIAUX, chef de cabinet | 13 juillet 1999 - 18 juillet 2004 |
| | Daniel HELLIN, chef de cabinet adjoint | 1er août 1999 - 16 juillet 2004 |
| | Monique VAN DEN BULCKE, chef de cabinet adjointe | 1er janvier 2001 - 16 juillet 2004 |
| | Aménagement du territoire | |
| | Réhabilitation des sites désaffectés | |
| | Environnement, en ce compris la politique de l'eau | |
| | Agréation des entrepreneurs | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |

| José HAPPART (P.S.) | Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité | |
|---|---|---|
| Cabinet | Michel JOUREZ, chef de cabinet | 1er janvier 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Michel VANQUAILLIE, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 1999 - 12 juillet 2004 |
| | Jean-Pierre VERHAEGEN, chef de cabinet adjoint | 15 février 2000 - 9 juillet 2004 |
| | Politique agricole, en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles | |
| | Rénovation rurale et la conservation de la nature et le remembrement | |
| | Forêt, la chasse et la pêche, y compris la pêche maritime | |

| Charles MICHEL (M.R.) | Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Annick NOËL, chef de cabinet | 1er novembre 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Jean-Marc VAN ESPEN, chef de cabinet adjoint | 6 novembre 2000 - 16 juillet 2004 |
| | Dominique VAES, chef de cabinet adjoint | 1er mars 2003 - 16 juillet 2004 |
| | Pouvoirs subordonnés, en ce compris la subsidiation des travaux d'égouttage | |
| | Tutelle | |
| | Fonction publique et administration | |
| | Informatique administrative | |

| Thierry DETIENNE (ÉCOLO) | Ministre des Affaires sociales et de la Santé | |
|---|---|---|
| Cabinet | Bernard MONNIER, chef de cabinet | 17 mai 2001 - 18 juillet 2004 |
| | Olivier PETIT, chef de cabinet adjoint | 16 août 2000 - 14 juillet 2004 |
| | Brigitte BALAND, chef de cabinet adjointe | 1er décembre 2002 - 18 juillet 2004 |
| | Politique de la santé<br>Aide aux personnes, à l'exception de la législation relatives aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci | |

| Philippe COURARD (P.S.) | Ministre de l'Emploi et de la Formation | |
|---|---|---|
| Cabinet | Gaëtan SERVAIS, chef de cabinet | 1er avril 2001 - 18 juillet 2004 |
| | Mario LONGO, chef de cabinet adjoint | 1er mai 2000 - 28 février 2003 |
| | Marie-Kristine VANBOCKESTAL, chef de cabinet adjointe | 1er octobre 2000 - 18 juillet 2004 |
| | Laurent LEVÊQUE, chef de cabinet adjoint | 23 avril 2002 - 31 janvier 2004 |
| | Gaëtan DE LAEVER, chef de cabinet adjoint | 1er mars 2003 - 18 juillet 2004 |
| | Politique de l'emploi<br>Promotion sociale<br>Reconversion et recyclage professionnels<br>Législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci | |

# GOUVERNEMENT 2004 - 2009 (P.S. - C.D.H.)

## I. 19 juillet 2004

| Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE[1] (P.S.) | Ministre-Président | |
|---|---|---|
| Cabinet | Anne POUTRAIN, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 août 2008 |
| | Nicolas MARTIN, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 4 décembre 2006 |
| | Véronique CABIAUX, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2004 - 30 avril 2006 |
| | Pascale DELCOMMINETTE, chef de cabinet adjointe | 1er août 2004 - 31 août 2007 |
| | Jean JANSS, chef de cabinet adjoint | 27 août 2004 - 30 avril 2006 |
| | Marie-Ève VAN LAETHEM, chef de cabinet adjointe | 19 juillet 2004 - 31 octobre 2005 |
| | Jean-Christophe PETERKENNE, chef de cabinet adjoint | 1er novembre 2004 - 15 février 2005 |
| | Coordination de la politique du Gouvernement et sa communication | |
| | Présidence du comité ministériel « création d'activités » | |
| | Organisation de la Task force administrative composée des responsables des administrations, des pararégionaux et autres organismes publics ou parapublics concernés par la « création d'activités » | |
| | Simplification administrative | |
| | E-government et l'informatique administrative | |
| | Évaluation, la prospective et la statistique | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, les relations intra-belges ainsi que le fonctionnement des institutions, en ce compris les relations avec le Parlement | |
| | Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales | |
| | Organisation de la Task force chargée de la préparation et de la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en œuvre et de leur évaluation | |
| | Création du fonds d'impulsion économique en faveur des zones en reconversion et particulièrement défavorisées et du fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers et de l'organisations des Task forces | |
| | Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière | |
| | Répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale | |
| | Politique des débouchés et des exportations et la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles | |
| | Coordination du plan P.L.U.I.E.S. | |
| | Coordination du plan « Habitat permanent dans les équipements touristiques » | |

| André ANTOINE (C.D.H.) | Vice-Président et ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial | |
|---|---|---|
| Cabinet | Philippe BUELEN, chef de cabinet, Politique générale | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Jean-Pol VAN REYBROECK, chef de cabinet, Développement territorial | 19 juillet 2004 - 31 décembre 2008 |
| | Anne VEREECKE, chef de cabinet adjointe, Énergie | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Alain BOUCHAT, chef de cabinet adjoint | 1er août 2004 - 31 mars 2005 |
| | Benoît DISPA, chef de cabinet adjoint, Budget | 18 avril 2005 - 15 juillet 2009 |
| | Aéroports ainsi que leur équipement et leur exploitation | |
| | Transport en commun | |
| | Transport scolaire | |
| | Aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la SNCB | |
| | Politique de l'énergie, en ce compris la recherche scientifique liée à l'énergie et la valorisation des terrils | |
| | Logement | |
| | Aménagement du territoire | |
| | Permis uniques | |

1 Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE démissionne le 30 septembre 2005. Il est remplacé le 6 octobre 2005 par Élio DI RUPO.

| Michel DAERDEN[1] (P.S.) | Vice-Président et ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine | |
|---|---|---|
| Cabinet | Éric SMIT, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 mai 2007 |
| | Dirk DE SMET, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 juillet 2008 |
| | Gaëtan DE LAEVER, chef de cabinet adjoint | 18 juillet 2004 - 31 juillet 2007 |
| | Sébastien DURIEUX, chef de cabinet adjoint | 19 juillet 2004 - 31 janvier 2007 |
| | Budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux régions par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions | |
| | Présidence du comité ministériel chargé du suivi et du monitoring des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public, y compris les sociétés et filiales spécialisées | |
| | Patrimoine, en ce compris les monuments et sites, ainsi que les fouilles | |
| | Travaux publics, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables et la sécurité routière | |
| | Rénovation urbaine | |
| | Cartographie | |
| | Grands ouvrages d'art, y compris la promotion des voies navigables | |
| | Infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées | |

| Marie ARENA[2] (P.S.) | Ministre de la Formation | |
|---|---|---|
| Cabinet | Olivier JUSNIAUX, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 10 septembre 2006 |
| | Noël SCHERER, chef de cabinet | 11 septembre 2006 - 19 août 2007 |
| | Carol DESCAMPS[3], chef de cabinet adjointe | 23 août 2004 - 13 juillet 2009 |
| | Laurent LEVÊQUE, chef de cabinet adjoint | 23 août 2004 - 31 janvier 2007 |
| | Promotion sociale | |
| | Reconversion et le recyclage professionnels | |
| | Cyber-écoles et cyber-classes | |



| Philippe COURARD (P.S.) | Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Sylvie MARIQUE, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 juillet 2008 |
| | Carine DELFANNE, chef de cabinet adjointe | 1er octobre 2004 - 31 août 2008 |
| | Éric HANNAY, chef de cabinet adjoint | 1er décembre 2004 - 30 avril 2005 |
| | Florence GRAVAR, chef de cabinet adjointe | 1er mai 2005 - 30 septembre 2008 |
| | Mario LONGO, chef de cabinet adjoint | 1er mai 2000 - 28 février 2003 |
| | Pouvoirs subordonnés | |
| | Tutelle | |
| | Tutelle sur les zones de police | |
| | Législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci | |
| | Fonction publique et l'administration | |

1 Michel DAERDEN est également Vice-Président et ministre du Budget et des Finances du Gouvernement de la Communauté française, 26 juillet 2004 au 16 juillet 2009. A. ZAJEGA et R. de BODT, *op. cit.*

2 Marie ARENA est également Ministre-Présidente en charge de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2004 au 28 mars 2007, puis Ministre-Présidente en charge de l'Enseignement obligatoire du 20 juillet 2007 au 20 mars 2008. A. ZAJEGA et R. de BODT, *op. cit.*

3 Carol DESCAMPS a été conseillère avec rang de chef de cabinet adjoint du 23 août 2004 au 31 janvier 2006 et chef de cabinet adjointe à partir du 1er février 2006.

| Marie-Dominique SIMONET[1] (C.D.H.) | Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures | |
|---|---|---|
| Cabinet | Philippe CHARLIER, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 juillet 2004 |
| | Édouard WYLLEMAN, chef de cabinet | 1er août 2004 - 31 décembre 2004 |
| | Jean SÉQUARIS, chef de cabinet | 1er janvier 2005 - 15 mars 2005 |
| | Laurent LEDOUX, chef de cabinet | 16 mars 2005 - 30 juin 2006 |
| | Paul VERWILGHEN, chef de cabinet adjoint | 23 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Alain DEMAEGD, chef de cabinet adjoint | 16 août 2004 - 31 août 2006 |
| | Relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes, et la coopération au développement | |
| | Recherche scientifique, à l'exception de la recherche scientifique liée à l'énergie | |
| | Technologies nouvelles | |
| | Télécommunications (y compris la gestion du contrat WIN), à l'exception des cyber-écoles et cyber-classes | |
| | Importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou du maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police dans le respect des critères définis par le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements [2] | |
| | Octroi de licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police[3] | |

| Jean-Claude MARCOURT (P.S.) | Ministre de l'Économie et de l'Emploi | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Sébastien BELLE, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Marie-Kristine VANBOCKESTAL, chef de cabinet adjointe | 10 août 2004 - 11 janvier 2008 |
| | Luc VANDENDORPE, chef de cabinet adjoint | 1er août 2004 - 30 juin 2009 |
| | Économie, en ce compris les PME et l'agréation des entrepreneurs, à l'exception de la politique des débouchés et des exportations, de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles, des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et la gestion des ressources du sous-sol | |
| | Économie sociale | |
| | Accueil des investissements étrangers | |
| | Politique de l'emploi | |

| Christiane VIENNE (P.S.) | Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances | |
|---|---|---|
| Cabinet | Dominique DELHAUTEUR, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 août 2007 |
| | Isabelle NEMERY, chef de cabinet adjointe | 16 août 2004 - 30 juin 2007 |
| | Cécile VAINSEL, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2004 - 15 juin 2006 |
| | Politique de santé | |
| | Aide aux personnes, à l'exception de la législation relative aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci | |
| | Politique d'égalité des chances | |

1 Marie-Dominique SIMONET est également Vice-Présidente et ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2004 au 16 juillet 2009. A. ZAJEGA et R. de BODT, *op. cit.*

2 et 3 Ces matières seront transférées dans les compétences de Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE, le 25 juin 2005.

| Benoît LUTGEN (C.D.H.) | Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme | |
|---|---|---|
| Cabinet | André-Marie PONCELET, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 janvier 2009 |
| | Jean MAROT, chef de cabinet adjoint | 19 juillet 2004 - 13 juillet 2008 |
| | Politique agricole, en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles | |
| | Rénovation rurale, la conservation de la nature et le remembrement | |
| | Environnement, à l'exception des permis uniques | |
| | Démergement | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |
| | Tourisme | |

II. 6 octobre 2005

| Élio DI RUPO (P.S.) | Ministre-Président | |
|---|---|---|
| Cabinet | Anne POUTRAIN, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 août 2008 |
| | Nicolas MARTIN, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 4 décembre 2006 |
| | Tommy LECLERCQ, chef de cabinet | 5 décembre 2006 - 31 août 2007 |
| | Marie-Ève VAN LAETHEM, chef de cabinet adjointe | 19 juillet 2004 - 31 octobre 2005 |
| | Pascale DELCOMMINETTE, chef de cabinet adjointe | 1er août 2004 - 31 août 2007 |
| | Jean JANSS, chef de cabinet adjoint | 27 août 2004 - 30 avril 2006 |
| | Véronique CABIAUX, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2004 - 30 avril 2006 |
| | Renaud LORAND, chef de cabinet adjoint | 11 décembre 2006 - 31 août 2007 |
| | Carl LUKALU, chef de cabinet adjoint | 2 mai 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Coordination de la politique du Gouvernement et sa communication | |
| | Présidence du comité ministériel « création d'activités » | |
| | Organisation de la Task force administrative composée des responsables des administrations, des pararégionaux et autres organismes publics ou parapublics concernés par la « création d'activités » | |
| | Simplification administrative | |
| | E-government et l'informatique administrative | |
| | Évaluation, la prospective et la statistique | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, les relations intra-belges ainsi que le fonctionnement des institutions, en ce compris les relations avec le Parlement | |
| | Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales | |
| | Organisation de la Task force chargée de la préparation et de la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en œuvre et de leur évaluation | |
| | Fonds d'impulsion économique en faveur des zones en reconversion et particulièrement défavorisées et du fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers | |
| | Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière | |
| | Répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale | |
| | Coordination du plan P.L.U.I.E.S. | |
| | Coordination du plan « Habitat permanent dans les équipements touristiques » | |
| | Importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou du maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police dans le respect des critères définis par le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements | |
| | Octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police | |

| André ANTOINE (C.D.H.) | Vice-Président et ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial | |
|---|---|---|
| Cabinet | Philippe BUELEN, chef de cabinet, Politique générale | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Jean-Pol VAN REYBROECK, chef de cabinet, Développement territorial | 19 juillet 2004 - 31 décembre 2008 |
| | Anne VEREECKE, chef de cabinet adjointe, Énergie | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Alain BOUCHAT, chef de cabinet adjoint | 1er août 2004 - 31 mars 2005 |
| | Benoît DISPA, chef de cabinet adjoint, Budget | 18 avril 2005 - 15 juillet 2009 |
| | Aéroports ainsi que leur équipement et leur exploitation | |
| | Transport en commun | |
| | Transport scolaire | |
| | Aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la SNCB | |
| | Politique de l'énergie, en ce compris la recherche scientifique liée à l'énergie et la valorisation des terrils | |
| | Logement | |
| | Aménagement du territoire | |
| | Permis uniques | |
| | Permis uniques | |

| Michel DAERDEN (P.S.) | Vice-Président et ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine | |
|---|---|---|
| Cabinet | Éric SMIT, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 mai 2007 |
| | Dirk DE SMET, chef de cabinet adjoint | 19 juillet 2004 - 31 juillet 2008 |
| | Gaëtan DE LAEVER, chef de cabinet adjoint | 18 juillet 2004 - 31 juillet 2007 |
| | Sébastien DURIEUX, chef de cabinet adjoint | 19 juillet 2004 - 31 janvier 2007 |
| | Budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux régions par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions | |
| | Présidence du comité ministériel chargé du suivi et du monitoring des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public, y compris les sociétés et filiales spécialisées | |
| | Patrimoine, en ce compris les monuments et sites, ainsi que les fouilles | |
| | Travaux publics, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables et la sécurité routière | |
| | Rénovation urbaine | |
| | Cartographie | |
| | Grands ouvrages d'art, y compris la promotion des voies navigables | |
| | Infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées | |

| Marie ARENA (P.S.) | Ministre de la Formation | |
|---|---|---|
| Cabinet | Olivier JUSNIAUX, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 10 septembre 2006 |
| | Noël SCHERER, chef de cabinet | 11 septembre 2006 - 19 août 2007 |
| | Carol DESCAMPS[1], chef de cabinet adjointe | 23 août 2004 - 13 juillet 2009 |
| | Laurent LEVÊQUE, chef de cabinet adjoint | 23 août 2004 - 31 janvier 2007 |
| | Promotion sociale | |
| | Reconversion et le recyclage professionnels | |
| | Cyber-écoles et cyber-classes | |

1 Carol DESCAMPS a été conseillère avec rang de chef de cabinet adjoint du 23 août 2004 au 31 janvier 2006 et chef de cabinet adjointe à partir du 1er février 2006.

| Philippe COURARD (P.S.) | Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Sylvie MARIQUE, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 juillet 2008 |
| | Carine DELFANNE, chef de cabinet adjointe | 1er octobre 2004 - 31 août 2008 |
| | Florence GRAVAR, chef de cabinet adjointe | 1er mai 2005 - 30 septembre 2008 |
| | Mario LONGO, chef de cabinet adjoint | 19 juillet 2004 - 31 juillet 2007 |
| | Pouvoirs subordonnés<br>Tutelle<br>Tutelle sur les zones de police<br>Législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci<br>Fonction publique et l'administration<br>Fabriques d'églises et les établissements chargés du temporel des cultes reconnus | |

| Marie-Dominique SIMONET (C.D.H.) | Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures | |
|---|---|---|
| Cabinet | Laurent LEDOUX, chef de cabinet | 16 mars 2005 - 30 juin 2006 |
| | Jean SÉQUARIS, chef de cabinet | 1er juillet 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Xavier GEUDENS, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Paul VERWILGHEN, chef de cabinet adjoint | 23 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes, et la coopération au développement<br>Recherche scientifique, à l'exception de la recherche scientifique liée à l'énergie<br>Technologies nouvelles<br>Télécommunications (y compris la gestion du contrat WIN), à l'exception des cyber-écoles et cyber-classes | |



| Jean-Claude MARCOURT (P.S.) | Ministre de l'Économie et de l'Emploi | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Sébastien BELLE, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Marie-Kristine VANBOCKESTAL, chef de cabinet adjointe | 10 août 2004 - 11 janvier 2008 |
| | Luc VANDENDORPE, chef de cabinet adjoint | 1er août 2004 - 30 juin 2009 |
| | Économie, en ce compris les PME et l'agréation des entrepreneurs<br>Politique des débouchés et des exportations, de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles, des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles<br>Économie sociale<br>Accueil des investissements étrangers<br>Politique de l'emploi | |

| Christiane VIENNE[1] (P.S.) | Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances | |
|---|---|---|
| Cabinet | Dominique DELHAUTEUR, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 août 2007 |
| | Isabelle NEMERY, chef de cabinet adjointe | 16 août 2004 - 30 juin 2007 |
| | Cécile VAINSEL, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2004 - 15 juin 2006 |
| | Hugues BAYET, chef de cabinet adjoint | 1er juin 2006 - 15 août 2007 |
| | Politique de santé<br>Aide aux personnes, à l'exception de la législation relative aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci<br>Politique d'égalité des chances | |

1 Christiane VIENNE démissionne le 12 juillet 2007 pour devenir sénatrice. Durant l'intérim, ses compétences seront exercées par le ministre Philippe COURARD.

| Benoît LUTGEN (C.D.H.) | Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme | |
|---|---|---|
| Cabinet | André-Marie PONCELET, chef de cabinet | 19 juillet 2004 – 31 janvier 2009 |
| | Jean MAROT, chef de cabinet adjoint | 19 juillet 2004 - 13 juillet 2008 |
| | Thierry VAN DOREN, chef de cabinet adjoint | 1er juillet 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Politique agricole, en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles | |
| | Rénovation rurale, la conservation de la nature et le remembrement | |
| | Environnement, à l'exception des permis uniques | |
| | Démergement | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |
| | Tourisme | |
| | Fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers | |

III. 20 Juillet 2007

| Rudy DEMOTTE (P.S.) | Ministre-Président | |
|---|---|---|
| Cabinet | Anne POUTRAIN, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 août 2008 |
| | Tommy LECLERCQ, chef de cabinet | 5 décembre 2006 - 31 août 2007 |
| | Renaud LORAND, chef de cabinet | 1er septembre 2007 - 14 mai 2009 |
| | Pascale DELCOMMINETTE, chef de cabinet adjointe | 1er août 2004 - 31 août 2007) |
| | Renaud LORAND, chef de cabinet adjoint | 11 décembre 2006 - 31 août 2007 |
| | Carl LUKALU, chef de cabinet adjoint | 2 mai 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Karim IBOURKI, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Julie PATTE, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Denis SIBILLE, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Coordination de la politique du Gouvernement et sa communication | |
| | Présidence du comité ministériel « création d'activités » | |
| | Organisation de la Task force administrative composée des responsables des administrations, des pararégionaux et autres organismes publics ou parapublics concernés par la « création d'activités » | |
| | Simplification administrative | |
| | E-government et l'informatique administrative | |
| | Évaluation, la prospective et la statistique | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, les relations intra-belges ainsi que le fonctionnement des institutions, en ce compris les relations avec le Parlement | |
| | Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales | |
| | Organisation de la Task force chargée de la préparation et de la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en œuvre et de leur évaluation | |
| | Fonds d'impulsion économique en faveur des zones en reconversion et particulièrement défavorisées et du fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers | |
| | Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière | |
| | Répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale | |
| | Coordination du plan P.L.U.I.E.S. | |
| | Coordination du plan « Habitat permanent dans les équipements touristiques » | |
| | Importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou du maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police dans le respect des critères définis par le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements | |
| | Octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police | |

| André ANTOINE (C.D.H.) | Vice-Président et Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial | |
|---|---|---|
| Cabinet | Philippe BUELEN, chef de cabinet, Politique général | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Jean-Pol VAN REYBROECK, chef de cabinet, Développement territorial | 19 juillet 2004 - 31 décembre 2008 |
| | Anne VEREECKE, chef de cabinet adjointe, Énergie | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Benoît DISPA, chef de cabinet adjoint, Budget | 18 avril 2005 - 15 juillet 2009 |
| | Aéroports ainsi que leur équipement et leur exploitation | |
| | Transport en commun | |
| | Transport scolaire | |
| | Aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la SNCB | |
| | Politique de l'énergie, en ce compris la recherche scientifique liée à l'énergie et la valorisation des terrils | |
| | Logement | |
| | Aménagement du territoire | |
| | Permis uniques | |

| Michel DAERDEN (P.S.) | Vice-Président et ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement | |
|---|---|---|
| Cabinet | Sébastien DURIEUX, chef de cabinet | 10 juillet 2007 - 18 juillet 2009 |
| | Dirk DE SMET, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 juillet 2008 |
| | Gaëtan DE LAEVER, chef de cabinet adjoint | 18 juillet 2004 - 31 juillet 2007 |
| | Ingrid GABRIEL, chef de cabinet adjointe | 1er août - 31 décembre 2007 |
| | Gil SIMON, chef de cabinet adjoint | 1er août 2007 - 9 décembre 2007 |
| | Christian PETRY, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux régions par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions | |
| | Présidence du comité ministériel chargé du suivi et du monitoring des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public, y compris les sociétés et filiales spécialisées | |
| | Travaux publics, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables et la sécurité routière | |
| | Rénovation urbaine | |
| | Cartographie | |
| | Grands ouvrages d'art, y compris la promotion des voies navigables | |
| | Infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées | |

| Philippe COURARD (P.S.) | Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Sylvie MARIQUE, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 juillet 2008 |
| | Carine DELFANNE, chef de cabinet adjointe | 1er octobre 2004 - 31 août 2008 |
| | Florence GRAVAR, chef de cabinet adjointe | 1er mai 2005 - 30 septembre 2008 |
| | Mario LONGO, chef de cabinet adjoint | 19 juillet 2004 - 31 juillet 2007 |
| | Fabian COLLARD, chef de cabinet adjoint | 1er août 2007 - 2 novembre 2008 |
| | Pouvoirs subordonnés | |
| | Tutelle | |
| | Tutelle sur les zones de police | |
| | Législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci | |
| | Fonction publique et l'administration | |
| | Fabriques d'églises et les établissements chargés du temporel des cultes reconnus | |

| Jean-Claude MARCOURT (P.S.) | Ministre de l'Économie et de l'Emploi | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Sébastien BELLE, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Gaëtan SERVAIS, chef de cabinet | 27 août 2007 - 31 décembre 2008 |
| | Marie-Kristine VANBOCKESTAL, chef de cabinet adjointe | 10 août 2004 - 11 janvier 2008 |
| | Luc VANDENDORPE, chef de cabinet adjoint | 1er août 2004 - 30 juin 2009 |
| | Économie, en ce compris les PME et l'agréation des entrepreneurs | |
| | Politique des débouchés et des exportations, de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles, des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles | |
| | Économie sociale | |
| | Accueil des investissements étrangers | |
| | Politique de l'emploi | |
| | Patrimoine, en ce compris les monuments et sites, ainsi que les fouilles | |

| Marie-Dominique SIMONET (C.D.H.) | Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean SÉQUARIS, chef de cabinet | 1er juillet 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Xavier GEUDENS, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Paul VERWILGHEN, chef de cabinet adjoint | 23 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes, et la coopération au développement | |
| | Recherche scientifique, à l'exception de la recherche scientifique liée à l'énergie | |
| | Technologies nouvelles | |
| | Télécommunications (y compris la gestion du contrat WIN), à l'exception des cyber-écoles et cyber-classes | |

| Marc TARABELLA[1] (P.S.) | Ministre de la Formation | |
|---|---|---|
| Cabinet | Noël SCHERER, chef de cabinet | 11 septembre 2006 - 19 août 2007 |
| | Pascale DELCOMMINETTE, chef de cabinet | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Carol DESCAMPS[3], chef de cabinet adjointe | 23 août 2004 - 13 juillet 2009 |
| | Promotion sociale | |
| | Reconversion et le recyclage professionnels | |
| | Cyber-écoles et cyber-classes | |

| Paul MAGNETTE[2] (P.S.) | Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances | |
|---|---|---|
| Cabinet | Dominique DELHAUTEUR, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 août 2007 |
| | Pascale DELCOMMINETTE, chef de cabinet | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Hugues BAYET, chef de cabinet adjoint | 1er juin 2006 - 15 août 2007 |
| | Yolande HUSDEN, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Politique de santé | |
| | Aide aux personnes, à l'exception de la législation relative aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci | |
| | Politique d'égalité des chances | |

1 Marc TARABELLA est également ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 2007 au 16 juillet 2009. A. ZAJEGA et R. de BODT, *op. cit.*

2 Paul MAGNETTE est nommé ministre fédéral du Climat et de l'Énergie, le 21 décembre 2007. Du 21 décembre 2007 au 7 janvier 2008, ses compétences seront exercées par le Ministre-Président Rudy DEMOTTE.

3 Carol DESCAMPS a été conseillère avec rang de chef de cabinet adjoint du 23 août 2004 au 31 janvier 2006 et chef de cabinet adjointe à partir du 1er février 2006.

| Benoît LUTGEN (C.D.H.) | Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme | |
|---|---|---|
| Cabinet | André-Marie PONCELET, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 janvier 2009 |
| | Jean MAROT, chef de cabinet adjoint | 19 juillet 2004 - 13 juillet 2008 |
| | Thierry VAN DOREN, chef de cabinet adjoint | 1er juillet 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Politique agricole, en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles | |
| | Rénovation rurale, la conservation de la nature et le remembrement | |
| | Environnement, à l'exception des permis uniques | |
| | Démergement | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |
| | Tourisme | |
| | Fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers | |

## IV. 8 janvier 2008

| Rudy DEMOTTE[1] (P.S.) | Ministre-Président | |
|---|---|---|
| Cabinet | Anne POUTRAIN, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 août 2008 |
| | Renaud LORAND, chef de cabinet | 1er septembre 2007 - 14 mai 2009 |
| | Carl LUKALU, chef de cabinet adjoint | 2 mai 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Karim IBOURKI, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Julie PATTE, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Denis SIBILLE, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Coordination de la politique du Gouvernement et sa communication | |
| | Présidence du comité ministériel « création d'activités » | |
| | Organisation de la Task force administrative composée des responsables des administrations, des pararégionaux et autres organismes publics ou parapublics concernés par la « création d'activités » | |
| | Simplification administrative | |
| | E-Governement et l'informatique administrative | |
| | Évaluation, la prospective et la statistique | |
| | Saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, les relations intra-belges ainsi que le fonctionnement des institutions, en ce compris les relations avec le Parlement | |
| | Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales | |
| | Organisation de la Task force chargée de la préparation et de la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en œuvre et de leur évaluation | |
| | Fonds d'impulsion économique en faveur des zones en reconversion et particulièrement défavorisées et du fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers | |
| | Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière | |
| | Répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale | |
| | Coordination du plan P.L.U.I.E.S. | |
| | Coordination du plan « Habitat permanent dans les équipements touristiques » | |
| | Importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou du maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police dans le respect des critères définis par le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements | |
| | Octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police | |



1 Rudy DEMOTTE est également Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2008 au 16 juillet 2009. A. ZAJEGA et R. de BODT, *op. cit.*

| André ANTOINE (C.D.H.) | Vice-Président et ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial | |
|---|---|---|
| Cabinet | Philippe BUELEN, chef de cabinet, Politique générale | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Jean-Pol VAN REYBROECK, chef de cabinet, Développement territorial | 19 juillet 2004 - 31 décembre 2008 |
| | Pierre-Marie DUFRANNE, chef de cabinet | 1er janvier 2009 - 15 juillet 2009 |
| | Anne VEREECKE, chef de cabinet adjointe, Énergie | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Benoît DISPA, chef de cabinet adjoint, Budget | 18 avril 2005 - 15 juillet 2009 |
| | Aéroports ainsi que leur équipement et leur exploitation | |
| | Transport en commun | |
| | Transport scolaire | |
| | Aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la SNCB | |
| | Politique de l'énergie, en ce compris la recherche scientifique liée à l'énergie et la valorisation des terrils | |
| | Logement | |
| | Aménagement du territoire | |
| | Permis uniques | |

| Michel DAERDEN (P.S.) | Vice-Président et ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement | |
|---|---|---|
| Cabinet | Dirk DE SMET, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 juillet 2008 |
| | Sébastien DURIEUX, chef de cabinet | 10 juillet 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Jean-Marie PONCELET, chef de cabinet | 28 août 2008 - 15 juillet 2009 |
| | Christian PETRY, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Sandra GRASSO, chef de cabinet adjointe | 1er février – 30 novembre 2008 |
| | Budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux régions par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions | |
| | Présidence du comité ministériel chargé du suivi et du monitoring des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public, y compris les sociétés et filiales spécialisées | |
| | Travaux publics, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables et la sécurité routière | |
| | Rénovation urbaine | |
| | Cartographie | |
| | Grands ouvrages d'art, y compris la promotion des voies navigables | |
| | Infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées | |

| Philippe COURARD (P.S.) | Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Sylvie MARIQUE, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 juillet 2008 |
| | Françoise LANNOY, chef de cabinet | 28 août 2008 - 15 juillet 2009 |
| | Carine DELFANNE, chef de cabinet adjointe | 1er octobre 2004 - 31 août 2008 |
| | Florence GRAVAR, chef de cabinet adjointe | 1er mai 2005 - 30 septembre 2008 |
| | Fabian COLLARD, chef de cabinet adjoint | 1er août 2007 - 2 novembre 2008 |
| | Patrick JOSSENS, chef de cabinet adjoint | 1er octobre 2008 - 6 juillet 2009 |
| | Stéphane MARNETTE, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2008 - 20 avril 2009 |
| | Pierre-Yves DERMAGNE, chef de cabinet adjoint | 3 novembre 2008 - 15 juillet 2009 |
| | Pouvoirs subordonnés | |
| | Tutelle | |
| | Tutelle sur les zones de police | |
| | Législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci | |
| | Fonction publique et l'administration | |
| | Fabriques d'églises et les établissements chargés du temporel des cultes reconnus | |

| Jean-Claude MARCOURT[1] (P.S.) | Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean-Sébastien BELLE, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Gaëtan SERVAIS, chef de cabinet | 27 août 2007 - 31 décembre 2008 |
| | Marie-Kristine VANBOCKESTAL, chef de cabinet | 1er janvier 2009- 15 juillet 2009 |
| | Marie-Kristine VANBOCKESTAL, chef de cabinet adjointe | 10 août 2004 - 11 janvier 2008 |
| | Luc VANDENDORPE, chef de cabinet adjoint | 1er août 2004 - 30 juin 2009 |
| | Jean-Pierre DÉSIRON, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2008 - 15 juillet 2009 |
| | Économie, en ce compris les PME et l'agréation des entrepreneurs | |
| | Politique des débouchés et des exportations, de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles, des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles | |
| | Économie sociale | |
| | Accueil des investissements étrangers | |
| | Politique de l'emploi | |
| | Patrimoine, en ce compris les monuments et sites, ainsi que les fouilles | |

| Marie-Dominique SIMONET (C.D.H.) | Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean SÉQUARIS, chef de cabinet | 1er juillet 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Paul VERWILGHEN, chef de cabinet adjoint | 23 juillet 2004 - 15 juillet 2009 |
| | Xavier GEUDENS, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes, et la coopération au développement | |
| | Recherche scientifique, à l'exception de la recherche scientifique liée à l'énergie | |
| | Technologies nouvelles | |
| | Télécommunications (y compris la gestion du contrat WIN), à l'exception des cyber-écoles et cyber-classes | |



| Marc TARABELLA (P.S.) | Ministre de la Formation | |
|---|---|---|
| Cabinet | Pascale DELCOMMINETTE, chef de cabinet | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Carol DESCAMPS[3], chef de cabinet adjointe | 23 août 2004 - 13 juillet 2009 |
| | Promotion sociale | |
| | Reconversion et le recyclage professionnels | |
| | Cyber-écoles et cyber-classes | |

| Didier DONFUT[2] (P.S.) | Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances | |
|---|---|---|
| Cabinet | Pascale DELCOMMINETTE, chef de cabinet | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Yolande HUSDEN, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2007 - 15 juillet 2009 |
| | Politique de santé | |
| | Aide aux personnes, à l'exception de la législation relative aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci | |
| | Politique d'égalité des chances | |

1 Les matières, dont le ministre Jean-Claude MARCOURT avait la charge, furent gérées par le Ministre-Président Rudy DEMOTTE, à partir du 13 juillet 2009 (13 juillet 2009, arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, M.B. du 16 juillet 2009, p. 49665-49667).

2 Le ministre Didier DONFUT démissionne le 12 mai 2009. Les matières, dont il avait la charge, furent gérées par le Ministre-Président Rudy DEMOTTE (14 mai 2009, arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du gouvernement, M.B. du 18 mai 2009, p. 37714-37716).

3 Carol DESCAMPS a été conseillère avec rang de chef de cabinet adjoint du 23 août 2004 au 31 janvier 2006 et chef de cabinet adjointe à partir du 1er février 2006

| Benoît LUTGEN (C.D.H.) | Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme | |
|---|---|---|
| Cabinet | André-Marie PONCELET, chef de cabinet | 19 juillet 2004 - 31 janvier 2009 |
| | François DESQUESNES, chef de cabinet | 1er février - 15 juillet 2009 |
| | Jean MAROT, chef de cabinet adjoint | 19 juillet 2004 - 13 juillet 2008 |
| | Thierry VAN DOREN, chef de cabinet adjoint | 1er juillet 2006 - 15 juillet 2009 |
| | Gaëtan FRIPPIAT, chef de cabinet adjoint | 1er février - 15 juillet 2009 |
| | Politique agricole, en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles | |
| | Rénovation rurale, la conservation de la nature et le remembrement | |
| | Environnement, à l'exception des permis uniques | |
| | Démergement | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |
| | Tourisme | |
| | Fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers | |

## I. 15 juillet 2009

| Rudy DEMOTTE (P.S.) | Ministre-Président | |
|---|---|---|
| Cabinet | Renaud WITMEUR, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - ... |
| | Pascale DELCOMMINETTE, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - ... |
| | Christophe COROUGE, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - 31 août 2009 |
| | Dominique DELATTRE, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - 31 août 2012 |
| | Philippe HUBERT, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - ... |
| | Karim IBOURKI, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - 30 septembre 2011 |
| | Carl LUKALU, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - 30 novembre 2011 |
| | Julie PATTE, chef de cabinet adjointe | 15 juillet 2009 - ... |
| | Duciella TABBARA, chef de cabinet adjointe | 17 juillet 2009 - ... |
| | Lara KOTLAR, chef de cabinet adjointe | 1er avril 2011 - ... |
| | Thierry KIEKEN, chef de cabinet adjoint | 16 septembre 2011 - ... |

Coordination de la politique du Gouvernement et celle de sa communication

Relations intra-belge, en ce compris la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, le fonctionnement des institutions et les relations avec le Parlement

Évaluation, la prospective et la statistique

Coordination du Plan Marshall 2.Vert

Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en oeuvre et de leur évaluation, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales

Répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale

Simplification administrative

E-Gouvernement et l'informatique administrative

Relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes, sans préjudice de l'article 2, 8e tiret, et la coopération au développement telle que visée à l'article 6ter de la loi

Espace Wallonie-Bruxelles

Importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police et dans le respect des critères définis par le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements

Octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police

Coordination du plan P.L.U.I.E.S.

| Jean-Marc NOLLET (ÉCOLO) | Vice-Président et ministre du Développement durable et de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean LEBLOND, chef de cabinet, | 17 juillet 2009 - ... |
| | Marie-Carmen BEX, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2009 - ... |
| | Benjamin RENAVILLE, chef de cabinet adjoint | 2 septembre 2009 - ... |
| | Bernard MONNIER, chef de cabinet adjoint | 1eraoût 2009 - ... |
| | Annabelle JACQUET, chef de cabinet adjointe | 1er août 2009 - ... |
| | Asma METTIOUI, chef de cabinet adjointe | 1er mars 2011 - 13 mars 2012 |
| | Nicolas PIROTTE, chef de cabinet adjoint | 1er janvier 2011 - ... |
| | Olivier SOUMERYN-SCHMIT, chef de cabinet adjoint | 1er janvier 2011 - ... |
| | Politique de l'énergie telle que visée à l'article 6, § 1er, VII, de la loi, en ce compris la valorisation des terrils<br>Logement tel que visé à l'article 6, § 1er, IV, de la loi<br>Coordination des alliances emploi et environnement<br>Fonction publique et l'Administration, en ce compris le département juridique de la DGT 1<br>Recherche scientifique, telle que visée à l'article 6bis de la loi<br>Infrastructures d'accueil de la petite enfance de quelque nature que ce soit, le financement de ces infrastructures et le suivi de ce financement<br>Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière | |

| André ANTOINE (C.D.H.) | Vice-Président et ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports | |
|---|---|---|
| Cabinet | Philippe MATTART, chef de cabinet | 23 juillet 2009 - ... |
| | Philippe BUELEN, chef de cabinet | 24 août 2009 - ... |
| | Michaël VAN DEN KERKHOVE, chef de cabinet | 1er décembre 2009 - ... |
| | Hervé BRIET, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - ... |
| | Cécile DUBUISSON, chef de cabinet adjointe | 17 août 2009 - ... |
| | Marc WILLIQUET, chef de cabinet adjoint | 17 août 2009 - ... |
| | Robert GALLIEN, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2009 - ... |
| | Sylvie OSTERRIETH, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2009 - 15 juin 2011 |
| | Budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux Régions par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions<br>Présidence du Comité ministériel chargé du suivi et du monitoring des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public, y compris les sociétés et filiales spécialisées<br>Politique de l'emploi, telle que visée à l'article 6, § 1er, IX, de la loi<br>Promotion sociale, telle que visée à l'article 3, 3°, du décret<br>Reconversion et le recyclage professionnels tels que visés à l'article 3, 4°, du décret, sauf en ce qui concerne le secteur agricole<br>Domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées, telles que visées à l'article 3, 1°, du décret<br>Aéroports tels que visés à l'article 6, § 1er, X, 7° et 9°, de la loi ainsi que leur équipement et leur exploitation | |

| Jean-Claude MARCOURT (P.S.) | Vice-Président et Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles | |
|---|---|---|
| Cabinet | Renaud LORAND, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - ... |
| | Julien COMPÈRE, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - ... |
| | Jean-Pierre DÉSIRON, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - ... |
| | Patrick DELAUNOIS, chef de cabinet adjoint | 17 juillet 2009 - ... |
| | Jean-Pol AVAUX, chef de cabinet adjoint | 18 juillet 2009 - ... |
| | Pierre LÉONARD, chef de cabinet adjoint | 17 août 2009 - ... |
| | Ludivine GAUTHIER, chef de cabinet adjointe | 1er décembre 2011 - ... |
| | Economie, telle que visée à l'article 6, § 1er, VI, 1° à 3°, de la loi, en ce compris les P.M.E. et l'agréation des entrepreneurs | |
| | Zonings visés à l'article 6, § 1er, I, 3°, de la loi | |
| | Fonds d'impulsion économique en faveur des zones en reconversion et particulièrement défavorisées, en ce compris la coordination des dossiers | |
| | Pôles de compétitivité et leur coordination | |
| | Économie sociale | |
| | Politique des débouchés et des exportations et la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles | |
| | Accueil des investissements étrangers | |
| | Technologies nouvelles | |
| | Télécommunications, y compris la gestion du contrat WIN | |
| | Cyber-classes et cyber-écoles | |

| Paul FURLAN (P.S.) | Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville | |
|---|---|---|
| Cabinet | Denis SIBILLE, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - ... |
| | Stéphane MARNETTE, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - 30 avril 2010 |
| | Tommy LECLERCQ, chef de cabinet adjoint | 24 juillet 2009 - mars 2013 |
| | Marcel KEVELAER, chef de cabinet adjoint | 1er mai 2010 - 21 mai 2011 |
| | Marco ALIBONI, chef de cabinet adjoint | 1er juin 2011- ... |
| | Pouvoirs subordonnés, tels que visés à l'article 6, § 1er, VIII, de la loi | |
| | Tutelle, telle que visée à l'article 7 de la loi | |
| | Tutelle sur les zones de police, telle que définie par le décret du 12 février 2004 modifiant le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne | |
| | Législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci | |
| | Fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, tels que visés à l'article 6, § 1er, VIII, 6°, de la loi | |
| | Rénovation urbaine, telle que visée à l'article 6, § 1er, I, 4°, de la loi | |
| | Tourisme, tel que visé à l'article 3, 2°, du décret | |

| Eliane TILLIEUX (P.S.) | Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances | |
|---|---|---|
| Cabinet | Françoise LANNOY, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - ... |
| | Charles-Henri RUSSON, chef de cabinet adjoint | 17 juillet 2009 - ... |
| | Serge CLOSSEN, chef de cabinet adjoint | 23 juillet 2009 - ... |
| | Marc XHROUET, chef de cabinet adjoint | 15 septembre 2009 - 31 mars 2012 |
| | Politique de santé, telle que visée à l'article 3, 6°, du décret | |
| | Aide aux personnes, telle que visée à l'article 3, 7°, du décret, à l'exception de la législation relative aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci | |
| | Coordination du plan « Habitat permanent dans les équipements touristiques » | |
| | Politique d'égalité des chances | |

| Philippe HENRY (ÉCOLO) | Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité | |
|---|---|---|
| Cabinet | Dominique PERRIN, chef de cabinet | 24 août 2009 - 28 février 2010 |
| | Jacques DEFER, chef de cabinet | 1er mars 2010 - ... |
| | Hubert BEDORET, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2009 - ... |
| | Dominique JUNNE, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2009 - 30 juillet 2012 |
| | Coralie VIAL, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2009 - 28 février 2011 |
| | Transport en commun, tel que visé à l'article 6, § 1er, X, 8°, de la loi et les actions du programme 14.02 du budget | |
| | Transport scolaire, tel que visé à l'article 3, 5°, du décret | |
| | Mobilité douce, y compris notamment la promotion des voies navigables et du R.A.V.E.L. | |
| | Aspects régionaux de la mise en oeuvre du plan d'investissement de la S.N.C.B. | |
| | Aménagement du territoire, tel que visé à l'article 6, § 1er I, de la loi, à l'exception du 3°, 4°, et du 7° | |
| | Environnement, tel que visé à l'article 6, § 1er, II, 1° à 4°, de la loi, en ce compris l'éducation à l'environnement et le dragage des voies hydrauliques, dont le dragage proprement dit, le traitement, le séchage et la valorisation des résidus de dragage[1] | |
| | Démergement, tel que visé à l'article 6, § 1er, III, 9°, de la loi | |
| | Gestion des ressources du sous-sol | |
| | Cartographie | |

| Benoît LUTGEN (C.D.H.) | Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine | |
|---|---|---|
| Cabinet | François DESQUESNES, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - 4 septembre 2011 |
| | Vincent PEREMANS, chef de cabinet | 5 septembre 2011 - ... |
| | Gaëtan FRIPPIAT, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - 31 décembre 2010 |
| | Brieuc QUEVY, chef de cabinet adjoint | 17 juillet 2009 - ... |
| | Vincent PEREMANS, chef de cabinet adjoint | 27 juillet 2009 - 4 septembre 2011 |
| | Benoît DISPA, chef de cabinet adjoint | 6 août 2009 - ... |
| | Francis MARTIN, chef de cabinet adjoint | 18 août 2009 - 30 juin 2012 |
| | Philippe COLSON, chef de cabinet adjoint | 16 mars 2011- ... |
| | Travaux publics, tels que visés à l'article 6, § 1er, X, 1° à 6°, de la loi en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies hydrauliques, sauf leur dragage, et la sécurité routière y compris la tutelle sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques[2] | |
| | Grands ouvrages d'art, tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 portant transfert des voies hydrauliques aux Régions | |
| | Politique agricole, telle que visée à l'article 6, § 1er, V, de la loi, en ce compris le Centre de Recherches agronomiques de Gembloux, les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles | |
| | Rénovation rurale, la conservation de la nature et le remembrement, tels que visés à l'article 6, § 1er, III, de la loi, à l'exception du 9 (démergement), en ce compris l'éducation à la nature; | |
| | Fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers | |
| | Reconversion et le recyclage professionnels, tels que visés à l'article 3, 4°, du décret pour ce qui concerne le secteur agricole | |
| | Patrimoine, en ce compris les monuments et sites, tels que visés à l'article 6, § 1er, I, 7°, de la loi ainsi que les fouilles | |

1 et 2 Modification apportée par l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 9.02.2010).

## II. 15 décembre 2011

| Rudy DEMOTTE (P.S.) | Ministre-Président | |
|---|---|---|
| Cabinet | Renaud WITMEUR, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - ... |
| | Pascale DELCOMMINETTE, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - ... |
| | Dominique DELATTRE, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - 31 août 2012 |
| | Philippe HUBERT, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009- ... |
| | Julie PATTE, chef de cabinet adjointe | 15 juillet 2009 - ... |
| | Duciella TABBARA, chef de cabinet adjointe | 17 juillet 2009 - ... |
| | Lara KOTLAR, chef de cabinet adjointe | 1er avril 2011- ... |
| | Thierry KIEKEN, chef de cabinet adjoint | 16 septembre 2011 - ... |

Coordination de la politique du Gouvernement et celle de sa communication

Relations intra-belge, en ce compris la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, le fonctionnement des institutions et les relations avec le Parlement

Évaluation, la prospective et la statistique

Coordination du Plan Marshall 2.Vert

Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en oeuvre et de leur évaluation, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales

Répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale

Simplification administrative

E-Gouvernement et l'informatique administrative

Relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes, sans préjudice de l'article 2, 8e tiret, et la coopération au développement telle que visée à l'article 6 ter de la loi

Espace Wallonie-Bruxelles

Importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police et dans le respect des critères définis par le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements

Octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police;

Coordination du plan P.L.U.I.E.S.



| Jean-Marc NOLLET (ÉCOLO) | Vice-Président et ministre du Développement durable et de la Fonction publique | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jean LEBLOND, chef de cabinet, | 17 juillet 2009 - ... |
| | Asma METTIOUI, chef de cabinet | 14 mars 2012 - ... |
| | Marie-Carmen BEX, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2009 - ... |
| | Benjamin RENAVILLE, chef de cabinet adjoint | 2 septembre 2009 - ... |
| | Bernard MONNIER, chef de cabinet adjoint | 1eraoût 2009 - ... |
| | Annabelle JACQUET, chef de cabinet adjointe | 1er août 2009 - ... |
| | Nicolas PIROTTE, chef de cabinet adjoint | 1er janvier 2011 - ... |
| | Olivier SOUMERYN-SCHMIT, chef de cabinet adjoint | 1er janvier 2011 - ... |
| | Asma METTIOUI, chef de cabinet adjointe | 1er mars 2011 - 13 mars 2012 |

Politique de l'énergie telle que visée à l'article 6, § 1er, VII, de la loi, en ce compris la valorisation des terrils

Logement tel que visé à l'article 6, § 1er, IV, de la loi

Coordination des alliances emploi et environnement

Fonction publique et l'Administration, en ce compris le département juridique de la DGT 1

Recherche scientifique, telle que visée à l'article 6 bis de la loi

Infrastructures d'accueil de la petite enfance de quelque nature que ce soit, le financement de ces infrastructures et le suivi de ce financement

Implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière

| André ANTOINE (C.D.H.) | Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports | |
|---|---|---|
| Cabinet | Philippe MATTART, chef de cabinet | 23 juillet 2009 - ... |
| | Philippe BUELEN, chef de cabinet | 24 août 2009 - 30 juin 2012 |
| | Michaël VAN DEN KERKHOVE, chef de cabinet | 1er décembre 2009 - ... |
| | Hervé BRIET, chef de cabinet | 1er juillet 2012 - ... |
| | Hervé BRIET, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - 30 juin 2012 |
| | Cécile DUBUISSON, chef de cabinet adjointe | 17 août 2009 - ... |
| | Marc WILLIQUET, chef de cabinet adjoint | 17 août 2009 - ... |
| | Robert GALLIEN, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2009 - ... |
| | Hélène DUBOIS, chef de cabinet adjointe | 16 mai 2012 - ... |
| | Bernadette LAMBRECHTS, chef de cabinet adjointe | ? – 31 octobre 2013 |
| | Thierry ZELLER, chef de cabinet adjoint | 1er novembre 2013 |
| | Budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux Régions par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions<br>Présidence du Comité ministériel chargé du suivi et du monitoring des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public, y compris les sociétés et filiales spécialisées<br>Politique de l'emploi, telle que visée à l'article 6, § 1er, IX, de la loi<br>Promotion sociale, telle que visée à l'article 3, 3°, du décret<br>Reconversion et le recyclage professionnels tels que visés à l'article 3, 4°, du décret, sauf en ce qui concerne le secteur agricole<br>Domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées, telles que visées à l'article 3, 1°, du décret<br>Aéroports tels que visés à l'article 6, § 1er, X, 7° et 9°, de la loi ainsi que leur équipement et leur exploitation | |

| Jean-Claude MARCOURT (P.S.) | Vice-Président et ministre de l'Économie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles | |
|---|---|---|
| Cabinet | Renaud LORAND, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - ... |
| | Julien COMPÈRE, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - 31 janvier 2013 |
| | Sylvianne PORTUGAELS, chef de cabinet | 1er février 2013 - ... |
| | Jean-Pierre DÉSIRON, chef de cabinet adjoint | 16 juillet 2009 - ... |
| | Patrick DELAUNOIS, chef de cabinet adjoint | 17 juillet 2009 - ... |
| | Jean-Pol AVAUX, chef de cabinet adjoint | 18 juillet 2009 - ... |
| | Pierre LÉONARD, chef de cabinet adjoint | 17 août 2009 - ... |
| | Ludivine GAUTHIER, chef de cabinet adjointe | 1er décembre 2011 - ... |
| | Économie, telle que visée à l'article 6, § 1er, VI, 1° à 3°, de la loi, en ce compris les P.M.E. et l'agréation des entrepreneurs<br>Zonings visés à l'article 6, § 1er, I, 3°, de la loi<br>Fonds d'impulsion économique en faveur des zones en reconversion et particulièrement défavorisées, en ce compris la coordination des dossiers<br>Pôles de compétitivité et leur coordination<br>Économie sociale<br>Politique des débouchés et des exportations et la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles;<br>Accueil des investissements étrangers<br>Technologies nouvelles<br>Télécommunications, y compris la gestion du contrat WIN<br>Cyber-classes et cyber-écoles | |

| Paul FURLAN (P.S.) | Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville | |
|---|---|---|
| Cabinet | Denis SIBILLE, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - ... |
| | Tommy LECLERCQ, chef de cabinet adjoint | 24 juillet 2009 - mars 2013 |
| | Marco ALIBONI, chef de cabinet adjoint | 1er juin 2011- ... |

Pouvoirs subordonnés, tels que visés à l'article 6, § 1er, VIII, de la loi

Tutelle, telle que visée à l'article 7 de la loi

Tutelle sur les zones de police, telle que définie par le décret du 12 février 2004 modifiant le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne

Législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci

Fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, tels que visés à l'article 6, § 1er, VIII, 6°, de la loi

Rénovation urbaine, telle que visée à l'article 6, § 1er, I, 4°, de la loi

Tourisme, tel que visé à l'article 3, 2°, du décret

| Eliane TILLIEUX (P.S.) | Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances | |
|---|---|---|
| Cabinet | Françoise LANNOY, chef de cabinet | 17 juillet 2009 - ... |
| | Charles-Henri RUSSON, chef de cabinet adjoint | 17 juillet 2009 - ... |
| | Serge CLOSSEN, chef de cabinet adjoint | 23 juillet 2009 - ... |
| | Marc XHROUET, chef de cabinet adjoint | 15 septembre 2009 - 31 mars 2012 |
| | Isabelle PAUL, chef de cabinet adjointe | 1er avril 2012 - ... |

Politique de santé, telle que visée à l'article 3, 6°, du décret

Aide aux personnes, telle que visée à l'article 3, 7°, du décret, à l'exception de la législation relative aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci

Coordination du plan « Habitat permanent dans les équipements touristiques »

Politique d'égalité des chances



| Philippe HENRY (ÉCOLO) | Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité | |
|---|---|---|
| Cabinet | Jacques DEFER, chef de cabinet | 1er mars 2010- ... |
| | Hubert BEDORET, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2009 - ... |
| | Dominique JUNNE, chef de cabinet adjointe | 1er septembre 2009 - 30 juillet 2012 |
| | Michel DACHELET, chef de cabinet adjoint | 1er septembre 2009 - 28 février 2011 |

Transport en commun, tel que visé à l'article 6, § 1er, X, 8°, de la loi et les actions du programme 14.02 du budget

Transport scolaire, tel que visé à l'article 3, 5°, du décret

Mobilité douce, y compris notamment la promotion des voies navigables et du R.A.V.E.L.

Aspects régionaux de la mise en oeuvre du plan d'investissement de la S.N.C.B.

Aménagement du territoire, tel que visé à l'article 6, § 1er, I, de la loi, à l'exception du 3°, 4°, et du 7°

Environnement, tel que visé à l'article 6, § 1er, II, 1° à 4°, de la loi, en ce compris l'éducation à l'environnement et le dragage des voies hydrauliques, dont le dragage proprement dit, le traitement, le séchage et la valorisation des résidus de dragage

Démergement, tel que visé à l'article 6, § 1er, III, 9°, de la loi

Gestion des ressources du sous-sol

Cartographie

| Carlo DI ANTONIO (C.D.H.) | Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine | |
|---|---|---|
| Cabinet | Vincent PEREMANS, chef de cabinet | 5 septembre 2011 - ... |
| | Brieuc QUEVY, chef de cabinet adjoint | 17 juillet 2009 - ... |
| | Benoît DISPA, chef de cabinet adjoint | 6 août 2009 - ... |
| | Francis MARTIN, chef de cabinet adjoint | 18 août 2009 - 30 juin 2012 |
| | Philippe COLSON, chef de cabinet adjoint | 16 mars 2011- ... |
| | Travaux publics, tels que visés à l'article 6, § 1er, X, 1° à 6°, de la loi en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies hydrauliques, sauf leur dragage, et la sécurité routière y compris la tutelle sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques<br>Grands ouvrages d'art, tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 portant transfert des voies hydrauliques aux Régions<br>Politique agricole, telle que visée à l'article 6, § 1er, V, de la loi, en ce compris le Centre de Recherches agronomiques de Gembloux, les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles<br>Rénovation rurale, la conservation de la nature et le remembrement, tels que visés à l'article 6, § 1er, III, de la loi, à l'exception du 9 (démergement), en ce compris l'éducation à la nature;<br>Fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers<br>Reconversion et le recyclage professionnels, tels que visés à l'article 3, 4°, du décret pour ce qui concerne le secteur agricole<br>Patrimoine, en ce compris les monuments et sites, tels que visés à l'article 6, § 1er, I, 7°, de la loi ainsi que les fouilles | |

# VI. DÉCLARATIONS DE POLITIQUE RÉGIONALE

1. *Déclaration de politique régionale* / du Président de l'Exécutif de la Région wallonne, [Jean-Maurice DEHOUSSE], (Andenne, Magermans), 20 p.
   Déclaration présentée devant l'« Assemblée des parlementaires de la Région wallonne », le 14 mai 1979, à Namur[1].

   Voir aussi :Compte rendu : séance du lundi 14 mai 1979 / Assemblée des parlementaires de la Région wallonne, s.l., 1979, 20 p.

2. *Déclaration de politique régionale* / de l'Exécutif régional wallon, s.l., 3 novembre 1980, 10 f°.
   Déclaration présentée par le président de l'E.R.W. Jean-Maurice DEHOUSSE devant le Conseil régional wallon le 6 novembre 1980. - Document de l'E.R.W., réf. NEXT/103ter/DI/jf/ls.

   Voir aussi : Compte rendu du Conseil régional wallon - C.R. n° 2 (1980-1981).

3. *Déclaration complémentaire de politique régionale* / Exécutif régional wallon, Bruxelles, Exécutif régional wallon, 10 avril 1981, 6 f°.
   Déclaration présentée par le président de l'E.R.W., Jean-Maurice DEHOUSSE, devant le Conseil régional wallon le 21 avril 1981. - Document de l'E.R.W., sans réf.

   Voir aussi : Compte rendu intégral du Conseil régional wallon – C.R.I. n° 9 (1980-1981).

4. *Déclaration de politique régionale* / Exécutif régional wallon, s.l., 8 février 1982, 33 f°.
   Déclaration présentée par le ministre-président de la Région wallonne André DAMSEAUX, devant le Conseil régional wallon le 8 février 1982.

   Voir aussi : C.R.I. n° 3 (1981-1982).



5. *Déclaration de politique régionale* / [Exécutif régional wallon], s.l., [janvier 1986], [54] p.
   Déclaration présentée par le ministre-président de l'E.R.W. Melchior WATHELET devant le Conseil régional wallon le 15 janvier 1986.

   Voir aussi : C.R.I. n° 2 (1985-1986).

6. *Déclaration de politique régionale* / de l'Exécutif régional wallon, s.l., 10 février 1988, (Andenne, Magermans), 19 p.
   Déclaration présentée par le ministre-président de l'E.R.W. Guy COËME devant le Conseil régional wallon le 10 février 1988 et mise en discussion le 12 février 1988. - Document du C.R.W. 11 (SE 1988), n° 1.

   Voir aussi : C.R.I. n° 2, n° 3 et n° 4 (SE 1988).

7. *Déclaration de politique fédérale [sic] de Wallonie* / [Exécutif régional wallon], s.l., 27 février 1989, (Andenne, Magermans), 16 p.
   Déclaration complémentaire de politique régionale présentée par le ministre-président de l'E.R.W. Bernard ANSELME devant le Conseil régional wallon le 27 février 1989 et mise en discussion
   le 28 février 1989. - Document du C.R.W. 89 (1988-1989) n° 1.

   Voir aussi : C.R.I. n° 6, n° 7 et n° 8 (1988-1989).

---

1 Liste des abréviations utilisées dans ce chapitre : C.R. : compte rendu ; C.R.I. : compte rendu intégral ; C.R.W. : conseil régional wallon ; E.R.W. : exécutif régional wallon ; P.W. : parlement wallon ; SE : session extraordinaire

2 Nous avons ajouté aux Déclarations de politique régionale proprement dites, les contrats d'avenir et le « plan Marshall » qui apparaissent comme des compléments importants aux DPR.

8. *Déclaration de politique régionale* / de l'Exécutif régional wallon, s.l., 22 janvier 1992, (Andenne, Magermans), 27 p.
Déclaration complémentaire de politique régionale présentée par le ministre-président de l'E.R.W., Guy SPITAELS, devant le Conseil régional wallon le 22 janvier 1992 et mise en discussion
le 24 janvier 1992. - Document du C.R.W. 6 (SE 1992) n° 1.

Voir aussi : C.R.I. n° 2, n° 3 et n° 4 (SE 1992).

9. *Déclaration complémentaire de politique régionale* / du Gouvernement wallon, s.l., 23 novembre 1993, (Andenne, Magermans), 13 p.
Déclaration présentée par le ministre-président du Gouvernement wallon, Guy SPITAELS, devant le Conseil régional wallon le 23 novembre 1993 et mise en discussion le 24 novembre 1993. - Document du C.R.W. 192 (1993-1994) n° 1.

Voir aussi : C.R.I. n° 3 et n° 4 (1993-1994).

10. *Déclaration* / du Gouvernement wallon, s.l., 9 février 1994, (Andenne, Magermans), 6 p.
Déclaration complémentaire de politique régionale présentée par le ministre-président du Gouvernement wallon, Robert COLLIGNON, devant le Conseil régional wallon le 9 février 1994. - Document du C.R.W. 213 (1993-1994) n° 1.

Voir aussi : C.R.I. n° 10 (1993-1994).

11. *Déclaration de politique régionale* / du Gouvernement wallon, s.l., 22 juin 1995, (Andenne, Magermans), 27 p.
Déclaration présentée par le ministre-président du Gouvernement wallon, Robert COLLIGNON, devant le Parlement wallon le 22 juin 1995 et mise en discussion les 27 et 28 juin 1995. - Document du
P.W. 6 (SE 1995) n° 1.

Voir aussi : C.R.I. n°s 3, 4, 5 et 6 (SE 1995).

12. *Déclaration de politique régionale complémentaire*/ du Gouvernement wallon, s.l., 4 novembre 1997, (Andenne, Magermans), 18 p.
Déclaration présentée par le ministre-président du Gouvernement wallon, Robert COLLIGNON, devant le Parlement wallon le 4 novembre 1997 et mise en discussion le 5 novembre 1997. - Document du P.W. 304 (1997-1998) n° 1.

Voir aussi : C.R.I. n°s 2 et 4 (1997-1998).

13. *Déclaration de politique régionale* / du Gouvernement wallon, 15 juillet 1999, 39 p.
Déclaration présentée par le ministre-président du Gouvernement wallon, Élio DI RUPO devant le Parlement wallon le 15 juillet 1999 et mise en discussion le 16 juillet 1999. - Document du P.W. 9 (SE 1999), n° 1.

Voir aussi : C.R.I. n°s 4 et 5 (1999).

14. *Contrat d'avenir pour la Wallonie*, 20 janvier 2000, 131 p.[49] - Document du P.W. 80, n° 1 (1999-2000).
Voir aussi : documents du P.W. 80, n° 2/1 à 7 (1999-2000) et C.R.I. 10 (1999-2000).

15. *Déclaration de politique régionale actualisée* / du Gouvernement wallon, 17 octobre 2001, 12 p.
Déclaration présentée par le ministre-président du Gouvernement wallon, Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE, devant le Parlement wallon le 17 octobre 2001 et mise en discussion le 18 octobre 2001. - Document du P.W. 206 (2001-2002), n° 1.

Voir aussi : C.R.I. n° 02 (2001-2002).

16. *Contrat d'avenir pour la Wallonie* actualisé, 4 avril 2002, 35 p. - Document du P.W. 345, n° 1 (2001-2002).

Voir aussi : C.R.I. 21 et 23 (2001-2002).

17. *Déclaration de politique régionale* / du Gouvernement wallon, 20 juillet 2004, 87 p.
Déclaration présentée par le ministre-président du Gouvernement wallon, Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE, devant le Parlement wallon le 20 juillet 2004 et mise en discussion le 22 juillet 2004. - Document du P.W. 10 (SE 2004), n° 1.

Voir aussi : C.R.I. n° 4 (SE 2004).

18. *Plan d'actions prioritaires pour l'avenir wallon*, communément appelé « Plan Marshall », adopté par le Gouvernement le 30 août 2005, 33 p.

19. *Contrat d'avenir pour les Wallonnes et les Wallons*, 1er février 2005, 68 p. - Document du P.W. 85, n° 1 (2004-2005).

Voir aussi : documents du P.W. 85, n° 2 (2004-2005), C.R.I. 25 et 32 (2004-2005), C.R.A.C. 12 à 14 (2004-2005).

20. *Déclaration de politique régionale wallonne* « Une énergie partagée pour une société durable, humaine et solidaire », 16 juillet 2009, 146 p. - Document du P.W. 8 (SE 2009), n° 1.

# VII. ARRÊTÉS RÉGLANT LE FONCTIONNEMENT DE L'EXÉCUTIF, PUIS DU GOUVERNEMENT

Arrêté royal du 13 avril 1979 portant organisation provisoire des Exécutifs des Communautés et des Régions (M.B. du 19.4.1979).

Arrêté royal du 6 juillet 1979 portant organisation provisoire des Exécutifs des Communautés et des Régions (M.B. du 10.7.1979).
*Modifié par l'AR du 5 juin 1980 (M.B. du 11.6.1980) et par l'AR du 16 février 1981 (M.B. du 21.3.1981).*

Arrêté royal du 27 septembre 1979 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif de la Région wallonne (M.B. du 6.11.1979).
*Modifié par l'AR du 30 juin 1980 (M.B. du 25.7.1980).*

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 portant création de trois cellules provisoires de l'Exécutif régional wallon (M.B. du 28.1.1982).

Arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon (M.B. du 3.4.1982).
*Modifié par les arrêtés de l'ERW du 23 décembre 1985 (M.B. du 11.3.1986) et du 9 juillet 1987 (M.B. du 1.10.1987).*

Arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif (M.B. du 19.8.1982).

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1988 fixant la répartition des compétences entre les ministres, membres de l'Exécutif et réglant la signature des actes de l'Exécutif (M.B. du 9.4.1988)



Arrêté de l'Exécutif du 6 mai 1988 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon (M.B. du 16.6.1988).
*Modifié par l'arrêté de l'ERW du 22 septembre 1988 (M.B. du 17.12.1988).*

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mai 1988 fixant la répartition des compétences entre les ministres, membres de l'Exécutif, et réglant la signature des actes de l'Exécutif (M.B. du 29.7.1988).

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 janvier 1989 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes de l'Exécutif (M.B. du 24.2.1989)
*Modifié par les arrêtés de l'ERW du 11 mai 1989 (M.B. du 29.7.1989), du 3 mai 1990 (M.B. du 18.8.1990) et du 7 juin 1990 (M.B. du 19.9.1990).*

Arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1989 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon (M.B. du 3.3.1989).
*Modifié par l'arrêté de l'ERW du 11 mai 1989 (M.B. du 29.7.1989) et complété par l'arrêté de l'ERW du 29 juin 1989 (M.B. du 30.8.1989).*

Arrêté de l'Exécutif du 31 janvier 1991 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon (M.B. du 9.4.1991).
*Modifié par l'arrêté de l'ERW du 16 janvier 1992 (M.B. du 4.3.1992).*

Arrêté de l'Établissement du 4 juin 1991 fixant son règlement d'ordre intérieur et organisant les délégations en son sein (M.B. du 28.6.1991).
*Abrogé par l'arrêté de l'Établissement du 31 juillet 1992 (M.B. du 21.11.1992).*

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 janvier 1992 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes de l'Exécutif (M.B. du 4.3.1992).

Arrêté de l'Établissement du 31 juillet 1992 fixant son règlement d'ordre intérieur et organisant les délégations en son sein (M.B. du 21.11.1992).

Arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement (M.B. du 27.11.1993).

Arrêté du Gouvernement wallon du 27 janvier 1994 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 9.2.1994).

Arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement (M.B. du 8.8.1995).
*Modifié par les arrêtés du GW du 14 décembre 1995 (M.B. du 11.1.1996), du 8 février 1996 (M.B. du 2.3.1996 - 2e éd.) et du 25 avril 1996 (M.B. du 21.5.1996).*

Arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement (M.B. du 8.8.1996).
*Modifié par l'arrêté du GW du 12 décembre 1996 (M.B. du 24.12.1996).*

Arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 18.12.1996).

Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement (M.B. du 8.8.1997).
*Modifié par l'arrêté du GW du 1er octobre 1998 (M.B. du 13.10.1998).*

Arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement *(M.B. du 29.7.1999 - Ed.1)*.
*Modifié par l'arrêté du GW du 14 octobre 1999 (M.B. du 6.11.1999).*



Arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement (M.B. du 12.8.1999).

Arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 octroyant le titre de vice-président à certains ministres (M.B. du 12.8.1999).
*Modifié par l'arrêté du GW du 8 avril 2000 (M.B. du 15.4.2000).*

Arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 15.4.2000).
*Modifié par l'arrêté du GW du 17 octobre 2000 (M.B. du 24.10.2000 – Ed.1).*

Arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 modifiant, en vue de l'introduction de l'euro, l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement et l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des ministres du Gouvernement wallon (M.B. du 04/09/2001).

Arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement (M.B. du 11.09.2001, erratum M.B. du 27.03.2002).
*Modifié par les arrêtés du GW du 6 juin 2002 (M.B. 27.06.2002) et du 26 août 2003 (M.B. du 01.09.2003).*

Arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 11.9.2001).

Arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement. - Erratum (M.B. du 27.03.2003).

Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 24.07.2003).

Arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 01.09.2003).
*Modifié par les arrêtés du GW du 18 décembre 2003 (M.B. du 02.01.2004) et du 27 mai 2004 (M.B. du 07.04.2004).*

Arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 05.08.2004).
*Modifié par l'arrêté du GW du 8 septembre 2005 (M.B. du 15.09.2005).*

Arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement (M.B. du 07.09.2004).
*Modifié par les arrêtés du GW du 16 septembre 2004 (M.B. du 23.09.2004) et du 15 avril 2005 (M.B. du 04.05.2005).*

Arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 17.10.2005).

Arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2007 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 25.07.2007).

Arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2007 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 31.12.2007).

Arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 11.01.2008).

Arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 18.05.2009).

Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 5.08.2009).

Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement (M.B. du 5.08.2009) .

Arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 2010 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 9.02.2010).

Arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (M.B. du 23.12.2011).

# VIII. DATES DES ÉLECTIONS DEPUIS 1968

| Dates des élections depuis 1968 | |
|---|---|
| 31 mars 1968 | Élections nationales (Chambre et Sénat) et provinciales |
| 11 octobre 1970 | Élections communales |
| 7 novembre 1971 | Élections nationales (Chambre et Sénat) et provinciales |
| 21 novembre 1971 | Élection du Conseil d'agglomération de Bruxelles |
| 10 mars 1974 | Élections nationales (Chambre et Sénat), provinciales et du Conseil de la Communauté germanophone |
| 10 octobre 1976 | Élections communales |
| 17 avril 1977 | Élections nationales (Chambre et Sénat), provinciales et du Conseil de la Communauté germanophone |
| 17 décembre 1978 | Élections nationales (Chambre et Sénat), provinciales et du Conseil de la Communauté germanophone |
| 10 juin 1979 | Élection européennes |
| 8 novembre 1981 | Élections nationales (Chambre et Sénat), provinciales et du Conseil de la Communauté germanophone |
| 10 octobre 1982 | Élections communales |
| 17 juin 1984 | Élections européennes |
| 13 octobre 1985 | Élections nationales (Chambre et Sénat) et provinciales |
| 26 octobre 1986 | Élection du Conseil de la Communauté germanophone |
| 13 décembre 1987 | Élections nationales (Chambre et Sénat) et provinciales |
| 9 octobre 1988 | Élections communales |
| 18 juin 1989 | Élections européennes et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale |
| 28 octobre 1990 | Élections du Conseil de la Communauté germanophone |
| 24 novembre 1991 | Élections nationales (Chambre et Sénat) et provinciales |
| 12 juin 1994 | Élections européennes |
| 9 octobre 1994 | Élections communales et provinciales |
| 21 mai 1995 | Élections fédérales et régionales |
| 13 juin 1999 | Élections fédérales, régionales et européennes |
| 8 octobre 2000 | Élections communales et provinciales |
| 18 mai 2003 | Élections fédérales |
| 13 juin 2004 | Élections régionales et européennes |
| 8 octobre 2006 | Élections communales et provinciales |
| 10 juin 2007 | Élections fédérales |
| 7 juin 2009 | Élections régionales et européennes |

# INDEX DES NOMS

| | |
|---|---|
| **A** | |
| AGOSTI Jean-Luc | 53, 55 |
| ALIBONI Marco | 82, 86 |
| ANCION William | 55 |
| ANDRIANNE Louis | 18 |
| ANSELME Bernard | 22 ,23 41,42, 44, 50, 54 |
| ANTOINE André | 67, 71, 74, 77, 81, 85 |
| ANTOINE Bernard | 47, 49, 51, 60, 63 |
| ARENA Marie | 60, 63, 68, 71 |
| AUBECQ Charles | 39 |
| AVAUX Jean-Pol | 82, 85 |
| **B** | |
| BAILLY Sylvain | 44, 53, 55 |
| BALEUX Claude | 18 |
| BARBASON Maurice | 9 |
| BARTHÉLEMY Jean | 39 |
| BASECQ Christian | 34, 40 |
| BAUDSON André | 43, 44, 46, 48, 50 |
| BAYET Hugues | 72, 75 |
| BEDORET Hubert | 83, 86 |
| BELLE Jean-Sébastien | 61, 64, 69, 72, 75, 78 |
| BERGER Jean-Marie | 51, 53, 55 |
| BERTOUILLE André | 24, 31, 33 |
| BERTRAND Pierre | 16 |
| BEX Marie-Carmen | 81, 84 |
| BINET Robert | 26, 27, 31, 33, 35 |
| BLEROT Philippe | 49, 51, 53, 55 |
| BOHET Joseph | 34 |
| BOLLY Bernard | 49 |
| BONTYES Nicolas | 16, 17, 31, 33, 35 |
| BOUCHAT Alain | 67, 71 |
| BOUGARD Jean | 26, 27 |
| BOURLARD M. | 15 |
| BRAIBANT Alain | 55 |
| BREUER Jean-François | 39 |
| BRIBOSIA Michel | 39 |
| BRIET Hervé | 81, 85 |
| BUELEN Philippe | 53, 55, 67, 71, 74, 77, 81, 85 |
| BURNOTTE Daniel | 59, 62, 64 |
| BURTON Pierre | 10, 17 |
| BURY Robert | 35, 38 |
| BUSQUIN Philippe | 29, 30, 32, 34, 40 |
| **C** | |
| CABIAUX Véronique | 67, 70 |
| CAIGNIE Roger | 43, 44 |
| CALIFICE Alfred | 9, 15, 16, 17, 18 |
| CANTRAINE Roger | 9 |
| CARLIER Ernest | 9 |
| CARTUYVELS Pierre | 53, 55 |
| CEREXHE Étienne | 10, 11 |
| CHARLIER Philippe | 69 |

| | |
|---|---|
| CHARLIER Pierre | 24 |
| CISELET Jean-Claude | 30, 32 |
| CLAUSE Robert | 43, 44, 46 |
| CLOSE Édouard | 9 |
| CLOSSEN Serge | 82, 86 |
| CLOSSET Bernard de | 35 |
| COËME Guy | 27, 40, 89 |
| COLLARD Fabian | 74, 77 |
| COLLIGNON Robert | 47, 49, 52, 54, 89 |
| COLLIN René | 53, 55 |
| COLSON Philippe | 83, 87 |
| COMPERE Julien | 82, 85 |
| COOLS André | 40, 41, 42 |
| CORNÉLIS Michel | 53, 55 |
| CORNET D'ELZIUS Charles | 17 |
| COROUGE Christophe | 80 |
| COURARD Philippe | 66, 68, 72, 74, 77 |
| COURTIN Jean | 43, 44, 46 |
| CRÉMER André | 46, 47, 49 |
| CROUGHS Roger | 46, 48, 50, 52,54 |
| **D** | |
| DACHELET Michel | 86 |
| DAERDEN Michel | 57, 59, 62, 65, 68, 71, 74, 77 |
| DALEM Amand | 39, 40, 41, 43, 44 |
| DAMSEAUX André | 29, 30, 32, 34, 89 |
| DAMSEAUX Jean-Claude | 18, 19 |
| DARAS José | 56, 59, 62, 64 |
| DEBAILLE Amand | 9 |
| DECLÉTY Arnaud | 38 |
| DECONINCK Marc | 35, 42, 44 |
| DEFER Jacques | 83, 86 |
| DEFRAIGNE Jean | 10, 11 |
| DEGROS Stéphane | 44 |
| DEHAYBE Roger | 18, 27, 30, 32 |
| DEHOUSSE Fernand | 9 |
| DEHOUSSE Jean-Maurice | 9, 22, 23, 24, 26, 27, 29, 30, 32 |
| DE LAEVER Gaëtan | 63, 66, 68, 71, 74 |
| DE MIDDELEER Marc | 30 |
| DE SMET Dirk | 57, 59, 62, 65, 68, 71, 74, 77 |
| DELAHU Jacques | 47, 50 |
| DELATTRE Dominique | 80, 84 |
| DELAUNOIS Patrick | 82, 85 |
| DELBAR Gonzague | 47, 49, 51 |
| DELBEUCK Claude | 27, 30, 32, 35, 41, 42, 43, 45, 47 |
| DELCOMMINETTE Pascale | 67, 70, 73, 75, 78, 80, 84 |
| DELCOMMINETTE René | 22, 24, 26, 27, 30, 32, 34 |
| DELCOR Frédéric | 56 |
| DELFANNE Carine | 68, 72, 74, 77 |
| DELHAUTEUR Dominique | 61, 64, 69, 72, 75 |
| DELMOTTE Fernand | 9 |
| DEMAEGD Alain | 69 |

| | |
|---|---|
| DEMBLON Louis | 10 |
| DEMOTTE Rudy | 6, 73, 75, 76, 78, 80, 84 |
| DEREAU Georges | 46, 48, 50 |
| DERMAGNE Pierre-Yves | 77 |
| DESCAMPS Carol | 68, 71, 75, 78 |
| DÉSIRON Jean-Pierre | 78, 82,85 |
| DESQUESNES François | 79, 83 |
| DESTEXHE Michel | 34 |
| DETHIER Fred | 9 |
| DETIENNE Thierry | 58, 60, 63, 66 |
| DETRY Jacques | 39 |
| DEWORME Élie | 26 |
| DI ANTONIO Carlo | 87 |
| DIEZ Jacques | 39, 40, 42, 43, 45 |
| DI RUPO Élio | 34, 56, 67, 70, 89 |
| DISPA Benoît | 67, 71, 74, 83, 87 |
| DONFUT Didier | 78 |
| DONNEA François-Xavier de | 15 |
| DOYEN Charles | 41, 42, 43 |
| DUBOIS Abel | 9, 10 |
| DUBOIS Hélène | 85 |
| DUBOIS Jean-Pierre | 56 |
| DUBOIS Vincent | 40 |
| DUBUISSON Cécile | 81, 85 |
| DUCARME Daniel | 39 |
| DUFRANNE Pierre-Marie | 77 |
| DULIEU Philippe | 9 |
| DUMONT Georges-Henri | 9 |
| DUMORTIER Carlos | 22, 23, 24, 26, 27 |
| DUMORTIER Jean | 15, 16 |
| DUQUESNE Antoine | 10, 11, 16, 17 |
| DURIEUX Sébastien | 59, 62, 65, 68, 71, 74, 77 |
| DUVIVIER Pierre | 17 |
| **E** | |
| EYSKENS Gaston | 9,27 |
| **F** | |
| FALIZE Pierre | 10 |
| FAYS Michel de | 39 |
| FÉAUX Valmy | 10, 18, 31, 33, 35 |
| FELDBUSCH Jean-Paul | 41 |
| FINCOEUR Pierre | 10, 11 |
| FOCCROULLE Marc | 52, 54 |
| FONTAINE Cyr | 15 |
| FORET Michel | 57, 60, 62, 65 |
| FRANKEN Cyrille | 34 |
| FRIPPIAT Gaëtan | 79, 83 |
| FURLAN Paul | 82, 86 |
| **G** | |
| GABRIEL Ingrid | 74 |
| GALLIEN Robert | 81, 85 |
| GAUTHIER Ludivine | 82, 85 |

| | |
|---|---|
| GERON Ghislain | 47, 48, 49, 50 |
| GEUDENS Xavier | 72, 75, 78 |
| GEULETTE Émile | 30, 32, 34 |
| GIELEN Marc | 43, 45, 47, 49, 51 |
| GIL Simon | 74 |
| GILLAIN Pierre | 41, 43 |
| GODEFROID René | 9, 10 |
| GOL Jean | 15 |
| GOSÉE Arthur | 54 |
| GRAFÉ Jean-Pierre | 10, 11, 47, 48, 50, 53 |
| GRAVAR Florence | 68, 72, 74, 77 |
| GUBBELS André | 51 |
| GUBBELS Robert | 9 |
| GUTT Olivier | 61 |
| **H** | |
| HACOURT Edmond | 22 |
| HAINE Georges | 51 |
| HAMBYE Francis | 15, 16 |
| HANIN Charles | 9, 11 |
| HANNAY Éric | 68 |
| HAPPART José | 58, 60, 63, 65 |
| HAZÉE Stéphane | 62, 64 |
| HELLIN Daniel | 60 |
| HENROTIN Jean-Claude | 53, 55 |
| HENRY Philippe | 83, 86 |
| HENRY Yvon | 58, 60 |
| HIERNAUX Jean-Pol | 5 |
| HISMANS Edgard | 41, 43, 44 |
| HOREVOETS Georges | 22, 23, 24, 26, 34, 40, 41, 42 |
| HOYAUX Jacques | 18, 19 |
| HUBAUX Claude | 15 |
| HUBERT Philippe | 80, 84 |
| HUMBLET Antoine | 15, 16, 17, 22, 23 |
| HUREZ Léon | 9 |
| HUSDEN Yolande | 75, 78 |
| HUYBRECK Jean-Marie | 40, 42, 43, 45, 46, 48, 50 |
| **I** | |
| IBOURKI Karim | 73, 76, 80 |
| INGBERG Henry | 31, 33 |
| **J** | |
| JACQUERIE Pierre | 41, 43, 44 |
| JACQUET Annabelle | 81, 84 |
| JADIN Jean | 43, 44 |
| JANSS Jean | 67, 70 |
| JANSSENS Frédéric | 57, 60 |
| JEHASSE Réginald | 42, 44 |
| JORIS Freddy | 47, 49, 50 |
| JOSSENS Patrick | 77 |
| JOUREZ Michel | 58, 60, 63, 65 |
| JUNNE Dominique | 56, 59, 83, 86 |
| JURISSE Michel | 35 |

| | |
|---|---|
| JUSNIAUX Olivier | 68, 71 |
| **K** | |
| KAHN Werner Bernard | 9 |
| KEVELAER Marcel | 82 |
| KIEKEN Thierry | 80, 84 |
| KNOOPS Étienne | 15 |
| KOTLAR Lara | 80, 84 |
| KUBLA Serge | 56, 59, 61, 64 |
| **L** | |
| LAMBERT Marie-Claire | 54, 56, 58, 61 |
| LAMBRECHTS Bernadette | 85 |
| LAMBOT Jean-Pierre | 35 |
| LANNOY Françoise | 77, 82, 86 |
| LARUELLE Sabine | 55 |
| LEBLOND Jean | 81, 84 |
| LEBRUN Michel | 52, 54 |
| LEBURTON Edmond | 10 |
| LECLERCQ Tommy | 70, 73, 82, 86 |
| LECROMPE Jean-Luc | 41, 42, 44 |
| LEDOUX Laurent | 69, 72 |
| LE HODEY François | 35, 38 |
| LEMERCINIER Pierre | 43, 45, 46, 48, 50 |
| LEMLIN Marc | 43, 44, 46, 48, 50 |
| LESTIENNE Marc | 25 |
| LIBIEZ Philippe | 52, 54 |
| LIÉNARD Albert | 39, 40, 42, 43, 45, 46, 48, 50 |
| LIENARDY Pierre | 31, 33 |
| LONGO Mario | 60, 63, 66, 68, 72, 74 |
| LORAND Renaud | 70, 73, 76, 82, 85 |
| LOUIS Pol | 57, 59 |
| LUKALU Carl | 70, 73, 76, 80 |
| LUTGEN Benoît | 70, 73, 76, 79, 83 |
| LUTGEN Guy | 41, 42, 43, 45, 47, 51,53, 55 |
| LUXEN Jean-Louis | 9 |
| **M** | |
| MAGNETTE Paul | 75 |
| MAGY Jean | 18 |
| MAINIL Pierre | 24, 25, 26 |
| MALCHAIR Marcel | 54 |
| MALVOZ Louis | 30, 32, 34 |
| MANIGART G. | 10, 16, 17 |
| MARCHAND M. | 18 |
| MARCHAND Bernard | 15, 56, 59, 61 |
| MARCHANT Daniel | 56, 59 |
| MARCOURT Jean-Claude | 6, 46, 48, 50, 53, 55, 69, 72, 75, 78 |
| MARIQUE Sylvie | 68, 72, 74, 77 |
| MARLIER Claude | 46, 48 |
| MARNETTE Stéphane | 77, 82 |
| MAROT Jean | 70, 73, 76 |
| MARTENS Wilfried | 21, 22, 23, 24, 26 |
| MARTIN Francis | 83, 87 |

| | |
|---|---|
| MARTIN Jean-Luc | 58 |
| MARTIN Nicolas | 67, 70 |
| MATHIEU Roger | 15, 16 |
| MATHOT Guy | 17, 18, 46, 48 |
| MATTART Philippe | 81, 85 |
| MAYENCE Jacqueline | 35 |
| MAYSTADT Philippe | 22, 23 |
| MAZY Jean-Louis | 40 |
| MÉAN Jean-Pierre | 40, 41, 43 |
| MELIN André | 43, 44 |
| METTIOUI Asma | 81, 84 |
| MICHEL Charles | 65 |
| MICHEL Joseph | 18 |
| MIGNON Philippe | 47 |
| MINOT Josse | 35, 38 |
| MONFILS Philippe | 15 |
| MONNIER Bernard | 63, 66, 81, 84 |
| MOREAU Robert | 16 |
| MOSSAY Francis | 46, 47 |
| **N** | |
| NEMERY Isabelle | 69, 72 |
| NIHOUL Pierre | 52, 54 |
| NOËL Annick | 63, 65 |
| NOKERMAN Arthur | 10, 11, 17 |
| NOLLET Jean-Marc | 81, 84 |
| **O** | |
| OLIVIER Louis | 10, 11, 16, 17 |
| OSTERRIETH Sylvie | 81 |
| OTLET Jacques | 34 |
| **P** | |
| PAERMENTIER Pierre | 26, 27 |
| PARISIS Albert | 9 |
| PARMENTIER Claude | 50 |
| PARTOUNE Luc | 50 |
| PATTE Julie | 73, 76, 80, 84 |
| PAUL Isabelle | 86 |
| PEREMANS Vincent | 83, 87 |
| PERIN François | 15 |
| PERRIN Dominique | 83 |
| PETERKENNE Jean-Christophe | 49, 52, 54, 58, 61, 67 |
| PHLYPO Jean-Claude | 40, 41, 42 |
| PIERARD Guy | 38 |
| PIRE Georges | 39 |
| PIROT François | 46, 47 |
| PIROTTE Nicolas | 81, 84 |
| PLASMAN Marcel | 17 |
| PONCELET André-Marie | 53, 55, 70, 73, 76, 79 |
| PONCELET Jean-Marie | 77 |
| PORTUGAELS Sylviane | 85 |
| POUSSIÈRE Charles | 35 |
| POUTRAIN Anne | 46, 47, 49, 57, 59, 62, 65, 67, 70, 73 |

| | |
|---|---|
| PULLARA Rosette | 34 |
| **Q** | |
| QUEVY Brieuc | 83, 87 |
| QUINTIN Jean-Marie | 15, 16, 22, 23, 25, 26 |
| **R** | |
| RAMPEN Alfred | 41 |
| RAWART Lucien | 38 |
| REMACLE Claude | 39, 40, 41, 43 |
| RENARD Pierre | 18 |
| RENAVILLE Benjamin | 81, 84 |
| RENNOTTE Philippe | 32, 34 |
| ROBBEETS Jean-Pierre | 55 |
| ROBE Jean-François | 56, 59, 61, 64 |
| ROLAND Jean-Pierre | 47, 48, 50 |
| ROSENOER Alain | 47, 53, 54, 55, 57 |
| ROUSSEAU Patrick | 35 |
| RUSSON Charles-Henri | 82, 86 |
| **S** | |
| SCHERER Noël | 68, 71, 75 |
| SCHITTECATTE Philippe | 18, 19 |
| SCHYNS Guillaume | 10 |
| SCIARRA Vicenzo | 55 |
| SCIEUR Max | 16 |
| SEMER Maurice | 60 |
| SÉQUARIS Jean | 27, 69, 72, 75, 78 |
| SÉRUSIAUX Emmanuel | 39, 57, 60, 62, 65 |
| SERVAIS Gaëtan | 63, 66, 75, 78 |
| SEVERIN Jean-Marie | 57,60 |
| SIBILLE Denis | 73, 76, 82, 86 |
| SIMONET Marie-Dominique | 69, 72, 75, 78 |
| SION Pierre | 47, 48, 50, 52, 54 |
| SIX Jean-Louis | 52, 54 |
| SMIT Éric | 59, 62, 65, 68, 71 |
| SNAPPE Jean-Pierre | 58, 60 |
| SONVEAUX Pierre | 52, 54 |
| SOUMERYN-SCHMIT Olivier | 81, 84 |
| SPITAELS Guy | 46, 47, 89 |
| STIJNS Hubert | 38 |
| STOQUART Gustave | 30, 32, 35 |
| STRAUS-GODET Anne-Marie | 30, 32, 34, 38, 59, 61 |
| SUINEN Philippe | 30, 32, 34 |
| **T** | |
| TABART Alain | 56, 58, 61, 64 |
| TABBARA Dulciella | 80, 84 |
| TAMINIAUX Willy | 51, 53, 55 |
| TARABELLA Marc | 75, 78 |
| TASSET Pierre | 22, 23, 24 |
| TERWAGNE Freddy | 9 |
| THIRION Fabienne | 50 |
| THOMAS Daniel | 50, 52, 54 |
| TILLIEUX Eliane | 82, 86 |

| | |
|---|---|
| TINDEMANS Léo | 15, 17 |
| TORDEURS Louis | 32, 34 |
| TOUSSAINT Michel | 10, 16, 17 |
| **U** | |
| URBAIN Robert | 9, 10,18 |
| **V** | |
| VAN ACKER Frank | 9 |
| VANBOCKESTAL Marie-Kristine | 60, 63, 66, 69, 72, 75, 78 |
| VAN BOL Jean-Marie | 30 |
| VAN CAUWENBERGHE Jean-Claude | 53, 55, 57, 58, 61,64, 67 |
| VANDEBOSCH Jacques | 44 |
| VAN DEN BOEYNANTS Paul | 18 |
| VAN DEN BRANDE Jean-Jacques | 46, 48, 50 |
| VANDENBROUCKE Jean-Marc | 40, 41, 43 |
| VANDENDORPE Luc | 69, 72, 75, 78 |
| VAN DEN KERKHOVE Michaël | 81, 85 |
| VAN DER BIEST Alain | 44 |
| VANDERIJST Olivier | 55, 56, 58, 61, 64 |
| VAN DOREN Thierry | 73, 76, 79 |
| VAN HECKE R. | 17 |
| VANIEKAUT Gilbert | 30, 32 |
| VAN LAETHEM Marie-Ève | 67, 70 |
| VAN REYBROECK Jean-Pol | 52, 54, 67, 71, 74, 77 |
| VAN WEDDINGEN Éric | 39 |
| VEREECKE Anne | 67, 71, 74, 77 |
| VERJUS Lambert | 41, 42, 44 |
| VERKAEREN Pierre | 41, 43, 44 |
| VERWILGHEN Paul | 69, 72, 75, 78 |
| VIAL Coralie | 83 |
| VIENNE Christiane | 69, 72 |
| VRANCKEN Georges | 9 |
| VUYLSTEKE Luc | 46, 48, 50, 52, 54, 59 |
| **W** | |
| WATHELET Melchior | 26, 27, 29, 30, 32, 35, 38, 89 |
| WEYNAND J. | 10 |
| WILLEMS Marc | 16 |
| WILLIQUET Marc | 81, 85 |
| WITMEUR Renaud | 80, 84 |
| WYLLEMAN Édouard | 69 |
| **X** | |
| XHROUET Marc | 82, 86 |
| **Z** | |
| ZELLER Thierry | 85 |
| ZENNER Alain | 38 |

# HISTORIQUE DE LA COMPOSITION DES EXÉCUTIFS/GOUVERNEMENTS DE LA RÉGION WALLONNE

## 1968 - 2013

*© SPW/Éditions - Secrétariat général*
*Département de la Communication/direction de l'Identité et des Publications*
*Place Joséphine-Charlotte, 2 - 5100 Namur*

***Éditeur responsable :***
*Claude DELBEUCK*
*Secrétaire général*

***Supervision :***
*Département de la Communication*
*Jacques MOISSE*
*Inspecteur général*

***Ligne éditoriale :***
*Direction de l'Identité et des Publications*
*Jacques VANDENBROUCKE*

***Conception et rédaction :***
*Direction de la Documentation et des Archives régionales*
*Pierre DE SPIEGELER*
*Philippe GÉMIS*
*Michel WEYSSOW*

***Photo (cover) :***
*© SPW/SG*
*Jean-Louis CARPENTIER*

***Mise en page :***
*SPW/SG/DIP*
*Nathalie LAMBRECHTS*

***Impression :***
*SPW/DGT 2/ Direction de l'Édition*
*Novembre 2013*

***Dépot légal :***
*D/2013/11802/117*

**À l'époque de la première réforme de l'État en 1970, la Wallonie dispose de deux secrétaires d'État faisant partie du gouvernement national.**

**En 2001, après la cinquième réforme de l'État, la Wallonie compte neuf ministres faisant partie d'un gouvernement wallon pleinement automne. Le chemin ainsi parcouru en quelque trente ans correspond à l'extension des matières gérées par la Wallonie.**

**Cette deuxième édition de l'*Historique de la composition des Exécutifs/Gouvernements de la Région wallonne 1968 - 2013* s'est enrichie, outre de la composition des gouvernements qui se sont succédé depuis sa première édition en 1997, de la liste des chefs de cabinet et chefs de cabinet adjoints qui secondèrent les ministres dans leurs missions.**

SG

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Place Joséphine-Charlotte, 2 - 5100 NAMUR
www.wallonie.be - 0800 11 901

SPW
Service public
de **Wallonie**